

N. I. Boukharine

Discours

au Plenum du CC et de la
CCC du PC(b)R

18 avril 1929

Source : traduction de travail du texte du rapport sténographique du Plenum d'avril 1929, tel qu'il est reproduit dans : Бухарин Николай Иванович : *Проблемы теории и практики социализма*.— М.: Политиздат, 1989.— 512 с. [Boukharine Nikolai Ivanovitch : *Problèmes théoriques et pratiques du socialisme*, Moscou, Politizdat, 1989, 512 p.] (p. 253-308).

Les notes des éditeurs soviétiques ont été conservées autant que possible, malgré des difficultés pour lire les acronymes de l'univers bureaucratique soviétique.

Les notes supplémentaires de MIA sont en [Bleu](#).

DISCOURS de Boukharine à la réunion plénière du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle du Parti Communiste (bolchevik) de toute l'Union soviétique¹

Camarades, je pense que la grande majorité des camarades assis dans cette salle partent de l'hypothèse absolument fautive d'une *nouvelle opposition* qui serait en train de naître dans le Parti, de l'hypothèse que nous allons connaître, dans une mesure plus ou moins grande, quelque chose de semblable à ce qui a déjà été connu avec d'autres oppositions. Un certain nombre de camarades, me semble-t-il, ont ce genre d'inquiétude, et c'est cette inquiétude qui explique toute une série de discours que nous avons entendus ici.

Camarades, veuillez écouter mon discours avec la plus grande attention, car je crois qu'*en tant que membre du Politburo*, je prononce mon discours devant le Plenum pour la dernière fois. Tout d'abord, je dois dire que nous, les trois membres du BP², avons dû nous trouver dans une position dans laquelle aucun autre membre du Parti n'a jamais eu à se trouver, et encore moins aucun groupe ayant appartenu jusqu'à présent à la direction du Parti. En effet, après la réunion conjointe du Présidium du CCC et du Politburo³, nous avons été soumis, *sans décision* de la plus haute autorité correspondante du Parti, à un bombardement généralisé. Au fond, cette situation rappelait ce que l'on appelait les "exécution civiles" de l'époque pré-révolutionnaire, lorsqu'une personne était placée sur le pilori de la honte et que, au rythme d'un tambour, les choses les plus calomnieuses étaient dites à son sujet, lui interdisant en même temps de prononcer un seul mot. Cette méthode ancienne, "glorieuse" et "éprouvée" était, du point de vue subjectif qui est le nôtre, extrêmement lourde. Mais d'autres méthodes ont également été mises en œuvre. Un certain nombre de "tentatives" ont été faites, pour ne pas dire plus, pour nous "impliquer" dans les discussions de manière directe et indirecte. Lorsque, par exemple, à la conférence provinciale du Parti à Moscou⁴, on s'est exclamé : "*ils ne sont pas venus à la conférence*" ; "*ils ne se sont pas expliqués*" ; "*ils ne nous ont pas donné leur point de vue*" ; "*ils ne se sont pas justifiés devant le Parti*" ; "*ils jouent le rôle de gens qui*

¹Le Plenum conjoint du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du Parti communiste (b) de l'Union soviétique, qui s'est tenu les 16-23 avril 1929, a examiné les questions : 1) sur les affaires du parti ; 2) sur les questions de la XVI^e conférence du Parti communiste (b) de l'Union soviétique ; 3) sur l'épuration du parti. Le recueil [de 1989, source de la traduction de MIA] comprend des sections du discours de N. I. Boukharine concernant les problèmes de la théorie et de la pratique de l'édification du socialisme et la situation au sein du parti à la fin des années 20. Le discours est présenté selon l'impression typographique du compte rendu *in extenso* [non publié en 1929...].

² C'est-à-dire N. I. Boukharine, A. I. Rykov, M. P. Tomsy.

³ Il s'agit de la réunion conjointe du Politburo et du Présidium de la CCC en février 1929, au cours de laquelle une déclaration commune fut lue par N. I. Boukharine, A. I. Rykov et M. P. Tomsy, qui affirmaient que des membres du Comité central menaient une politique d'exploitation militaro-féodale du village et que ce groupe préparait depuis plusieurs mois un assaut contre eux.

⁴ Il s'agit de la XVII^e conférence provinciale du parti à Moscou, tenue du 23 février au 6 mars 1929.

ne veulent pas répondre aux masses du Parti", etc... à l'infini, il fallait avoir une grande retenue pour ne pas se présenter à la conférence après ces remarques, pour ne pas commencer à répondre, pour ne pas commencer à réfuter.

Et nous *nous sommes tus*. Et nous nous sommes tus parce que si nous étions apparus dans n'importe quelle conférence, réunion, cellule, etc., la discussion aurait commencé indépendamment de notre volonté, et nous aurions certainement été immédiatement accusés d'être les initiateurs de la discussion. Nous aurions été dans la position de personnes harcelées parce qu'elles *ne s'expliquent pas* et *ne se justifient pas*, et qui auraient été encore plus harcelées si elles avaient *essayé* de s'expliquer, si elles avaient *essayé* de se justifier.

Je le répète : les mois écoulés ont montré que nous avons fait preuve de toute la *retenue*, de la plus grande retenue qui soit généralement possible et que l'on puisse exiger des membres du Parti. Je pense que cela représente une " *expérience historique* " (je mets ces mots entre guillemets) bien réelle, bien que de faible ampleur, même pour la partie du Comité central qui est opposée à nous.

Est-il normal de supposer, de ce point de vue, que vous avez affaire à un groupe d'"opposition" qui, une fois de plus, doit passer à peu près par les mêmes étapes que les oppositions précédentes ?

Je peux vous assurer, camarades, que cette question centrale, dont partent un très grand nombre d'entre vous, membres du Comité central et de la CCC, est fondamentalement fautive. Vous *n'aurez pas* de nouvelle opposition⁵ ! Et aucun d'entre nous ne sera à la tête d'une "nouvelle" ou d'une "toute nouvelle" opposition. J'ai défendu ce point de vue avec toute ma conviction lors de conversations avec un certain nombre de camarades que j'ai rencontrés. Car j'ai la conviction profonde de l'inutilité de l'"opposition". La justification politique et théorico-politique de ce point de vue réside dans le fait que les anciennes formes de règlement des différends au sein du parti par le biais d'une lutte de type factionnel sont désormais inadmissibles et objectivement impossibles dans notre parti. Je l'ai dit également lors de cette fameuse conversation⁶ avec Kamenev⁷, dont la déformation a été l'un des principaux jalons

⁵ La déclaration de N. I. Boukharine : "...vous n'obtiendrez pas une nouvelle opposition" - a été faite en tenant compte de l'expérience des discussions antérieures au sein du parti, lorsqu'une partie des communistes, par le biais de diverses manœuvres, a été "poussée" dans l'opposition.

⁶ Il s'agit de la rencontre entre Boukharine et Kamenev au cours de l'été 1928 [le 11 juillet]. Le contenu de la conversation a été enregistré par Kamenev et transmis, par ses soins, à Zinoviev. Rapidement, le texte de cette conversation est diffusé par les trotskystes sous la forme d'une proclamation intitulée "Le parti est conduit au désastre les yeux bandés". Comme l'a dit N. K. Kroupskaïa au Plenum, la publication de cette conversation par les trotskistes n'avait qu'un seul but : "creuser un trou plus profond dans le parti, de sorte que nous, en vertu d'une colère personnelle, d'une irritation personnelle, nous nous écarterions [...] de l'évaluation de n'importe quel conflit [...] uniquement du point de vue des intérêts du Parti."

⁷ Kamenev (Rosenfeld) L. B. (1883-1936) - membre du POSDR depuis 1901. Après le II^e Congrès du POSDR - bolchevik. Il est membre des comités de rédaction des journaux "Proletari" et "Pravda". Il mène une action révolutionnaire en Transcaucasie et à Moscou. Il participe à la première révolution russe de 1905-1907. Il est délégué aux III^e et V^e congrès du POSDR. Après la révolution de février 1917, il est l'un des rédacteurs de la *Pravda*, membre du comité exécutif du Soviet de Petrograd et du comité exécutif central panrusse, délégué à la VII^e conférence (avril), qui l'élit au comité central du POSDR(b). Il est délégué au VI^e congrès du parti. Le 10 octobre 1917, il est élu au Bureau politique du Comité central, créé pour diriger l'insurrection. Pendant la période de préparation de la révolution socialiste d'octobre, il hésite à décider d'un soulèvement armé. Lors du deuxième congrès panrusse des soviets, il est élu président du comité exécutif central panrusse. En novembre 1917, il est partisan de la création d'un "gouvernement socialiste homogène" avec la participation des mencheviks et des SR. Sur proposition de V. I. Lénine, il est remplacé à la présidence du comité exécutif central russe par Ya. M.

sur la voie de notre " mise à l'étude ". On en parlait déjà à l'époque. Vous devriez quand même penser, sur la base des faits que je viens de mentionner, sur la base de notre comportement, dont j'ai parlé, qu'il n'y a aucune raison d'adopter le point de vue consistant à peindre diverses "horreurs" sur la nouvelle "opposition", aucune raison d'avoir "des garçons ensanglantés dans les yeux"⁸ parce que nous allons organiser la discussion, la lutte, etc. à l'intérieur du Parti. Nous *ne ferons pas ceci*. Nous *ne ferons pas cela*. Nous *ne voulons pas faire cela*. Nous ne pouvons pas le faire. Toute la situation au sein du parti s'y oppose. Toute la situation de notre pays s'y oppose. Le rapport entre les classes s'y oppose. Et l'équilibre des forces objectives à l'échelle internationale s'y oppose.

Je me devais de faire ces remarques préliminaires et je ne m'attarderai pas davantage sur ce sujet.

J'en viens maintenant à quelques remarques - également introductives - concernant le *projet de résolution* qui a été adopté par la réunion conjointe du Politburo et du Présidium de la CCC⁹ et qui devrait maintenant servir formellement de point de départ à la décision que le Plenum du Comité central et de la CCC jugera nécessaire de prendre.

Je ne parlerai pas maintenant, camarades, de la résolution dans son ensemble, mais je voudrais faire quelques remarques critiques sur les parties de la résolution qui me semblent devoir être rejetées avec un tant soit peu de bonne foi.

Je parlerai tout d'abord de l'aspect *moral* de la résolution. Je suis obligé de le faire parce que, pour la première fois dans l'histoire de notre parti, on utilise diverses qualifications morales à l'égard de camarades avec lesquels on a travaillé pendant des décennies - des accusations de mauvaise foi, de malhonnêteté et toute une série d'autres choses.

Je suis *obligé* de protester vigoureusement ici, non seulement parce que je défends un intérêt subjectif et personnel. Je défends aussi ici *la mémoire de Lénine*. Je le répète, je suis obligé de protester avec la plus grande fermeté contre l'utilisation absolument inadmissible, dans la

Sverdlov. À partir d'octobre 1918, il préside le Mossovet [[Soviet de Moscou](#)] ; à partir de 1922, il est l'adjoint de Lénine au SNK [[Conseil de commissaires du peuple -CCP](#)] et au STO [[Conseil du travail et de la défense - CTD](#)] ; à partir de juillet 1923, il est le premier vice-président du CCP de l'URSS ; après la mort de Lénine, il devient président du CTD (jusqu'en 1926). De 1923 à 1926, il est directeur de l'Institut Lénine. À partir de janvier 1926, commissaire du peuple au commerce de l'URSS. En 1926-1927, il est ambassadeur de l'URSS en Italie. À partir de 1929, il est président du Glavkontsescom [[Comité principal des concessions du Conseil de commissaires du peuple](#)]. En 1933-1934, il est à la tête de la maison d'édition "Academy" et dirige l'Institut Gorki de littérature mondiale. Membre du comité central du parti en 1917-1927, membre du Politburo du comité central en 1919-1925 (candidat en 1926). Membre du Comité exécutif central panrusse et du Comité exécutif central de l'URSS. En 1926-1927, il est membre du bloc trotskiste-Zinoviev. En 1927 et 1932, il est exclu du parti pour activités fractionnelles, puis réintégré dans ses rangs. Le 20 décembre 1934, Kamenev est à nouveau exclu des rangs du Parti communiste (b) de l'Union soviétique "en tant que contre-révolutionnaire". Il est condamné à trois reprises, d'abord dans l'affaire dite du "Centre de Moscou" (janvier 1935), puis dans l'affaire dite du "Kremlin" (juillet 1935) et dans l'affaire dite du "bloc antisoviétique uni Trotski-Zinoviev" (août 1936). Répression illégale. En juin 1988, le Plenum de la Cour Suprême de l'URSS a annulé les trois condamnations, reconnaissant que toutes les charges retenues contre Kamenev étaient infondées.

⁸ [[Expression tirée de Boris Godounov de Pouchkine qui évoque la mauvaise conscience de quelqu'un ou décrit un choc émotionnel grave, souvent ironique -Wikipédia](#)]

⁹ Il s'agit de la résolution sur les affaires internes du parti du 9 février 1929, adoptée lors d'une réunion conjointe du Politburo du Comité central et du Présidium de la Commission Centrale de Contrôle (voir : [Résolutions du PCUS \[en russe\]](#)..., t. 4, pp. 436-447).

résolution du BP et du Présidium de la CCC, de la lettre de Lénine à Chliapnikov¹⁰ d'avril 1916, une lettre qui dit que Boukharine est "crédule aux ragots"¹¹, une lettre qui devrait, selon l'auteur de la résolution, "recouvrir", c'est-à-dire détruire, le "*testament politique*" de Lénine¹², ses dernières caractéristiques politiques d'un certain nombre de camarades responsables. J'insiste sur ce point, car il s'agit d'une utilisation de mauvaise foi de la lettre. Au moment où la résolution du BP et du présidium de la CCC m'a été présentée, je n'ai pu ni me souvenir, ni comprendre, ni réfuter, ni dire quoi que ce soit à propos de la phrase de la lettre privée de Lénine au camarade Chliapnikov citée dans la résolution. J'ai demandé les lettres de Lénine à l'Institut Lénine¹³, j'ai examiné toutes les lettres qui s'y rapportent, j'ai examiné la correspondance dans mes archives personnelles, et j'établis avec une précision incontestable que cette phrase est basée sur *le cas du provocateur Malinovski*¹⁴, dans lequel j'étais le seul témoin contre Malinovski qui n'avait aucune querelle personnelle ou relation personnelle avec lui, un cas dans lequel j'ai prouvé que j'avais complètement et entièrement raison. Et moi, camarades, je vais maintenant présenter des preuves de l'ampleur de l'utilisation de mauvaise foi de la lettre de Lénine.

Tout d'abord, j'ai demandé au camarade Chliapnikov s'il pouvait se rappeler à propos de quels faits cette expression "crédule aux ragots" a été utilisée. Le camarade Chliapnikov m'a répondu comme suit (j'espère que vous comprendrez que je ai posé la question à Chliapnikov non pas parce que j'avais un "bloc de faction" avec lui, mais parce que la lettre de Lénine était adressée précisément à Chliapnikov et non à A. S. Pouchkine). Chliapnikov a répondu à ma note par la lettre suivante :

¹⁰ A. G. Chliapnikov (1885-1937) - membre du Parti depuis 1901, il a participé activement à trois révolutions russes. Il a travaillé pour le parti à Sormovo, Murom, Saint-Pétersbourg et Moscou. En exil, en 1914, au nom du comité central du POSDR, il travaille à Stockholm pour établir des liens entre le bureau étranger du comité central et la partie russe du comité central et du PC [sic, le PC n'existe pas encore...]. Rentré illégalement en Russie à l'automne 1915, Chliapnikov participe, au nom du Comité central, au rétablissement du Bureau russe du Comité central à Petrograd, au sein duquel il est coopté. À l'automne 1916, après une nouvelle chute du Bureau russe du Comité central face aux forces de sécurité, il travaille à nouveau à sa restauration et devient membre de la troïka dirigeante. Après la révolution de février 1917, il est membre du comité de Saint-Pétersbourg du POSDR (b), du comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, président de l'Union des métallurgistes de Petrograd. Après la révolution d'octobre, il est commissaire du peuple au travail dans le premier gouvernement soviétique. Pendant la guerre civile, il est membre du conseil militaire révolutionnaire du front caspien-caucasien, membre du conseil militaire révolutionnaire des fronts sud et ouest, commissaire d'urgence pour l'alimentation dans le sud de la Russie. Il s'occupe ensuite des syndicats et de l'économie. Lors du X^e congrès du PCR(b), il est élu membre du comité central. En 1920-1922, il est l'un des dirigeants de l'"opposition ouvrière". En 1933, lors de la purge du parti, il est exclu des rangs du parti communiste bolchevique de toute l'Union. Répression illégale. Réhabilité à titre posthume et réintégré dans le parti.

¹¹ Apparemment, N. I. Boukharine faisait référence à la lettre de V. I. Lénine à A. G. Chliapnikov. écrite le 1^{er} mars 1916 (voir : Lénine V. I. Poli. sobr. op. cit., vol. 49, p. 194).

¹² Il s'agit de la "Lettre au Congrès" de V. I. Lénine (voir : Lénine V. I. Poli. sobr. op. cit., vol. 45, pp. 343-348).

¹³ Institut V. Lénine, dépendant du Comité central du PCR(b) (1923-1931). Fusionné en 1931 avec l'Institut K. Marx et F. Engels (Institut Marx-Engels-Lénine).

¹⁴ Malinovski R. V. (1876-1918) - Provocateur, employé secret du département de la sécurité de Moscou. En 1906, à des fins égoïstes, il rejoint le mouvement ouvrier et donne à la police des informations sur les révolutionnaires et leurs activités. En 1912, lors de la conférence de Prague du POSDR il est élu membre du comité central du parti. Il est député de la IV^e Douma d'État, représentant la classe ouvrière de la province de Moscou. En 1914, sous la menace d'une dénonciation, il démissionne de la Douma et s'enfuit à l'étranger. En 1918, il revient en Russie soviétique, est jugé et condamné à être fusillé par le tribunal suprême du comité exécutif central panrusse.

"J'ai reçu votre note du 24.III.29, mais je n'ai pas pu y répondre immédiatement, car j'ai dû revoir toute ma correspondance avec Vladimir Lénine. Dans ses lettres et dans celles que je lui ai adressées, je n'ai trouvé aucune indication sur le fondement du jugement de Vladimir Ilitch concernant votre "crédulité à l'égard des ragots". Je ne me souviens plus si j'ai clarifié ou non ce point de sa lettre dans ma correspondance avec le camarade Zinoviev, *mais j'ai entendu dire par un certain nombre de camarades à la même époque (mai-juin 1916) que cette caractéristique de Vladimir Ilyitch était due à votre comportement dans l'affaire de la provocation du député Malinovski...*".

Je vais maintenant vous en dire plus. Au cours de l'enquête sur le député Malinovski (ce qui peut être confirmé par Nadezhda Konstantinovna Kroupskaïa¹⁵ qui est assise ici), j'étais un témoin qui soupçonnait Malinovski de *provocation*. J'étais *le seul témoin* qui, tout en témoignant *contre Malinovski*, n'avait pas, comme je l'ai déjà dit, de querelle personnelle ou autre avec lui. Mais comme Malinovski, par toute une série de choses très habiles et très théâtrales, a réussi à rendre perplexe notre commission d'enquête¹⁶ (si vous voulez, je peux vous dire comment il a fait)...

ORDJONIKIDZE¹⁷ Vous raconterez cela à l'Istpart¹⁸.

BOUKHARINE. Je vous le dirai dans l'Istpart, mais je vous dirai aussi quelque chose d'autre vous concernant, camarade Sergo Ordjonikidzé.

¹⁵ Kroupskaïa N. K- (1869-1939) - membre du parti depuis 1898, collaboratrice et épouse de V. I. Lénine. Soumise aux répressions du gouvernement tsariste, elle s'exile d'abord à Shushenskoye, puis à Ufa. En 1901, elle émigre à l'étranger, travaille dans les rédactions des journaux "Iskra" et "Zarya", est secrétaire des journaux bolcheviques "Vpered" et "Proletari", travaille à la rédaction du journal Social-démocrate central. En avril 1917, elle rentre en Russie avec V. I. Lénine. Travaille au secrétariat et au bureau de presse du comité central du POSDR(b). Déléguée à la VII^e conférence (avril) et au VI^e congrès du POSDR (b). En octobre 1917, elle travaille au comité du district de Vyborg du parti à Petrograd. Après octobre, elle est membre du conseil de direction du commissariat du peuple à l'éducation, à partir de 1920, présidente du Glavpolitprosvet, à partir de 1929, commissaire adjointe du peuple à l'éducation de la RSFSR. Auteur de nombreux ouvrages sur l'éducation publique, le travail idéologique, le mouvement des femmes, l'histoire du parti, les mémoires sur V. I. Lénine. À partir de 1924, membre du comité central, à partir de 1927, membre du comité central du parti communiste (b) de toute l'Union soviétique ; membre du comité exécutif central de toute l'Union, du comité exécutif central de l'URSS, membre du présidium du Soviet suprême de l'URSS.

¹⁶ Il s'agit de la Commission d'enquête du parti (1914), qui comprenait I. S. Ganetski (président), G. E. Zinoviev et V. I. Lénine. Elle examine la question de l'accusation de provocation portée par certains membres du Parti (dont N. I. Boukharine) à l'encontre de Malinovski. En raison de l'absence, à l'époque (1914), de preuves irréfutables, l'accusation a été rejetée.

¹⁷ Ordjonikidzé (Sergo) G. K- (1886-1937) - membre du parti depuis 1903, a participé à la révolution de 1905-1907. Lors de la VI^e conférence panrusse (Prague), il est élu au comité central et au bureau russe du comité central du POSDR (b). Participant à la révolution d'octobre 1917 à Petrograd, il est l'un des dirigeants de la lutte pour le pouvoir soviétique dans le Caucase. À partir d'avril 1920, président du bureau du Caucase du comité central du PCR (b). En 1922-1926, premier secrétaire du Zakkraikom du Parti communiste (b) de l'Union soviétique. En 1926-1930, il est président de la Commission centrale de contrôle du parti communiste (b) de l'Union soviétique et de l'Inspection ouvrière et paysanne, vice-président du Conseil des commissaires du peuple et du Conseil du travail et de la défense de l'URSS. À partir de novembre 1930, il est président du commissariat du peuple à l'économie nationale de toute l'Union et, à partir de 1932, commissaire du peuple à l'industrie lourde. En 1921-1926 et à partir de 1930, membre du comité central, en 1926, candidat au Politburo, à partir de 1930, membre du Politburo du comité central du parti communiste (b) de toute l'Union. Membre du Comité exécutif central panrusse, CEC de l'URSS,

¹⁸ Istpart - Commission sur l'histoire de la révolution d'Octobre et du PCR (b), à partir de 1920 relevant du Gosizdat, Narkompros, à partir de 1921 relevant du comité central du parti ; centre scientifique et de publication. Il dispose d'un réseau de bureaux locaux dans les républiques et les régions. Publie plus de 30 revues et collections. En 1928, il a fusionné avec l'Institut Lénine.

ORDJONIKIDZE. S'il vous plaît, s'il vous plaît.

BOUKHARINE. Moi, camarades, j'ai parlé *contre* Malinovski. Les accusations que j'ai soutenues ont été rejetées, et dans la résolution de la commission d'enquête, dans une grande résolution qui a été adoptée et qui a été transcrite de la main de feu la camarade Inessa Armand¹⁹, il a été dit, entre autres choses, que j'avais fait preuve de "crédulité à l'égard des ragots" et que j'avais "succombé aux ragots" répandus contre Malinovski. Ici, une erreur a été commise, mais pas par moi, mais par la commission d'enquête. En relation avec cette erreur, on retrouve la même expression dans la lettre de Vladimir Ilitch, ce qui peut également être prouvé en analysant ma correspondance avec Zinoviev pendant les années de guerre. C'est une chose très compliquée et je ne m'y attarderai pas davantage. Mais je vous demande, camarades : avant de mettre cette phrase en circulation, quelqu'un a-t-il vérifié la base sur laquelle elle a été écrite ? Est-ce que l'un des membres du Présidium de la CCC a lu l'intégralité de la lettre de Vladimir Ilitch à Chliapnikov ? L'ont-ils vérifiée ? Ont-ils cherché à savoir quoi, pourquoi, d'où et quand ? Non, ils ne l'ont *pas fait*. Ce qu'ils ont fait, c'est utiliser malhonnêtement *l'erreur involontaire de Vladimir Ilitch dans la lutte au sein du parti*, sans même prendre la peine de réfléchir à ce que cela signifie. Je pense que c'est, pour le moins, une erreur. La preuve en est qu'après la révolution de 1917, lorsque Malinovski a été démasqué comme un provocateur et que mes accusations contre lui étaient justifiées, lorsqu'il a été fusillé après cette révélation, Vladimir Ilyitch m'a donné *diverses* caractérisations, mais il ne m'a plus *jamais* donné cette caractérisation et, ce qui est normal, il n'a pas répété cette accusation.

Mais qui est à *l'origine* de cette utilisation de la lettre de Lénine ?

Dans un article écrit par *Trotsky* à Alma-Ata, "La révolution permanente et la ligne de Lénine", nous lisons :

"Nous devons également ajouter que dans les mêmes lettres de Lénine à Kollontai²⁰ (et et de même à Chliapnikov.-N. B.) il y avait des attaques furieuses contre Boukharine, dont Kollontai était solidaire. Mais cette partie des lettres est cachée pour l'instant. *Elle n'apparaîtra au grand jour qu'au moment d'une campagne ouverte contre Boukharine. Il ne faudra pas attendre longtemps pour cela*".

Ainsi écrivait *Trotsky*, inspirant les auteurs de la résolution. Je m'en tiendrai là pour ce qui est de cette question.

¹⁹ Armand I. (E. F.) (1874-1920.) - Membre du parti depuis 1904. Participant à la révolution de 1905-1907 en Russie. En 1911, elle est professeur à l'école du parti à Longjumeau (France). En 1915-1916, elle représente le parti bolchevique aux conférences internationales. Déléguée à la VII^e conférence (avril) et au VI^e congrès du POSDR (b). Participe à la préparation du soulèvement armé d'octobre 1917. À partir de 1918, membre du comité du district de Moscou du PCR (b), du comité exécutif provincial et président de la SNH [?] provinciale. Depuis 1919, chef du département des femmes du comité central du PCR(b). En 1920, déléguée au II^e Congrès de l'Internationale communiste, a dirigé les travaux de la I^{ère} Conférence internationale des femmes communistes.

²⁰ Kollontai A. M. (1872-1952) - membre du parti depuis 1915. Participe à la révolution de 1905-1907. En 1908-1917 - en exil. À partir de mars 1917, membre du comité exécutif du Petrosoviet [[soviet de Petrograd](#)]. Délégué à la VII^e conférence (avril) du POSDR(b) (1917), au I^{er} congrès des soviets. Lors du VI^e congrès du POSDR(b), élue in absentia comme membre du comité central - Participant au soulèvement armé d'octobre à Petrograd. En 1917-1918, commissaire du peuple aux affaires sociales. À partir de 1920, chef du département des femmes du comité central du parti. En 1920-1922, membre de l'"opposition ouvrière". Première femme ambassadeur au monde : à partir de 1923, ambassadrice et représentante commerciale en Norvège, en 1926, au Mexique, à partir de 1927, ambassadrice en Norvège, en 1930-1945, envoyée, puis ambassadrice en Suède. Membre du Comité exécutif central panrusse.

J'en viens maintenant à l'aspect *théorico-politique* de la résolution proposée au Plenum. Sur le plan théorique, la résolution se caractérise, entre autres, par le fait que l'on propose d'approuver, *au nom du Plenum conjoint du Comité central et de la CCC*²¹, la formule du "tribut", formule pour le moins contestable ! La résolution du BP et du Présidium de la CCC qui vous est proposée énonce sans équivoque :

"Le Parti dans son ensemble, ainsi que le camarade Staline, partent du fait que pour la paysannerie les produits industriels sont encore trop cher et les produits agricoles pas assez, que ce prélèvement supplémentaire ("tribut") ne peut pas être détruit maintenant..."²² etc.

Camarades, je n'ai pas l'intention ici de donner lieu à une grande discussion sur le "tribut". Mais je vous pose la question : est-ce que chacun, en se demandant si cette expression du camarade Staline ("tribut") réussit à caractériser le lien économique entre la classe ouvrière et le paysan, n'est pas obligé de répondre *au moins* : "Ce mot *ne mène à rien*". Mais si quelqu'un venait à dire (en premier lieu *l'auteur* de ce mot) : "Je suis d'accord, j'ai dit ce mot malencontreusement", la question n'aurait plus lieu d'être. Pourquoi ne pas le dire ? Pourquoi insister sur une erreur incontestable ?

STALINE. Et si Ilitch disait la même chose ?

SCHLICHTER²³ A propos des spécialistes et des capitalistes.

BOUKHARINE. Lénine n'a rien à voir avec le tribut des paysans de Staline. Sur les spécialistes, il a tout à fait raison ; sur les spécialistes bourgeois et les capitalistes à qui nous devons payer pour apprendre²⁴

STALINE. Non, ce n'est pas cela.

BOUKHARINE. Non, attends une minute, c'est *exactement* cela. Et les relations entre le monde capitaliste et les spécialistes bourgeois, qui reçoivent une partie de la plus-value produite par la classe ouvrière, c'est-à-dire qui nous exploitent dans une certaine mesure, ne doivent absolument pas être confondues avec la question de l'imposition de la paysannerie par l'État prolétarien. Cette imposition n'a rien à voir avec la catégorie de l'exploitation. Le prolétariat n'est pas l'exploiteur de la paysannerie et ne peut pas l'être. Veuillez supprimer votre "tribut", au moins à titre de référence ! Ne le mentionnez pas ! Ne vous faites pas passer pour les papes infailibles de Rome ! Il me semble que c'est le strict minimum de ce qui doit être exigé. Moi, camarades, je ne comprends pas du tout comment le parti marxiste peut, et jusque dans sa résolution officielle, donner un tel nom à l'imposition de la paysannerie en URSS. On sait que le marxisme se distingue de tous les autres courants scientifiques, entre autres, par le fait qu'il exige toujours la désignation historique appropriée des phénomènes économiques : le capital est du capital, et pas seulement un moyen de production ; une marchandise n'est pas la même chose qu'un simple produit. Il en va de même pour le tribut. Le

²¹ C'est le plenum en cours.

²² Voir : *les Résolutions du PCUS...*, vol. 4, p. 438.

²³ Schlichter A. G. (1868-1940) - Membre du parti depuis 1891. A participé à trois révolutions russes. Délégué au VI^e congrès du POSDR (b). Membre du POSDR (b). Dans les jours d'octobre, commissaire du comité régional de Moscou pour l'alimentation. En novembre 1917, commissaire du peuple à l'agriculture, à partir de décembre 1917, commissaire du peuple à l'alimentation de la RSFSR. Depuis 1919 - travail diplomatique, scientifique et d'État. Membre du Comité exécutif central panrusse, Présidium du CEC de l'URSS

²⁴ Voir : Lénine V.I. Poli. *sobr. sobrat*, vol. 36, c. 178-181.-257.

tribut est une catégorie *historique* absolument définie, qui n'a *rien à voir* avec le socialisme et ne peut *rien avoir à faire* avec lui ! On ne peut pas jouer ainsi avec des notions théoriques. C'est à la fois analphabète et nuisible !

J'en viens à la *troisième remarque*, qui concerne le volet *politique* de la résolution. Le *côté politique de la résolution* est suffisamment caractérisé, me semble-t-il, par le passage suivant :

"Il serait tout aussi erroné de nier que le Parti a réussi à se passer de mesures extraordinaires cette année, qu'il a réussi à maintenir un rythme généralement bon pour l'approvisionnement en céréales de l'URSS..."²⁵

Mais quelques semaines à peine (littéralement !) après l'adoption de cette résolution par le BP et le Présidium de la CCC, ces prédictions remarquables ont été démenties par la vie²⁶. Il aurait été extrêmement triste que le plenum laisse dans la résolution cette sagesse politique, qui montre et prouve de la manière la plus claire un manque criant de *clairvoyance politique élémentaire*. Il est impossible de laisser cela dans la résolution qui est maintenant soumise à votre attention !

Je ne m'attarderai pas sur les accusations contenues dans la même résolution concernant les prétendues contestations de l'industrialisation, ni sur les accusations - tout aussi ridicules - d'un certain nombre d'autres péchés mortels. J'en parlerai dans un autre endroit.

A ce propos, je voulais seulement parler en passant d'une autre *découverte théorique remarquable*, qui peut vraiment être considérée comme égale à la "théorie du tribut", une découverte faite dans les thèses²⁷ publiées sous la signature de Mikhaïl Ivanovitch Kalinine²⁸ et approuvées par le Politburo. Il existe, entre autres, un tel endroit, tout à fait exceptionnel par sa "nouveau" théorique pour un marxiste, par son "originalité", si l'on veut. Dans les thèses approuvées par le Politburo, on peut lire ce qui suit :

"Si, dans la société capitaliste, l'industrie, dès les premiers stades de son développement, se tourne *vers le service des marchés étrangers, des colonies*", etc. (toujours en se référant à l'URSS).

Comment l'industrie capitaliste "aux premiers stades de son développement" "s'est tournée" "vers le service des colonies", etc., est mieux décrit par *Marx*.

²⁵ Voir : *les Résolutions du PCUS...* 9^e éd. M., 1984, vol. 4, c. 440.-258.

²⁶ Officiellement annulées par la décision du Plenum de juillet (1928) du Comité central du Parti communiste bolchevique de toute l'Union (bolcheviks), les mesures d'urgence ont en fait continué à être appliquées.

²⁷ Il s'agit des thèses du rapport de M. I. Kalinine à la XVI^e Conférence de l'Union du Parti communiste (b) de l'Union soviétique "Sur les moyens de relancer l'agriculture et l'allègement fiscal pour les personnes âgées".

²⁸ Kalinine M. I. (1875-1946) - membre du Parti depuis 1898, il travaille dans les premiers cercles ouvriers marxistes clandestins et dans l'"Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière" de Saint-Pétersbourg, créée par V. I. Lénine. Il travaille pour le parti à Saint-Pétersbourg, à Tiflis, à Reval [*Tallinn*], à Moscou et dans d'autres villes de Russie. En 1912, lors de la VI^e conférence du parti (Prague), il est élu candidat au comité central, puis fait partie du bureau russe du comité central du POSDR. Il est l'un des organisateurs du journal Pravda. Pendant la révolution de février 1917, il est l'un des dirigeants des manifestations de lutte des ouvriers et des soldats de Petrograd, membre de la commission exécutive du comité du parti de Saint-Pétersbourg. Il participe activement au soulèvement armé d'octobre 1917 à Petrograd et, après la révolution socialiste d'octobre, il est maire de la ville, puis commissaire à l'économie urbaine de Petrograd. À partir de mars 1919, président du comité exécutif central panrusse, à partir de décembre 1922, président du comité exécutif central de l'URSS, à partir de 1938, président du présidium du Soviet suprême de l'URSS. Depuis 1919, membre du Comité central, depuis 1926, membre du Politburo du Comité central du Parti communiste (b) de l'Union soviétique.

...[interruption non enregistrée]...

Kalinine a écrit : "Si, dans la société capitaliste, l'industrie, dès les premiers stades de son développement, *se tourne vers le service des marchés extérieurs, des colonies*", etc. Je cite *exactement*.

ROUDZOUTAK²⁹ - Pas dans la société féodale, mais dans la société capitaliste.

BOUKHARINE. Il s'agit d'une question concernant les premières étapes du développement du capitalisme, *l'aube* du développement capitaliste. Nous avons *jusqu'à présent* appris de Marx à ce sujet, et Marx a dit à ce sujet, par exemple :

" La découverte de contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, *la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore.*" (Le Capital, traduction de Joseph Roy, Editions sociales, t. 3, p. 193 (italiques de Boukharine)³⁰).

Non seulement Marx, mais même le savant bourgeois Sombart affirme que la civilisation capitaliste européenne est née *sur le sang et les os des autres peuples torturés et disparus*. Et voilà que le parti *marxiste* formule que les brigands du capitalisme se sont tournés (!) pour servir (!!) les colonies ! N'est-ce pas une nouvelle découverte ?

VOIX. On pourrait dire : "le capitalisme sert les colonies".

BOUKHARINE. Ce qui est écrit est ce qui est écrit. Écrivez, si vous voulez, que le capitalisme "à l'aube de son développement", "sert" les colonies. Mais c'est une contre-vérité criante ! Ce qui apparaît, c'est une image vraiment remarquable des nouvelles découvertes théoriques approuvées par le Politburo : le capitalisme, "à l'aube de son développement", "se tourne vers le service des colonies", "se met au service des colonies", tandis que le socialisme en URSS prend le tribut des paysans ! Voilà ce à quoi nous sommes arrivés ! Voilà ce que nous avons appris ! Nous avons appris beaucoup de choses que nous ne savions pas auparavant et que nous n'aurions jamais pu savoir auparavant !

VOIX. Doucement, doucement.

BOUKHARINE. Je sais que ce n'est pas doux, mais c'est un très bon purgatif pour vous, chers camarades !

²⁹ Roudzoutak Ya. E. (1887-1938) - membre du Parti depuis 1905, participant à la première révolution russe. En 1906, il est membre du comité du parti à Riga. Après la révolution socialiste d'octobre, il est membre du présidium du Commissariat du peuple de l'Union à l'économie nationale, président de la Centrale textile, membre du présidium et secrétaire général du Conseil central des syndicats de l'Union. En 1921-1924, il est président de la Turkkommission du Comité exécutif central de l'Union et du Commissariat du peuple soviétique de la RSFSR, du Turkbureau du Comité central du PCR (b), puis dirige le Sredazbureau du Comité central du PCR (b). Il est membre de la délégation soviétique à la conférence de Gênes. En 1923-1924, il est secrétaire du comité central du PCR (b), en 1924-1930, commissaire du peuple aux chemins de fer, à partir de 1926, vice-président du CCP et du CTD de l'URSS. En 1932-1934, il est président du comité central du parti communiste (b) de toute l'Union et commissaire du peuple de l'URSS. Du IX^e au XVII^e congrès, il est élu membre du comité central du parti. De 1926 à 1932, il est membre du Politburo du Comité central du Parti communiste (b) de toute l'Union. Depuis 1934, candidat membre du Politburo du Comité central. Membre du présidium du comité exécutif central de l'URSS. Répression injustifiée. Réhabilité à titre posthume.

³⁰ [Edition citée par Boukharine : "Le Capital", vol. I, éd. 1928, p. 603.]

VOIX. Tout dépend de qui est concerné.

BOUKHARINE. Je dois maintenant aborder l'une des principales accusations formulées ici hier par le camarade Yaroslavsky³¹.

L'un des "mérites" du rapport du camarade Yaroslavsky est qu'il ne s'est pas limité à diverses choses relativement mineures, bien que peut-être graves et d'une grande importance politique, mais qu'il a formulé une accusation d'une *très grande portée politique*. Cette accusation était que les trois membres du Politburo, en particulier moi, pauvre pécheur, avaient *les vacillations et les fluctuations idéologico-politiques internes les plus profondes*. Ainsi, ballotté par le vent politique dans toutes les directions et basculant progressivement du côté droit, j'en étais arrivé "à un tel point" que je devais nécessairement être écarté de la direction du Parti. C'est ce que dit le camarade Yaroslavsky. C'est bien. Permettez-moi, camarades, de m'attarder tout d'abord sur la question des "profondes vacillations et hésitations idéologiques". Mais seulement dans l'intérêt de "l'autocritique", permettez-moi de passer en revue ces grandes questions au préalable, afin d'éclairer aussi vivement que possible la situation générale, avec les hésitations et les fluctuations d'un système idéologique de grande envergure. Je pense que cela est de la plus grande importance. Et non seulement parce que le camarade Yaroslavsky a bien voulu aborder ce sujet, mais aussi parce que, dès lors que le plenum du Comité central et la CCC³² émettent une résolution nous accusant d'être "de droite" et ainsi de suite, il est clair que la question des positions de principe est de la plus haute importance du point de vue de l'adoption de telle ou telle résolution.

Tout d'abord, camarades, je m'arrêterai sur la question de *l'attitude à l'égard de la paysannerie* et, à cet égard, sur certaines déclarations du camarade *Molotov*³³.

³¹ Yaroslavsky E. M. (Gubelman) (1878-1943) - membre du parti depuis 1898, a participé à la révolution de 1905-1907. À partir de juillet 1917, membre du MK et du Bureau militaire du POSDR (b) MK, rédacteur en chef du journal "Derevenskaya Pravda". Délégué au VI^e congrès du POSDR(b). Pendant les journées d'octobre 1917, il est membre de l'état-major central de la Garde rouge, du centre du parti de combat pour la direction de l'insurrection, membre du VRK de Moscou, premier commissaire du Kremlin. Après octobre, il devient commissaire du district militaire de Moscou. Participe à la lutte pour le pouvoir soviétique dans l'Oural et en Sibérie. En 1921-1922 et à partir de 1939, membre du comité central (candidat en 1919-1921), en 1923-1934, membre du présidium du CCC du PCR(b), membre du comité exécutif central de toute l'Union et du comité exécutif central de l'URSS, député du Soviet suprême de l'URSS.

³² Il s'agit du plenum en cours.

³³ Molotov (Scriabine) V. M. (1890-1986) - membre du parti depuis 1906, participant à la révolution de 1905-1907. Pendant la révolution d'octobre, membre du VRK de Petrograd. Depuis 1919, président du comité exécutif de la province de Nijni Novgorod, secrétaire du comité provincial de Donetsk du PCR (b). En 1920, il est secrétaire du comité central du parti communiste (b) d'Ukraine. En 1921-1930, il est secrétaire du comité central du PCR(b). En 1930-1941, il est président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS. En 1941-1957, premier vice-président du CCP, Conseil des ministres de l'URSS, simultanément en 1941-1945, vice-président du GKO ; en 1939-1949 et en 1953-1956, commissaire du peuple, puis ministre des affaires étrangères de l'URSS. En 1957, il est ambassadeur auprès de la République populaire de Mongolie. En 1960-1962, représentant permanent de l'URSS auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Membre du comité central du parti en 1921-1957 (candidat depuis 1920) ; membre du Politburo, présidium du comité central du PCUS en 1926-1957 (candidat depuis 1921). Membre du Comité exécutif central panrusse, CEC de l'URSS, député du Soviet suprême de l'URSS. Par décision du plénum de juin (1957) du comité central du PCUS, qui a condamné "comme incompatible avec les principes léninistes de notre parti l'activité fractionnelle du groupe antiparti", qui comprenait Molotov, Kaganovitch et d'autres, a été écarté du présidium du comité central et de la qualité de membre du comité central en 1962, pour violations flagrantes des normes léninistes de la vie du parti et de la légalité socialiste. a été exclu du Parti. En mai 1984, il a été décidé de le réintégrer dans le Parti.

La plate-forme de l'opposition trotskiste au XV^e Congrès du Parti contient le passage suivant :

"Pour l'étape que nous traversons, Lénine a formulé très précisément nos tâches par rapport à la paysannerie dans les termes suivants :

*"Parvenir à un accord avec la moyenne paysannerie sans abandonner un seul instant la lutte contre les koulaks et en s'appuyant fermement sur les seuls pauvres"*³⁴.

S'exprimant contre l'opposition trotskyste au XV^e Congrès du Parti et s'opposant à son mot d'ordre, le camarade Molotov a déclaré :

"Cependant, la question centrale dans la question de l'opposition est la question de ces couches intermédiaires [seredniak]. La *malhonnêteté politique* de l'opposition dans ce domaine est évidente lorsqu'elle tente d'étayer son *parti pris hostile à la classe moyenne* par des références à Lénine. L'opposition cite généralement le passage suivant d'un article de Lénine" (le passage ci-dessus suit. - N. B.).

"Voici (dit l'opposition) la définition la plus précise, la plus correcte de la politique de notre parti !

Est-ce le cas, camarades ? Non, absolument pas, c'est absolument insuffisant pour le moment"³⁵ (XV^e Congrès du Parti communiste de toute l'Union. Rapport in extenso. Rapport du camarade *Molotov* "Sur le travail au village", p. 1090).

Molotov poursuit en soulignant que la citation citée est tirée d'un article de Lénine écrit à *l'automne 1918*, c'est-à-dire lorsque Lénine se plaçait en quelque sorte sur la ligne du mot d'ordre de neutralisation de la paysannerie. Après avoir "clarifié" cette question, le camarade Molotov poursuit :

"Et cette formule, l'opposition veut maintenant l'appliquer à la paysannerie comme la plus exacte ! *N'est-ce pas une moquerie à l'égard de Lénine ?*"³⁶ (ibid.).

Après avoir accusé l'opposition de se moquer de Lénine, le camarade Molotov va encore plus loin.

*"Mais ce n'est pas un hasard si les oppositionnels prennent cette même formule comme formule de base"*³⁷,

dit le camarade Molotov et, se référant aux paroles d'Iv. Nik. Smirnov³⁸, il poursuit :

³⁴ Lénine V. I. Poli. sobr. op. cit. vol. 37, c. 195. (Italique dans le texte de N. I. Boukharine)

³⁵ Voir : Quinzième congrès du Parti communiste bolchevique de toute l'Union. Décembre 1927 : Compte rendu sténographique. M., 1962, vol. 2, p. 1221. Italique dans le texte de N. I. Boukharine.

³⁶ Quinzième congrès du parti communiste bolchevique de toute l'Union. Décembre 1927 : Rapport sténographique, vol. 2, p. 1221. (Italiques dans le texte de N. I. Boukharine).

³⁷ Quinzième congrès du Parti communiste bolchevique de toute l'Union. Décembre 1927 : Compte rendu sténographique, tome 2, p. 222-261.

³⁸ Smirnov I. N. (1881-4 936) - membre du parti depuis 1899, il participe à la révolution de 1905-1907. Pendant la révolution de février 1917, il est membre du Soviet des députés ouvriers et soldats de Tomsk. Pendant la guerre civile, il est membre du conseil militaire révolutionnaire du front oriental et de la 5e armée. En 1919, il dirige le bureau sibérien du comité central à l'arrière des Blancs. En 1922, il est secrétaire du comité de Petrograd et du bureau nord-ouest du comité central, puis membre du présidium du commissariat du peuple à l'économie

"Il s'ensuit que l'opposition ne pense pas à une alliance avec la classe moyenne, qu'elle ne croit pas à cette question, qu'elle ne reconnaît pas ce slogan, ce principe, cette politique de Lénine et de notre parti, et que, par conséquent, il est clair que l'opposition ayant ces vues (*Staline* : Par conséquent, elle périt). *Non seulement elle périt, mais elle ne peut pas rester dans notre parti.* (Applaudissements)"³⁹ (ibid., p. 1091).

Ainsi, au XV^e Congrès, le camarade Molotov déclare que le slogan de Lénine de 1918, cité par l'opposition, est *erroné* dans les conditions actuelles ;

que l'opposition, en transposant ce slogan comme "le plus exact", à l'époque actuelle, *périt inévitablement* ;

qu'avec de telles vues, il est *impossible de rester dans notre parti* (non pas qu'il s'agisse d'une "vacillation" ou d'une simple erreur, non ! On ne peut pas rester dans le Parti avec de telles opinions).

C'est ce qu'a dit le camarade Molotov, et *Staline s'est solidarisé avec lui*.

Ensuite, le camarade Staline l'a nié, puis le camarade Molotov a écrit une réfutation de lui-même, disant que cela avait été une erreur de sa part. Mais, malheureusement, il n'est pas fait mention du fait que le camarade Staline s'est pleinement solidarisé avec lui lors du Congrès ! Cette circonstance a en quelque sorte "échappé". L'intérêt de cette histoire n'est pas du tout que Molotov ait dit d'abord une chose, puis une autre, qu'il ait vacillé, hésité, etc. Ce n'est pas le problème principal, et je ne pars pas du principe que tout le monde dit la vérité à cent pour cent....

VOROCHILOV⁴⁰. Tu en as l'habitude.

BOUKHARINE ...Comme le dit le camarade Vorochilov (rires), je ne pense pas que le camarade Molotov aurait pu hésiter. Mais j'attire l'attention sur la circonstance suivante. *Que découle-t-il* de la caractérisation donnée par le camarade Molotov : "il est inadmissible de rester dans le Parti", etc. Si l'on prend au sérieux les paroles du camarade Molotov, il s'ensuit ni plus ni moins que ce qui suit :

soit le Molotov actuel doit expulser du Parti le Molotov du XV^e Congrès ;

soit le Molotov du XV^e Congrès doit exclure le Molotov actuel.

En outre. Le Parti, selon le discours de Molotov au XV^e Congrès, doit *maintenant*, ayant intériorisé le slogan en question, *inévitablement périr*, et de plus avec la permission de Staline, qui a justement parlé de périr.

nationale de toute l'Union. En 1923-1927, commissaire du peuple aux postes et télégraphes. Plus tard, il s'est consacré à l'économie. Réprimé illégalement, réhabilité à titre posthume

³⁹ Voir : quinzième congrès du Parti communiste bolchevique de toute l'Union. Décembre 1927 : Compte rendu sténographique, vol. 2, p. 1222. Italiques dans le texte de N. I. Boukharine.

⁴⁰ Vorochilov K. E. (1881-1969) - membre du parti depuis 1903. Participant aux trois révolutions russes, à la guerre civile en URSS. À partir de 1925, commissaire du peuple aux affaires militaires et navales, président du Conseil militaire révolutionnaire de l'URSS ; en 1934-1940, commissaire du peuple à la défense du CCP ; à partir de 1940, vice-président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et président du comité de défense auprès du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS. Pendant la Grande Guerre patriotique, il est membre du GKO. Depuis 1946, vice-président du Conseil des ministres de l'URSS. En 1953-1960, il est président du présidium du Soviet suprême de l'URSS. Membre du comité central du parti en 1921-1961 et depuis 1966 ; membre du Politburo (présidium) du comité central en 1926-1960.

Et enfin, il est dit que le Parti agit maintenant de façon "*politiquement malhonnête*".

C'est ce qui ressort des explications données par le camarade Molotov au XV^e Congrès du Parti.

ORDJONIKIDZE. Le slogan est-il correct ?

BOUKHARINE. Le slogan de Lénine est correct. Par ailleurs, je continue à parler du camarade Molotov. Après tout, selon Yaroslavsky, nous avons eu d'énormes fluctuations idéologiques ; après tout, nous avons eu d'énormes vacillations idéologiques. J'en parlerai plus tard. Et ces discours du camarade Molotov ? Et ces remarques de Staline ? Non, bien sûr, ce ne sont pas des vacillations ! Et ces menaces de Molotov, à chaque étape, de se faire exclure du Parti ? Non, ce n'est pas de l'indifférence bureaucratique à l'égard d'une personne vivante : qu'importe qu'une personne soit dans le Parti ou non ? Aujourd'hui, Molotov "met dehors" pour une chose, demain - pour le contraire, et pour tous des mots tout aussi forts. Le camarade Molotov ne se soucie pas de savoir si un homme est expulsé du Parti ou non, si le Parti va "périr" ou non - rien ! Aucune hésitation !

"Et que diriez-vous, mes amis, si je le faisais" ? [[Peut-être l'équivalent de l'expression : Chiche !](#)]

Allons plus loin dans l'analyse de la "cohérence" des personnes "très fermes", "jamais hésitantes", "extrêmement endurantes".

Dans la plate-forme de l'opposition trotskiste au XV^e Congrès figure, comme on le sait, la phrase suivante :

"Où trouver les moyens ?..."

b) pour renforcer les exportations, assurer le *prélèvement* d'au moins 150 millions de pouds auprès des couches aisées de koulaks, soit environ 10 % des ménages paysans, par le biais d'un emprunt sur les réserves existantes qui atteignaient déjà 800-900 millions de pouds en 1926/27, et sont concentrées pour l'essentiel dans les mains de la couche supérieure de la paysannerie".

C'est ce que dit l'opposition trotskiste. S'exprimant *contre* cette proposition de l'opposition trotskiste au XV^e Congrès du Parti, le camarade Molotov a déclaré :

"C'est cette idéologie de l'opposition, hostile à la classe moyenne, hostile à une *alliance* avec la classe moyenne, c'est cette idéologie qui la conduit à la proposition d'un *emprunt obligatoire*.

Or, cette proposition de "emprunt" est un *bouleversement direct de toute la politique de notre Parti, de toute la politique de la NEP*. Par conséquent, quiconque nous propose maintenant cette politique d'emprunt obligatoire, la saisie obligatoire de 150 à 200 millions de pouds de blé, auprès d'au moins 10 % des ménages paysans, c'est-à-dire non seulement auprès des koulaks, mais aussi auprès d'une partie de la couche moyenne du village, alors, *aussi bien intentionnée que puisse être cette proposition, c'est un ennemi des ouvriers et des paysans, un ennemi de l'union des ouvriers et des paysans..... (Staline. Exact !), il ouvre la voie à la destruction de l'État soviétique* "⁴¹ (XV^e Congrès du Parti communiste bolchevique de toute l'Union. Rapport sténographique, p. 1091).

⁴¹ Voir : Quinzième congrès du parti communiste bolchevique de toute l'Union. Décembre 1927 : Rapport sténographique, vol. 2, p. 1222 (italiques dans le texte de N. I. Boukharine).

Le camarade Molotov déclare donc ici avec toute la "cohérence" et la "fermeté" voulues : 1) que le prélèvement exceptionnel de ressources naturelles *ferait échouer la NEP* ; 2) que les partisans d'une telle proposition, aussi souhaitable soit-elle, sont des *ennemis de l'union des ouvriers et des paysans* ; 3) qu'ils sont *les destructeurs de l'État soviétique*.

Le camarade *Staline* - également "fermement" et "de manière cohérente" - s'est tout à fait solidarisé avec cela. Et lorsque *maintenant* l'"urgence" (bien pire que d'emprunter à un koulak pour l'exportation !) devient une coutume et que nous, modestes gens, demandons : veuillez insérer une phrase selon laquelle nous ne devons pas oublier le NEP, on nous méprise et on nous dit : "Pourquoi nous tirez-vous *en arrière*" ? N'est-ce pas de l'hésitation ? C'est à cela que ses formulations trop zélées conduisent le camarade Molotov : il devrait maintenant s'exclure du Parti, se déclarer perturbateur de la NEP, ennemi de l'union des ouvriers et des paysans, destructeur de l'État soviétique. Le camarade Molotov se met dans une position très "délicate" avec ses formulations absolues, "terriblement catégoriques".

Il se met dans la même position sur la question des mesures d'urgence. Lors du plénum de juillet du CC et de la CCC du Parti communiste⁴², le camarade Molotov a déclaré ce qui suit à propos des résultats de la campagne d'achat de céréales :

"Si nous ne prenons pas ces mesures (c'est-à-dire les mesures de préparation de la campagne - N. B.) ou si nous les retardons et faisons trop peu à cet égard, nous devons voir à l'avance que cela conduit au danger d'une nouvelle application de mesures extraordinaires, *ce qui rendra la menace de la rupture avec la paysannerie tout à fait réelle*" (Compte rendu sténographique. Numéro II, p. 127).

Il a répété la même chose à propos du discours du camarade Andreïev⁴³ au plénum de juillet. Et dans son article "Au moment actuel", publié dans la *Pravda* du 5 août, le camarade Molotov écrit :

"Le passage à des mesures d'urgence en tant que ligne de conduite à long terme ou permanente dans les campagnes signifierait en réalité l'abandon de la politique d'alliance du Parti avec la paysannerie moyenne et le remplacement de la politique du léninisme par la politique trotskiste de violence contre la paysannerie moyenne" [italiques de NB].

ORDJONIQUIDZÉ. Comment as-tu dit cela ?

BOUKHARINE. Le système de l'état d'urgence apparaît donc bien comme un acte de trahison à l'égard du léninisme, une forme de trotskysme. Et comment la "théorie" est-elle

⁴² Il s'agit du Plénum du Comité central du Parti communiste (b) de l'Union soviétique du 4 au 12 juillet 1928. Ordre du jour : 1. Questions du Congrès de la Comintern ; 2. Programme de la Comintern ; 3. politique d'approvisionnement en céréales dans le cadre de la situation économique générale ; 4. organisation de nouvelles fermes d'État (céréalières) ; 5. amélioration de la formation de nouveaux spécialistes (universités).

⁴³ Andreïev A. A. (1895-1971) - membre du parti depuis 1914. En 1915-1917, il est membre du comité de Saint-Petersbourg du POSDR(b) et l'un des organisateurs de l'Union des métallurgistes de Petrograd. Dans les premières années du pouvoir soviétique, il joue un rôle de premier plan dans le travail des syndicats, du parti et de l'État dans l'Oural et en Ukraine. En 1920-1922, il est secrétaire du Conseil central des syndicats de toute l'Union, à partir de 1920, il est membre du Comité central du PCR(b) ; en 1922-1927, il est président du Comité central de l'Union des cheminots ; en 1931-1935, il est commissaire du peuple aux chemins de fer ; en 1943-1946, il est commissaire du peuple à l'agriculture ; en 1946-1953, il est vice-président du Conseil des ministres de l'Union soviétique. En 1924-1925, secrétaire du comité central du PCR(b), en 1930-1931, président du comité central du parti communiste (b) de toute l'Union. De 1932 à 1952, il est membre du Politburo du comité central du PCR (b), de 1935 à 1946, il est secrétaire du comité central du PCR (b). De 1953 à 1962, il est membre du présidium du Soviet suprême de l'URSS.

maintenant développée par les mêmes camarades ? Oh, maintenant les mêmes, oubliant leur passé, disent que les mesures extraordinaires ne sont pas si mauvaises et dangereuses que cela, parce qu'elles "unissent", parce qu'elles mobilisent notre "appareil", parce qu'elles "rassemblent" toutes les couches du village dans la lutte contre le koulak ! La fameuse "théorie" selon laquelle plus nous avançons vers le socialisme, plus la lutte des classes doit s'aggraver, plus les difficultés et les contradictions doivent s'accumuler, a maintenant reçu le plein droit de cité dans le Parti. Elle (cette théorie) a été exposée au Plenum de juillet par le camarade *Staline*⁴⁴ et particulièrement développée et ingénieusement "approfondie" par le camarade *Kouïbychev*⁴⁵. Je pense que cette "théorie" mélange deux choses complètement différentes. Elle confond un certain stade temporaire d'aggravation de la lutte des classes - un de ces stades que nous connaissons actuellement - avec le cours général du développement. Elle érige le fait même de l'aggravation actuelle en une loi inévitable de notre développement. Selon cette étrange théorie, il apparaît que plus nous avançons vers le socialisme, plus nous rencontrons de difficultés, plus la lutte des classes s'aiguise, et qu'aux portes mêmes du socialisme, nous devons évidemment soit ouvrir une guerre civile, soit mourir de faim et mettre fin à nos jours.

KAGANOVITCH⁴⁶. Ne fais pas de caricature du discours du camarade Kouïbychev. (Bruit.)

BOUKHARINE. Attendez, camarades. Ne vous inquiétez pas !

Cette "théorie" - pour le moins étrange - est, comme je l'ai dit, approfondie avec beaucoup de "succès" par le camarade *Kouïbychev* qui, manifestement, grâce à son expérience économique, a compris comment la lutte des classes devait s'aggraver. Lors de la réunion des militants de Leningrad, le 19 septembre, le camarade Kouïbychev a parlé de la lutte des classes en ces termes :

"Plus la cause de l'édification du socialisme sera couronnée de succès, plus la résistance et l'opposition des forces qui nous sont hostiles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, s'accroîtront.

⁴⁴ Voir : Staline I. V. *Sur l'industrialisation et le problème du blé*. Discours du 9 juillet 1928 - Soch. M., 1952, vol. I, pp. 169-170.

⁴⁵ Kouïbychev V. V. (1888-1935) - Membre du Parti depuis 1904. A participé à trois révolutions russes. Leader de la lutte pour le pouvoir soviétique à Samara. Travaille dans le domaine politique au sein de l'Armée rouge pendant la guerre civile. À partir de 1922, secrétaire du comité central du parti, à partir de 1926, président du commissariat du peuple de l'Union à l'économie nationale. À partir de 1930, il est président du comité de planification de l'État, vice-président du Conseil des commissaires du peuple et du CTD. À partir de 1934, président de la commission de contrôle soviétique, premier vice-président du CCP et du CTD. Membre du comité central du parti en 1922-1923, membre du comité central, membre du Politburo depuis 1927, président de la CCC et de l'inspection ouvrière et paysanne en 1923-1926, membre du comité exécutif central de toute l'Union, CEC de l'URSS.

⁴⁶ Kaganovitch L. M. (né en 1893, [décédé en 1991](#)) - membre du parti depuis 1911. En 1918, il est élu membre du Comité exécutif central panrusse. En 1920, il est membre du Bureau du Turkestan du Comité central du PCR(b). En 1923, il est candidat au comité central du PCR(b). En 1924, membre du comité central. De 1925 à 1928, premier secrétaire du comité central du Parti communiste (b)U[?]. À partir de 1928, secrétaire du comité central du PCR(b). À partir de 1930, membre du Politburo. À partir de 1935, commissaire du peuple aux chemins de fer, à partir de 1937, commissaire du peuple à l'industrie lourde, à partir de 1939, commissaire du peuple à l'industrie des carburants et du pétrole. Parallèlement, il est vice-président du Conseil des commissaires du peuple. Pendant la Grande Guerre patriotique, il est membre du Comité d'État pour la défense. Depuis 1952, il est premier vice-président du Conseil des ministres de l'URSS. Après le XIXe congrès du parti, il est membre du présidium du comité central du PCUS. En 1957, il est exclu du présidium du comité central et des membres du comité central (voir note 32). En 1962, il est exclu du parti pour violations flagrantes des normes léninistes de la vie du parti et de la légalité socialiste.

L'extinction des classes - résultat final de tout notre développement - doit se produire et se produira, bien sûr, dans un environnement où la lutte des classes s'aggrave" (Rapport aux militants de Leningrad, 19 septembre 1928, "Pravda" 25.IX).

Ainsi, la théorie, complétée, approfondie et portée au plus haut niveau par le camarade Kouïbychev, proclame la thèse selon laquelle plus les classes s'éteignent rapidement, plus la lutte des classes s'aggrave, laquelle s'embrasera évidemment de la flamme la plus vive au moment où il n'y aura plus de classes ! (Rires) Cela fait également partie des nombreuses "découvertes" théoriques qui ont été faites récemment et qui, malheureusement, déterminent d'une manière ou d'une autre notre politique....

SOLZ⁴⁷. À un moment bien déterminé.

ROUDZOUTAK- Et en vertu de quelle théorie es-tu allé voir Kamenev ?⁴⁸

BOUKHARINE. ...Parce que la théorie est liée à la politique, et que ce n'est pas un jouet ou un amusement. Ces théories intelligentes se reflètent en quelque sorte dans la politique, et elles nous conduisent à ces merveilleux résultats pratiques, que nous avons dans la récolte des céréales, l'agriculture céréalière, et bien d'autres choses.

Mais, camarades, je vous demande une attention *particulière*, car sur ce sujet vous êtes sur le point d'entendre la voix prophétique du camarade *Mikoyan*⁴⁹. Vous apprendrez ce que le camarade *Mikoyan* a dit de cette théorie dans ses polémiques lorsqu'il était nécessaire de polémiquer avec les *trotskystes*. Voici ce que le camarade Mikoyan a dit dans une polémique avec Pyatakov⁵⁰ lors d'un des plénums du Comité central⁵¹ - le camarade Mikoyan a dit - et je vous demande de l'écouter attentivement :

"La thèse suivante (celle de Pyatakov - N. B.), très importante, sortie accidentellement de la bouche du camarade Pyatakov, *caractérise toute l'attitude de l'opposition*. Le camarade

⁴⁷ Solts A. A. (1872-1945) - membre du parti depuis 1898. Participant à trois révolutions russes. Membre de la faction bolchevique de la Douma de Moscou. Délégué à la VII^e conférence panrusse (avril) et au VI^e congrès du POSDR (b). Membre du comité de rédaction des journaux "*Social-Democrat*" et "*Pravda*" (1917). Lors des journées d'octobre 1917, il est membre du centre du parti militant pour la direction du soulèvement, membre du VRK de Moscou. En 1918, il est membre du bureau du PCR (b) et du présidium de la Mossovet. En 1918-1920, il fait du travail politique dans l'Armée rouge. Depuis 1921, membre de la Cour suprême de la RSFSR et de l'URSS. Membre du comité central du parti de 1920 à 1934. Membre de la commission internationale de contrôle de la Comintern. Membre du comité exécutif central de l'URSS.

⁴⁸ Voir note 6,

⁴⁹ Mikoyan A. I. (1895-1978) - membre du parti depuis 1915. A partir de 1920, il fut secrétaire du comité du gouvernement de Nijni Novgorod, du bureau sud-est du comité central et du comité régional du Parti pour le Caucase du Nord. De 1926 à 1946, il est commissaire du peuple au commerce extérieur et intérieur et, simultanément, à partir de 1937, vice-président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS. Pendant la Grande Guerre patriotique, il est membre du comité d'État pour la défense de l'URSS. À partir de 1946, vice-président, à partir de 1955, premier vice-président du Conseil des ministres de l'URSS ; simultanément, en 1946-1949, ministre du commerce extérieur ; en 1953-1955, ministre du commerce. En 1964-1965, président (en 1965-1974, membre) du Présidium du Soviet suprême de l'URSS. Membre du comité central du parti de 1923 à 1973 (candidat en 1922), membre du Politburo (Présidium) de 1935 à 1966 (candidat en 1926). Député du Soviet suprême de l'URSS en 1937-1974.

⁵⁰ Voir note 1, p. 2.

⁵¹ Il s'agit du discours d'A.I. Mikoyan (9 août) au Plénum conjoint du CC et du CCC du Parti communiste (b) de l'Union soviétique, qui s'est tenu du 29 juillet au 9 août 1927.

Pyatakov a dit textuellement : "Avec la croissance de notre économie nationale, *les contradictions à l'intérieur de celle-ci vont croître*". Voici sa thèse.

Pyatakov. *Tout à fait.*

Mikoyan. Merci de confirmer l'exactitude de la transcription. La thèse exposée par Pyatakov est une expression de la situation *qui n'autorise aucune construction socialiste* et qui envisage une évolution véritablement *thermidorienne*⁵² de notre développement. Nous construisons quoi ? Nous construisons le socialisme. Le socialisme, c'est la *réduction* des contradictions, leur élimination complète. Si nous allons vers le socialisme, à chaque pas en avant vers le socialisme, il y aura *moins* de contradictions, et s'il y en a, elles seront *moins profondes*, alors les classes disparaîtront et avec elles toutes les contradictions internes de notre pays. Mais si nous n'allons pas vers le socialisme, si nous allons vers le *thermidorisme*, *c'est-à-dire le capitalisme*, alors, *quel que soit le nombre de pas que nous ferons, les contradictions deviendront de plus en plus aiguës, la lutte des classes deviendra également de plus en plus aiguë*, etc... selon l'attitude du camarade Pyatakov et de *toute l'opposition*.

Pyatakov. Et les contradictions entre le socialisme et le capitalisme ?

Mikoyan. À l'intérieur du pays, les contradictions ne seront pas *aggravées* mais *diminuées* en permanence, car les éléments du socialisme l'emporteront de plus en plus sur le capitalisme. Si vous prenez les contradictions entre le monde capitaliste et le monde soviétique, c'est vrai, mais nous parlons ici de contradictions internes, de contradictions à l'intérieur de notre pays et de son économie. Votre thèse est basée sur le fait qu'avec la croissance de notre économie nationale, les contradictions internes se développeront également. *Cette thèse est absolument erronée, et vous vous êtes trahi*, car cette attitude *ne vise pas la construction du socialisme par le dépassement du capitalisme, mais le développement capitaliste. C'est dans une telle attitude de l'opposition que réside le véritable danger thermidorien*" (Plénum du CC et de la CCC du Parti communiste, août 1927. Rapport sténographique, pp. 118-119. Numéro III).

Ici, s'il vous plaît, prenez-en de la graine ! Qui a "perdu la tête", camarade Mikoyan ? Et à quoi ressemblent les "théories" modernes de Staline - Kouïbychev du point de vue de la lutte contre le trotskysme ?

ORDJONIKIDZE. Ce n'était pas après le XV^e Congrès, n'est-ce pas ? Et Yaroslavsky a fait son rapport après le XV^e Congrès.

BOUKHARINE. Non, vous ne vous en tirerez pas avec des plaisanteries, camarade Ordjonikidzé. Non, je ne joue pas aux rois avec des cartes marquées ! Ainsi, ce qui était prôné par le camarade *Pyatakov* et toute *l'opposition trotskiste*, ce que le camarade Mikoyan critiquait comme un choix du *thermidorisme*, ce qu'il appelait une acceptation du développement *capitaliste*, est maintenant prêché sous une forme encore plus nette par le camarade Staline, et particulièrement ingénieusement approfondi par le camarade Kouïbyshev et un certain nombre d'autres camarades. Et qu'est-ce que tout cela du point de vue de notre lutte contre le trotskysme ? C'est une *capitulation idéologique complète* devant les trotskistes.

ROSIT⁵³. C'est bien cela.

⁵² "Thermidor" - coup d'État contre-révolutionnaire des 27 et 28 juillet 1794 en France, qui a entraîné la chute de la dictature révolutionnaire-démocratique des Jacobins. Accusant le parti de se renier, l'opposition le définit comme thermidorien.

⁵³ Rozit D. P. (1895-1937) - membre du parti depuis 1917. Participant au mouvement révolutionnaire en Lettonie. Participant à la guerre civile, travailleur politique. [Étudiant de Boukharine à l'Institut des Professeurs

BOUKHARINE. Pour l'avenir, je dirai : bien sûr, une chose est une tendance constante au développement, une autre chose est une aggravation temporaire des contradictions de classe. On nous accuse de nier *le fait* de l'aggravation de la lutte des classes. Qui nierait ce fait ? Au contraire, d'autres ont voulu ne pas nous informer d'un fait tel que le soulèvement de l'Adjaristan⁵⁴. Or, il s'agit d'une aggravation de la lutte des classes. On a voulu nous *cacher* ce fait, on a voulu le *dissimuler*. Néanmoins, nous avons appris et nous disons ouvertement qu'il s'agit d'une aggravation de la lutte des classes ; on ne peut pas le contester, c'est un fait. L'*aggravation* de la lutte des classes dans le village en général, le fait qu'ils tirent à nouveau sur les correspondants de presse ruraux (selkors), etc., est également un fait ; le fait que nous devions riposter à ces "faits" de *notre part* est également une expression de l'aggravation de la lutte des classes. Tout cela est clair comme de l'eau de roche. Mais élever le soulèvement de l'Adjaristan au rang de loi de notre développement socialiste, et même en l'an XII de la dictature du prolétariat, que Dieu me pardonne, c'est peut-être conforme à Kouïbychev, mais à mon avis, cela ne découle de rien ! (Rires.)

Je pourrais citer plus d'une autre citation avec des contradictions tout aussi frappantes et avec une "cohérence" tout aussi frappante. Et après tout cela, ces camarades "instables" viennent nous voir et déclarent : "Nous sommes durs comme l'acier ! [stal] Nous sommes durs comme un marteau ! [molot]" N'est-ce pas là une belle moquerie de la réalité ?

Donc, ces exemples suffisent déjà à dire que, au moins dans le domaine "*théorique*", il y a quelque chose de pourri. Et il ne faut pas jouer avec !

Je me permets maintenant de dire quelques mots sur un autre camarade, à savoir l'actuel chef de l'organisation de Moscou, *le camarade Bauman*⁵⁵, qui s'est exprimé ici hier avec tant d'ardeur. Voici, par exemple, le discours du camarade Bauman à la V^{ème} session du Conseil de coopération sur le thème : "Tâches de la coopération pour le pain" (imprimé dans la "*Pravda*", dans le numéro du 7 décembre 1928). *Le camarade Bauman* a déclaré à cette occasion :

"Par le biais de la contractualisation, nous devons impliquer dans le courant de l'économie planifiée toute la masse des exploitations paysannes, y compris les exploitations aisées. Le contrat est, pour ces dernières, une forme particulière de capitalisme d'Etat dans le village. Il doit devenir un moyen de limiter les éléments capitalistes privés dans le village et de les subordonner aux formes d'économie planifiée"

Bauman propose "*la contractualisation de communautés foncières et de villages entiers*". Il déclare :

Rouges]. En 1924-1928, il travaille au comité central du PCR(b) et au comité national du parti communiste russe de la RSFSR. En 1928-1930, il est membre du conseil d'administration du commissariat populaire à l'agriculture de la RSFSR. Au début de l'année 1930, il est envoyé à Tachkent, où il travaille dans le domaine économique. Illégalement réprimé, il est réhabilité à titre posthume.

⁵⁴ Il s'agit du soulèvement paysan armé en Adjarie (mars 1929), provoqué par l'administration en lutte contre la religion, insultant les sentiments des croyants et les coutumes nationales (fermeture des madrasas, suppression des voiles, etc.).

⁵⁵ Bauman K. Y. (1892-1937) - membre du parti depuis 1907, participant à la lutte pour le pouvoir soviétique à Kiev. En 1920-1923, secrétaire du comité régional de Koursk. À partir de 1929, premier secrétaire du parti MK. À partir de 1931, premier secrétaire du Sredazbureau du comité central du parti. Parallèlement, en 1929-1934, il est secrétaire du comité central du parti. Membre du comité central du parti depuis 1925, membre du bureau du comité central en 1928-1934, candidat membre du Politburo en 1928-1930. Réprimé illégalement, réhabilité à titre posthume.

"La classe supérieure koulak du village est forcée de se soumettre à la majorité pauvre et moyenne et de produire des céréales commercialisable selon les ordres et les plans de l'État."

On peut discuter de la nécessité ou non de passer un contrat avec le koulak. Peut-être s'agit-il d'une forme appropriée de capitalisme d'État à un certain stade historique (personnellement, j'en doute, je pense que c'est une erreur, car pourquoi devrions-nous faire crédit au koulak alors que nous n'avons pas d'argent pour faire crédit aux fermes collectives ?) Mais, camarades, imaginez ce que l'on pourrait dire du camarade *Bauman* si l'on utilisait les méthodes polémiques qui ont cours aujourd'hui, y compris les méthodes polémiques pratiquées par le camarade *Bauman* ? Il faudrait dire que le camarade *Bauman* soutient le koulak ; il faudrait dire que le camarade *Bauman* *dépense l'argent du peuple pour le koulak* ; il faudrait dire que le camarade *Bauman* est économiquement *orienté vers le koulak* ; il faudrait dire que le camarade *Bauman* *oublie la lutte contre le koulak* ; il faudrait dire que le camarade *Bauman* est *précisément orienté*.....

BAUMAN. J'ai parlé de soumettre le koulak et de le restreindre.

BOUKHARINE. Oui, soumettre le koulak et le restreindre, mais pas en lui donnant l'argent du peuple !!! .

Maintenant, quelques mots sur *le camarade Staline*. Le 23 octobre 1927, dans un discours intitulé "*L'opposition trotskiste avant et maintenant*", le camarade Staline déclare : .

"Au XIV^e Congrès de notre Parti, l'opposition, dirigée par Zinoviev et Kamenev, a tenté de saper cette manœuvre du Parti, proposant de la remplacer, en fait, par la politique de dépossession, la politique de restauration des kombeds (*comités de pauvres*). C'était, en fait, *la politique de restauration de la guerre civile dans le village*"⁵⁶ (Staline. Articles et discours. "Sur l'opposition", p. 738).

Dans le même discours, le camarade Staline dit ce qui suit à propos de la *nécessité de pacifier le village* :

"Le Parti s'est fermement engagé sur la voie d'une *alliance solide avec les classes moyennes et de l'isolement des koulaks*. Qu'est-ce que le Parti a obtenu par ce biais ? Il a *pacifié le village*, amélioré les relations avec les principales masses de la paysannerie, créé les conditions de l'organisation des pauvres en une force indépendante, poursuivi l'isolement des koulaks et couvert progressivement les exploitations individuelles de millions de paysans par des organismes d'État et des coopératives. *Qu'est-ce que la pacification du village ? C'est l'une des conditions fondamentales de la construction du socialisme. On ne peut pas construire le socialisme avec des discours de bandits et des soulèvements de paysans*"⁵⁷ (J. Staline. Articles et discours. "Sur l'opposition", p. 739).

Et un mois plus tard, le 23 novembre, c'est-à-dire à la veille du XV^e Congrès, Staline déclare :

"Lénine a dit que, pour construire le socialisme, nous devons avancer avec les principales masses de la paysannerie. Mais l'opposition n'est pas d'accord avec cela et soutient que nous devons avancer non pas avec la paysannerie, mais *en désaccord avec elle*.

⁵⁶ Voir : Staline I. V. Soch. M., 1952, vol. 10, pp. 196-197 (italiques dans le texte de N. I. Boukharine).

⁵⁷ Voir : Staline I. V. Soch. vol. 10, p. 197. Italique dans le texte de N. I. Boukharine.

"Poursuivre une *politique de discorde avec la majorité de la paysannerie* signifie ouvrir une *guerre civile* dans le village, *rendre difficile l'approvisionnement de notre industrie* en matières premières paysannes (coton, betterave, lin, cuir, laine, etc.), *désorganiser l'approvisionnement de la classe ouvrière* en produits agricoles, *saper les fondements* mêmes de notre industrie, *perturber* tous nos travaux de construction, *perturber* tout notre plan d'industrialisation du pays"⁵⁸ (J. Staline. "Parti et opposition. Discours à la XVI^e conférence du parti de la province de Moscou, 23 novembre 1927, pp. 12 et 13).

C'est ce qu'a déclaré - à juste titre - le camarade Staline à la veille du XV^e Congrès. Mais si *maintenant* le camarade Staline veut nous convaincre, et moi personnellement entre autres, que nous sommes en train d'unir toutes les couches contre le koulak par une politique de mesures extraordinaires, cela est absolument incompatible avec l'attitude susmentionnée. Ce n'est pas du tout cela. C'est un air d'un *autre* opéra. Et comment concilier cette attitude avec la déclaration du même camarade *Mikoyan* qui, lors du plénum de *juillet* 1928 du comité central du parti communiste (b) de toute l'Union, a déclaré :

"*Nous avons seulement la perspective de cette rupture* (entre la classe ouvrière et la paysannerie.-N. B.), qui peut s'intensifier si les faits qui repoussent la paysannerie moyenne *se poursuivent systématiquement*, si des mesures extraordinaires sont appliquées à l'avenir, un tel danger est inévitable. C'est pourquoi nous nous prononçons en faveur de la correction de ces erreurs, de l'élimination résolue de toutes les mesures extraordinaires, afin que ce danger ne s'aggrave pas" (numéro II, p. 143, *italiques de NB*).

MIKOYAN. C'est exact. Et nous devons maintenant nous efforcer de le faire.

BOUKHARINE. Je vous en parlerai plus tard : "chaque légume a son temps" [*équivalent de "Chaque chose en son temps" ?*].

Nous avons ici une galerie de portraits politiques. Y a-t-il une *ligne* "cohérente", "unifiée" ? Y a-t-il une *logique* "solide" ? Ne voyez-vous pas à quel point les camarades "fermes" ont été influencés par l'idéologie trotskiste de l'opposition ? Ne s'agit-il pas en fait d'une *extraordinaire confusion idéologique* ? Je crois que c'est précisément une *extraordinaire confusion idéologique* !

ORDJONIKIDZE. Où était ce théoricien à l'époque ?

ROUDZOUTAK - Il parlait avec Kamenev à l'époque et il a eu la bouche cousue.

BOUKHARINE. Oui, je parlais avec Kamenev. Mais j'ai *essayé* d'écrire les "*Notes d'un économiste*"⁵⁹ et j'ai découvert comment il était "*possible*" d'écrire des articles, comment il était "*possible*" de corriger quoi que ce soit !

Maintenant, camarades, je dois aborder certaines accusations *idéologico-politiques* acerbes qui ont été lancées *contre nous*, et tout d'abord contre moi personnellement. Dans la lutte contre nous, et contre moi en particulier, le camarade *Kaganovitch* a lancé hier une calomnie sur la "théorie de l'intégration pacifique du koulak dans le socialisme" de Boukharine, qui se

⁵⁸ Voir : Staline I. V. Soch. vol. 10, p. 258, 259. Italique dans le texte de N. I. Boukharine.

⁵⁹ Boukharine N. I. *Œuvres choisies*. M., 1988, pp. 391-418. L'article "*Notes d'un économiste*" a été discuté en l'absence de Boukharine par le Politburo, qui a indiqué qu'en raison de la présence d'un certain nombre de dispositions controversées, le comité de rédaction de la Pravda n'aurait pas dû imprimer cet article à l'insu du Politburo.

trouvait dans les poubelles trotskistes. Cette "accusation", si je puis dire, a été lancée pour la première fois par *l'opposition trotskiste* (voir, à ce propos, la plate-forme de l'opposition trotskiste au XV^e Congrès du Parti communiste de l'Union des bolcheviks). Je dois déclarer que la phrase "l'intégration pacifique du koulak dans le socialisme" *ne figure dans aucun de mes articles, dans aucune de mes brochures, dans aucun de mes rapports*, et pourtant, partout, ces mots, sur ordre de Trotsky et C^{ie}, sont mis entre guillemets. Ces mots ont même reçu le droit de cité. Et le tambour de l'exécution politique, dont je parle, se poursuit partout à plein régime "sur la base" de ces mensonges sans scrupules. Il y a peu de temps, quelques jours à peine, *le camarade Mikoyan*, dans "ses" notes sur les thèses⁶⁰ du camarade Rykov⁶¹, a également écrit à ce sujet et a mis les mots "croissance pacifique du koulak dans le socialisme" entre guillemets. Je lui ai d'abord demandé verbalement d'où il tenait cette expression. Je lui ai ensuite envoyé une demande écrite. Je vais maintenant lire ma lettre au camarade Mikoyan :

"Cher camarade !

Étant donné que dans vos thèses sur les thèses de Rykov, il est fait référence à ma prétendue théorie de "l'intégration pacifique du koulak au socialisme", et que cette phrase est prise entre guillemets, je vous demande de m'indiquer de quel ouvrage (ne me refusez pas la courtoisie d'indiquer l'édition, la page, etc.) vous avez cité ces mots.

Votre ami et compagnon d'armes. N. Boukharine".

⁶⁰ Fin mars 1929, lors de la réunion du Conseil des commissaires du peuple et du Conseil du travail et de la défense, on discute du plan quinquennal optimal (maximal) pour le développement de l'économie nationale. Soutenant cette position, A. I. Rykov a proposé d'adopter un plan de développement spécial de deux ans, prévoyant l'élimination des divergences dans le développement de l'industrie et de l'agriculture. Les thèses du rapport de Rykov ont été critiquées lors d'une réunion de la commission du Politburo sur la préparation des documents pour la XVI^e Conférence du Parti. Mikoyan, en particulier, écrivit dans ses remarques que parler uniquement de la NEP, en se détournant de la lutte des classes, signifiait ramener le parti à 1921, lorsqu'il était nécessaire d'introduire dans la conscience du parti la nécessité de la NEP. Mikoyan voyait l'idée centrale du plan quinquennal dans la croissance forcée de l'industrie. Le 15 avril 1929, les thèses sont soumises au Politburo, où N. I. Boukharine apporte un certain nombre d'amendements, proposant de mettre l'accent sur la question de la NEP et des relations de marché entre la ville et la campagne. Mais les amendements sont rejetés.

⁶¹ A. I. Rykov (1881-1938) - membre du parti depuis 1899, il dirige le travail du parti dans plusieurs villes russes. Participe à la première révolution russe de 1905-1907. Délégué à la VII^e conférence (avril) du POSDR(b) (1917). Participe à la révolution socialiste d'octobre 1917. Après la révolution d'octobre, membre du ministère de l'intérieur. En novembre 1917, partisan de la création d'un "gouvernement socialiste homogène", il quitte le comité central et le conseil des commissaires du peuple. En 1918-1921 et 1923-1924, il est président de la commission de l'économie nationale de l'Union. À partir de 1921, il est vice-président du Conseil des commissaires du peuple, à partir de 1924, président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et de la RSFSR, à partir de 1926, président du CTD. Il est élu membre du comité central lors des III^e, IV^e et VI^e congrès du parti, ainsi que de 1920 à 1934 ; en 1934, il est élu membre du comité central de l'URSS et de la RSFSR. 1934, en 1934-1937 - candidat membre du Comité central. Membre du Politburo du Comité central en 1922-1930, membre de l'Orgburo en 1920-1924 - Lors du plénum conjoint d'avril (1929) du comité central et de la commission centrale de contrôle du PCR(b), avec N. I. Boukharine et M. P. Tomsky, il a été accusé sans fondement d'activités opportunistes de droite au sein d'une faction. Il est démis de ses fonctions de président du Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR. Lors du plénum conjoint de décembre 1930 du comité central et du comité central du PCR (b), il est écarté du Politburo, puis démis de ses fonctions de président du CCP et du CTD de l'URSS. De 1930 à 1936, il est commissaire du peuple aux postes et télégraphes. En 1937, il est exclu des rangs du PC(b)US sur la base d'accusations non fondées. Répression illégale. Réhabilité à titre posthume et réintégré dans le Parti.

MIKOYAN. "*La voie du socialisme*"⁶².

BOUKHARINE. Vous m'avez répondu verbalement que c'était dans un de mes rapports ; maintenant vous répondez que c'est dans la brochure "*La voie du socialisme*". Et à ma question écrite, vous n'avez pas daigné me répondre du tout.

ORDJONIKIDZE. Lis-la, lis-la.

KAGANOVITCH. Lis-la.

MIKOYAN. Il n'aime pas se lire lui-même.

BOUKHARINE. Je lirai ce que j'ai écrit en réalité. Mais je n'aime pas que *les autres crient et m'empêchent de parler*. Il faut quand même se calmer et *ne pas paniquer* ! (Rires.) Et ce n'est pas la peine, camarade Kaganovitch, de cacher ton profond embarras par un rire de bœuf bruyant ! (Rires.)

Hier, la même accusation a été portée ici par le camarade Kaganovitch et il a été photographié sur les lieux du crime. Alors, sur quoi l'opposition trotskiste a-t-elle fondé sa calomnie ? Au fait, je dois encore dire à tous les honorables camarades qui ont parlé ici d'une polémique aussi "facile", c'est-à-dire *futile* : cette brochure a été écrite en l'an 25 ; étais-je donc *alors* l'incarnation la plus sauvage du parti pris de la droite ? Pourquoi m'avez-vous alors attelé au char ? Et vous n'avez pas dit un mot sur les préjugés de droite ?

ORDJONIKIDZE. Tu as abandonné ces erreurs.

BOUKHARINE. Non, je n'ai pas renoncé à cette soi-disant "erreur", et la brochure a été publiée plus tard en plusieurs éditions. Si vous aviez cru vous-même à toutes ces absurdités, "les consuls auraient été sur leurs gardes"⁶³, et cette brochure serait restée secrète, là où elle devrait être ! Mais je ne vais pas "compliquer la question". Je reviens au cours interrompu de ma pensée.

A quel endroit de ma brochure les trotskistes se sont-ils référés et qu'est-ce que certains camarades ont appris d'eux ? A mon avis, ils ont "appris" quelque chose des trotskystes en général. Mais ils ont également appris sur cette question. Ils ont appris des trotskistes dans cette question également, car ils ont commencé à répéter de fausses attaques contre moi sur la base d'antisèches trotskistes. Comme Trotsky, ils ont commencé à s'appuyer sur l'endroit que je vais maintenant lire et que le camarade Kaganovitch a cité ici hier, *sans avoir délibérément lu la citation jusqu'à la fin*.

"Ainsi, le réseau principal de nos organisations coopératives paysannes sera constitué de cellules coopératives *non pas de type koulak, mais de type "travailleur"*, de cellules qui feront corps avec le système..."⁶⁴.

KAGANOVITCH. Faire corps avec le système ?

⁶²Il s'agit de l'ouvrage de N. I. Boukharine "*La voie vers le socialisme et l'Union des ouvriers et des paysans*". Voir : N. I. Boukharine. *Œuvres choisies*. Moscou, 1988, pp. 146-230

⁶³ *Caveant consules* - que les consuls soient vigilants, qu'ils se méfient, qu'ils soient sur leurs gardes - un dicton latin. N. I. Boukharine veut dire ici que si son ouvrage "*La voie vers le socialisme et l'Union des ouvriers et des paysans*" contenait réellement des erreurs, la direction du Parti n'aurait pas pu ne pas les remarquer plus tôt, et à plus forte raison n'aurait pas autorisé sa republication répétée.

⁶⁴ Voir : Boukharine N. I. *Œuvres choisies*. M., 1988, p. 183 [édition française p. 245]

BOUKHARINE. Je lirai tout, camarade Kaganovitch, je ne triche pas avec les citations, comme tu le fais, camarade Kaganovitch !

KAGANOVITCH. Mais tu triches avec Kamenev.

BOUKHARINE. Je vais vous parler de Kamenev aussi, et vous verrez qui triche avec qui !

"...qui feront corps avec le système de nos organismes d'État et qui tendront donc à devenir des maillons d'une chaîne unique de l'économie socialiste"⁶⁵.

(L'interruption du camarade Roudzoutak n'a pas été notée.)

Camarade. Roudzoutak ! Ainsi, tout le monde connaît votre "respect de la loi" lorsque vous voyez de quel côté se trouve la majorité. Tout le monde le sait ! (Rires.)

Donc :

"Par ailleurs, les organisations coopératives de koulaks [[autre traduction : les nids coopératifs koulaks](#)] s'intégreront de la même façon à ce système par l'intermédiaire des banques, etc...."⁶⁶

KAGANOVITCH. Quel système ?

BOUKHARINE. Le système de nos organismes d'État et de nos coopératives.

KAGANOVITCH. Vous avez dit : de l'économie socialiste, je suis désolé.

BOUKHARINE. "*Mais d'une certaine manière,...*"

KAGANOVITCH. D'une certaine manière !

BOUKHARINE. "*...elles seront un corps étranger, à l'instar des entreprises concessionnaires*"⁶⁷. C'est ce que dit ma brochure de 1925 ! (Bruit.)

Laissez-moi répondre à toutes les questions ! *Calmez-vous ! Ne vous enflammez pas !* Vous allez dire qu'ici - oh, horreur ! - Boukharine autorise la "coopération avec la bourgeoisie", avec le koulak, et "qu'il y a même des nids coopératifs koulaks, étant un corps étranger, qui agissent, existent et fonctionnent encore dans ce système général...".

ORDJONIKIDZE. Est-ce bien ou mal ?

BOUKHARINE. Attends un instant ! Je parle comme je veux ! Je pense que le président de la CCC est tenu au plus grand calme, même en dépit de son tempérament méridional ! (Rires.)

ORDJONIKIDZE. Je pense qu'il est possible de poser des questions au secrétaire général de la Comintern⁶⁸, même s'il est politiquement en faillite.

BOUKHARINE. Pose tes questions par écrit, je répondrai plus tard, si j'ai la parole.

ORDJONIKIDZE. Jusqu'à présent, nous pensions qu'il était possible de poser des questions non écrites.

⁶⁵ Voir *ibid.* [p. 245]

⁶⁶ Voir *ibid.* pp. 183-184. [p. 245-246]

⁶⁷ Voir *ibid.* p. 184. [p. 246]

⁶⁸ A cette époque, le poste de secrétaire général de la Comintern n'existe pas. N. I. Boukharine était membre du secrétariat politique du CEIC.

BOUKHARINE. Tu m'empêches simplement de parler, tu perturbes mon discours, tout comme tes amis - tes voisins !

DES VOIX. Les voisins se taisent.

BOUKHARINE. Je dois dire à ce sujet : le Politburo a-t-il décidé d'*admettre* les koulaks dans le réseau général des coopératives (sans leur accorder le droit de vote), ou non ? J'affirme que c'est *une décision du Politburo*, par laquelle nous avons autorisé les koulaks à entrer dans le réseau coopératif. Nous l'avons décidé nous-mêmes au sein du Politburo, et je ne pouvais pas annuler les décisions du Politburo.

MOLOTOV. Mais tu ne peux pas non plus les pervertir.

BOUKHARINE. Je ne suis pas Molotov, qui vous exclut pour *une chose* et vous exclut ensuite pour *le contraire*.

Bien sûr, c'est une forme bien connue d'une certaine *coopération avec la bourgeoisie*. Certains sont prêts à devenir hystériques à ce sujet. Mais souvenons-nous de Lénine qui, dans sa célèbre définition de la structure de classe de notre pays, a dit : notre système actuel est basé sur la coopération de deux classes, le prolétariat et la paysannerie, à laquelle (c'est-à-dire la coopération) la bourgeoisie est également admise à certaines conditions⁶⁹. Lénine a-t-il dit cela ou non ? Pourquoi me le reprocher ?

Ou bien voulez-vous que la bourgeoisie soit admise, mais qu'elle se tienne en quelque sorte *en dehors* de l'économie nationale ? Et, par conséquent, partout et en tout lieu en dehors de ses formes d'organisation ? Vous ne faites que jouer ! Ce sont des contes de fées pour les petits enfants. C'est du *torchis de Souzdal*⁷⁰ !

Et ils disent que mon pamphlet (le vieux pamphlet à propos duquel ils bourdonnent maintenant sur les conseils de Trotsky !) ne contient pas un seul mot sur *la lutte des classes*. Mais c'est une calomnie encore plus insolente. Je ne veux pas en citer davantage : je me contenterai de citer les pages 46-47, 53, 59 et un certain nombre d'autres pages, de la deuxième édition de la GIZ⁷¹. Vérifiez vous-même, si vous voulez comprendre la question !

Je voudrais maintenant passer en revue *tout le front* des remarquables accusations idéologiques et politiques qui sont portées contre votre serviteur et ses amis politiques les plus proches.

VOROCHILOV. Tu as tes propres amis politiques, comment cela se fait-il ?

BOUKHARINE. Camarade Vorochilov, tais-toi !

Je vais essayer de résumer en une seule fois toutes les accusations qui sont portées contre moi.

DES VOIX. La bourgeoisie, qu'en dites-vous ?

⁶⁹ Voir : Lénine V. I. Poli. srbr. op. cit. vol. 45, p. 387 : " ...dans notre République soviétique, l'ordre social est fondé sur la coopération de deux classes : les ouvriers et les paysans, à laquelle les " nepmen ", c'est-à-dire la bourgeoisie, sont désormais également admis sous certaines conditions " .

⁷⁰ [Expression idiomatique dont il est difficile de trouver l'équivalent : bouillie pour les chats ?]

⁷¹ Voir : Boukharine I. I. Œuvres choisies. M., 1988, pp. 185-192.- 271. [édition française, pp. 247-298]

BOUKHARINE. *Calmez-vous ! Attendez !* Je vous parlerai de tout, je ne vous ai pas encore parlé de la bourgeoisie, et je ne vous ai pas dit grand-chose. Mais ne croyez pas, je vous prie, que je ne comprenne pas la sens de ces cris officiels : vous ne pouvez pas *m'abattre !* J'ai essayé de rassembler en un seul endroit toutes les accusations politiques qui sont portées contre les trois, et contre moi en particulier ; elles sont si nombreuses que j'ai essayé d'en faire un catalogue. Je vous demande de tenir compte de ce catalogue :

- 1) sous-estimation de l'industrialisation ;
- 2) ne pas comprendre que l'agriculture ne peut être transformée qu'en s'appuyant sur notre puissante industrie ;
- 3) l'incompréhension du fait que l'épine dorsale, la base sociale du village est le pauvre et l'ouvrier, la dépendance à l'égard du koulak ;
- 4) ne pas comprendre que l'économie paysanne est une économie petite-bourgeoise. Sous-estimation du koulak ;
- 5) la théorie de l'intégration pacifique du koulak dans le socialisme ;
- 6) l'opposition entre le plan coopératif de Lénine et son plan d'électrification.

Le catalogue, comme vous le voyez, est assez vaste.

KAGANOVITCH. En ce qui vous concerne, le catalogue est correct. Mais il n'est pas complet.

VOIX. À propos du parti allemand.

BOUKHARINE. "A propos du parti allemand" est un sujet spécial. Mais ici, le camarade *Kaganovitch* déclare avec compétence que mon catalogue est "*correct mais incomplet*". Je dois donc déclarer ici que tout ce que j'ai annoncé, je l'ai *tiré presque littéralement de la plate-forme trotskiste* pour le XV^e Congrès du Parti communiste (b) de l'Union soviétique. Quelle étrange, quelle suspecte "affinité spirituelle" entre *la plate-forme trotskiste* et le catalogue des accusations portées contre moi ! Mais il n'y a rien d'étrange ici : ces accusations ne sont pas une première : *elles ont été lues, elles ont été copiées* de la plate-forme trotskiste, où ces accusations sont portées non pas contre Boukharine, Tomsky⁷² et Rykov, mais *contre l'ensemble du Parti*. Citant cette liste, l'opposition trotskiste écrit :

"La révision du léninisme *dans la question paysanne* est menée par le groupe Staline-Boukharine selon les grandes lignes suivantes" : (le résumé des "accusations" que je lis ensuite).

⁷² Tomsky (Efremov), M. P. (1880-1936), membre du Parti depuis 1904, participant à la révolution de 1905-1907, Délégué au cinquième congrès (Londres) du POSDR. Après la révolution de février 1917, il est membre du comité du parti à Saint-Petersbourg, puis travaille dans le syndicat des métallurgistes à Moscou. Il participe à la révolution socialiste d'octobre 1917. Après la révolution d'octobre, il est président du conseil des syndicats de Moscou. À partir de janvier 1918, il est secrétaire et, à partir d'octobre, président du Conseil central des syndicats de toute l'Union. Dans les discussions des syndicats (1920-1921), il soutient activement le programme de Lénine. En 1921, il est président de la commission turque du comité central. De 1922 à 1929, il est président du Conseil central des syndicats de toute l'Union. De 1918 à 1934, membre du comité central du parti, de 1922 à 1930, membre du Politburo. À partir de 1934, il est candidat au comité central du parti. Dans les années 1930, des accusations politiques infondées sont portées contre Tomsky. En 1936, il se suicide. Compte tenu du caractère infondé des accusations portées contre Tomsky à l'époque, le CCC, sous l'égide du Comité central du PCUS, confirme son appartenance au Parti depuis 1904.

"S'appuyant sur ces tendances révisionnistes du cours officiel, les représentants de la nouvelle bourgeoisie, écrit l'opposition, entrelacés avec certains maillons de notre appareil d'État, cherchent ouvertement à orienter la politique à l'égard du village vers la voie capitaliste. "

N'est-ce pas pour cette raison que le Comité central et le Comité central du Parti communiste ont interdit la diffusion du programme de l'opposition ?

N'est-ce pas pour cette raison qu'elle a été déclarée anti-parti, n'est-ce pas pour cette raison que toute solidarité avec cette plate-forme a été déclarée par le XV^e Congrès du Parti communiste pan-unioniste comme incompatible avec l'appartenance au Parti ?

Vous voyez donc dans *la plate-forme trotskiste* la principale "source de sagesse" avec laquelle le camarade Kaganovitch a occupé le plenum hier. Lorsque maintenant toutes ces fictions oiseuses, toutes ces calomnies trotskistes, sont répétées, rien n'est cité, et s'il y a des citations, elles sont coupées au point le plus intéressant. Cela montre, pour le moins, une certaine ... "insécurité idéologique".

Moi, camarades, en général, je ne comprends pas les méthodes actuelles de discussion. S'il est nécessaire de discuter avec les gens, de leur parler, de clarifier des questions, etc., il faut, après tout, se baser sur les déclarations, écrites ou orales, de ceux avec qui l'on discute, et non pas inventer. Est-il possible, par exemple, de nous accuser d'être soi-disant contre l'industrialisation, contre les taux d'imposition ? Combien de fois devons-nous dire que nous sommes *pour* l'industrialisation, que nous sommes *pour* les taux de croissance retenus, que nous sommes *pour* le plan présenté ? Combien de fois l'avons-nous déclaré ! Et les fausses accusations pleuvent comme une corne d'abondance. Je m'exprime pour la dernière fois en tant que membre du Politburo. Ne pouvons-nous pas encore nous disputer, nous battre, nous parler parfois durement, mais nous mettre d'accord sur la règle élémentaire de ne pas attribuer à l'autre des *absurdités évidentes* ? Et quels arguments avez-vous contre moi, sinon des discours, des déclarations, des articles ? Si j'étais, disons, "Kouïbychev", c'est-à-dire un économiste, j'aurais encore la possibilité de dire une chose et d'en faire une autre. Il faudrait vérifier le travail. Mais *toute mon activité consiste à parler ou à écrire*. Qu'est-ce que vous me reprochez, en m'attribuant ce qui n'est pas dans mes articles ou mes discours ? Au nom de quoi parlez-vous de contre-vérités inventées ? À quoi cela sert-il ? Qui en a besoin ? Dans l'intérêt du parti, personne. Combien de fois faudra-t-il dire que nous sommes *pour* les fermes collectives, que nous sommes *pour* les fermes d'État, que nous sommes *pour* la grande reconstruction, que nous sommes *pour* la lutte décisive contre le koulak, pour qu'on cesse de nous calomnier ? Ne vous rappelez-vous pas qu'au XV^e Congrès, Molotov m'a reproché, d'un point de vue de droite, le slogan de "l'offensive renforcée contre le koulak" ?⁷³ Quand ai-je renoncé à ce slogan ? Je vous invite à me le dire ! Mais c'est une chose d'appliquer correctement le slogan de l'offensive renforcée contre le koulak, et c'en est une autre de l'appliquer dans la vie par des méthodes si "intelligentes", si je puis dire, que tout tourne à l'envers, que les pauvres restent sans pain, que les villes souffrent du besoin de pain, que l'homme à revenu moyen chancelle. Désormais, ce ne sont plus tant les cris et les pressions qui sont nécessaires que l'intelligence et le calcul. Nous devons maintenant comprendre la *complexité* de la situation et la *complexité* de la politique économique. De quoi avons-nous besoin ? Du métal *ou* du pain ? Il est *ridicule* de poser la question ainsi. Et quand je dis : *à la*

⁷³ Voir : Quinzième Congrès du Parti communiste (b) de toute l'Union. Décembre 1927 : Rapport sténographique, vol. 2, p. 1207.

fois du métal et du pain, on me répond : "c'est de l'éclectisme", "c'est du dualisme", non, vous dites : *ou* le métal *ou* le pain, sinon c'est de l'esquive, sinon c'est une ruse.

MOLOTOV. Redoutablement gauchiste, Boukharine.

BOUKHARINE. Bonne "ruse" ! Essayez d'obtenir du métal sans pain, essayez de cultiver du métal sans pain ! *Nous sommes attirés par des formulations primitives de la question, qui conviennent à des pionniers et non à des dirigeants de la politique économique.*

Ici, camarades, j'en viens *aux questions essentielles de notre politique économique.*

Sur quoi faut-il mettre l'accent aujourd'hui en premier lieu ? Bien sûr, *le plan quinquennal pour l'économie nationale, le plan quinquennal pour l'industrialisation socialiste du pays.*

La mise en œuvre de ce plan est une tâche de construction grandiose, qui doit mobiliser toutes nos forces afin que nous puissions soulever et résoudre de manière harmonieuse cette tâche gigantesque. En même temps, nous devons bien comprendre et réfléchir au fait que nous devons résoudre cette tâche *à partir de la situation économique donnée.* Il est *important* pour nous non seulement d'*élaborer* un plan d'action gigantesque, mais aussi de disposer, pour ainsi dire, des échelles qui nous permettront de grimper jusqu'au toit socialiste de ce plan économique gigantesque. Il faut que les marches de cette échelle ne soient pas pourries, il faut que nous ne tombions pas, il faut au contraire que nous grimpons avec confiance de plus en plus haut sur des marches *solides.*

Par conséquent, lorsque nous parlons de la *réalisation* du plan quinquennal qui se profile à l'horizon, nous devons partir de la situation économique actuelle, en gardant à l'esprit que la première année du plan économique quinquennal est l'année économique actuelle. Nous *devons partir* de cette année économique, en analysant sans crainte la situation loin d'être favorable qui se présente à nous.

(L'interruption du présidium n'a pas été notée.)

Je suis prêt à faire plaisir aux camarades sur la question de la durée du discours, mais je ne sais pas si je peux ? Vous avez bien compris, camarades, que les principales flèches étaient dirigées contre moi.

ORDJONIKIDZE. Un homme qui ne veut pas se battre doit parler davantage.

BOUKHARINE. Je peux m'en aller tout à fait.

VOROCHILOV. Parle donc !

ORDJONIKIDZE. Nous écoutons avec beaucoup d'attention.

BOUKHARINE. Je sais que pour chaque chose on peut trouver différents usages.

KOSSIOR.⁷⁴ Pour chaque énigme, il y a une réponse.

⁷⁴ S. V. Kossior (1889-1939) - membre du parti depuis 1907, commissaire du VRK de Petrograd lors de la révolution d'octobre 1917. L'un des dirigeants du Parti communiste (b) de toute l'Union, en 1919-1920 - secrétaire du comité central du Parti communiste (b) de toute l'Union, à partir de 1922 - secrétaire du bureau sibérien du comité central du PCR (b), à partir de 1926 - comité central du Parti communiste (b). De 1928 à 1938, premier secrétaire du comité central du PC (b) de toute l'Union, à partir de 1938, vice-président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS. Membre du comité central du parti depuis 1924 (candidat depuis 1923). Membre du Politburo du Comité central de 1930 à 1938 (candidat depuis 1927). Membre du comité exécutif

BOUKHARINE. Qu'est-ce que c'est ?

Eh bien, camarades, je procède à une analyse des difficultés économiques qui se présentent à nous, afin de trouver les solutions nécessaires, à mon avis, à certains problèmes économiques.

Il me semble que les fondements des soi-disant difficultés économiques que nous connaissons actuellement résident dans une *certaine violation des proportions économiques de base*, et surtout dans la violation du rapport correct *entre l'industrie et l'agriculture*. Je dois souligner ici de toutes mes forces que cette situation *ne doit pas* être comprise comme si nous avons trop accéléré le rythme de développement de notre industrie. C'est ce que l'on aurait pu penser il y a quelque temps. Mais une analyse plus approfondie révèle qu'il ne s'agit pas de cela. Il faut dire que nous pouvons développer un rythme plus élevé, comme nous l'avons fait, et peut-être même plus, *mais sous certaines conditions*, à savoir seulement si nous avons *l'essor de l'agriculture comme base de l'industrialisation* et une *rapide rotation économique entre la ville et la campagne*.

Entre-temps, grâce à toute une série de nos erreurs, causées par le retard de certaines mesures (parmi ces points faibles, j'inclus : une politique de prix inflexible ; une surtaxation dans le passé, avant la réforme, avec la taxe agricole ; des changements de politique désordonnés ; des mesures d'urgence, qui ont été dans un premier temps imposées et prises sur la base d'erreurs antérieures ; dans une certaine mesure, une circulation bloquée des produits de base), le secteur agricole, son secteur *céréaliier*, n'a pas augmenté, mais a diminué : la récolte de produits alimentaires, sa valeur brute, a baissé. Je le répète encore une fois et j'insiste, car ce point est extrêmement important : ce *n'est pas* que nous soyons *incapables de faire face* au rythme de construction que nous avons adopté ; il entraîne des difficultés exorbitantes, exceptionnelles, dues au fait que *nous n'avons pas une attitude suffisamment correcte à l'égard des principales masses de la paysannerie*. Si nous faisons quelques changements à cet égard - et je parlerai plus longuement de ces changements - il me semble que nous rendrions le plan quinquennal de la grande œuvre de construction tout à fait réel, non seulement réalisable, mais *garanti*.

Je voudrais dire quelques mots sur la façon dont j'imagine l'évolution de nos difficultés économiques. Le terme "difficultés" n'est pas un terme économique, mais c'est un terme que nous utilisons tous, c'est un terme qui est généralement accepté, et je vais donc l'utiliser.

Le déroulement des difficultés peut être analysé de la façon suivante : des dépenses énormes de construction de capital (industrie, construction électrique, construction de logements, services municipaux, entrepôts, etc.) ont été effectuées récemment dans des conditions extrêmement défavorables au développement d'un certain nombre de branches de l'agriculture, en particulier de sa partie céréalière, qui est nécessaire à l'industrie. *C'est* le point de départ de nos difficultés actuelles. En quoi exactement s'est exprimée la phase initiale de ces difficultés, qui ont ensuite commencé à croître et à s'amplifier ? Dans le fait que nous n'avons pas veillé à la position de notre secteur céréaliier, en ce sens que (1) sur la question de *l'impôt agricole*, le *secteur céréaliier* était dans la position la moins favorable ; (2) sur la question des *prix*, le *secteur céréaliier* était dans la position la moins favorable ; (3) sur la question du *rapport entre les différents prix de l'agriculture et les prix de l'industrie*, le

central de l'Union, du présidium du comité exécutif central de l'URSS. Député du Soviet suprême de l'URSS. Réprimé illégalement. Réhabilité à titre posthume.

secteur *céréaliier* était dans la position la moins favorable ; (4) sur la question *du rapport des prix entre les différentes branches de la production agricole*, le secteur *céréaliier* était dans la position la moins favorable. Ainsi, par tous les canaux principaux, le secteur *céréaliier* se trouvait dans la position la moins favorable. Et comme l'influence de notre planification régulatrice n'est pas assez puissante et forte pour maintenir directement l'économie paysanne, c'est-à-dire un nombre infini, deux dizaines de millions de foyers, sous une planification dans le vrai sens du terme, nous avons constaté une certaine *perte de forces productives dans le secteur céréaliier*. Le paysan n'a pas développé ses cultures comme il aurait pu le faire, ou bien il a donné des céréales au bétail sans les transformer en cultures, ou bien il s'est tourné vers d'autres cultures à un degré ou à un autre. Cette branche de production (les céréales alimentaires, les pains) s'est trouvée dans la position la moins favorable. Cela ne signifie pas qu'elle soit "absolument" désavantagée. Ce sont les chiffres et les valeurs *relatifs* qui décident. C'est cette circonstance qui est devenue le point de départ de tout le reste.

Ainsi, les valeurs réelles des marchandises produites par l'agriculture dans le secteur des céréales, l'un de nos principaux produits d'*exportation*, ont chuté. Nous avons dû nous poser la question de remplacer les exportations de céréales perdues, en tout cas spontanément, avec une logique inexorable, presque de fer, que nous n'avons parfois pas remarquée nous-mêmes. A partir de quelles sources cette substitution est-elle devenue possible ? Jusqu'à présent, elle était possible sur la base de deux sources : d'une part, sur la base des dépenses connues de notre fonds d'*or* et de notre fonds de *change* et, d'autre part, par le biais de la *politique d'émission*. Je laisse de côté la question de savoir si c'était une bonne ou une mauvaise chose de le faire dans la situation actuelle. Je pense que nous nous sommes engagés dans cette voie de façon à moitié stupide, mais c'est un fait que nous nous sommes engagés. Nous avons ignoré la situation des céréales pendant un certain temps, nous avons mené à bien l'industrialisation pendant un certain temps en dépensant des fonds et des taxes sur les émissions.

KALININE. Lors du XV^e Congrès, une pénurie de céréales a été constatée⁷⁵.

BOUKHARINE. L'affaire peut donc être formulée comme suit : il fallait, au lieu de prêter attention à la situation du secteur *céréaliier* au cours des années précédentes et en 1 ou 2 ou 3 ans, obtenir une très forte accélération de la construction, et ce sur une base ferme et non fluctuante, et aller de l'avant, avec une position économique internationale solide, avec une bonne position monétaire, avec de l'*or*, avec des réserves, avec une balance commerciale et de règlement active, avec un taux de change ferme, avec la perspective d'un passage à la parité sans heurts. Dans la transition vers la parité sans douleur, nous avons rencontré des difficultés inévitables. Remarquez, camarades, que nos difficultés se sont manifestées le plus clairement lorsque les ressources mêmes sur lesquelles nous avons vécu pendant un certain temps se sont *taries* et que nous avons tous vu que *nous ne pouvions pas continuer ainsi*. Ce moment coïncide avec les plus grandes difficultés. Mais comme cela s'est passé ainsi, comme ces difficultés sont devenues un fait objectif, nous sommes entrés plus tard dans la première série de mesures d'urgence.

VOIX. C'est là le problème, tu ne l'as pas compris.

⁷⁵ Voir : Quinzième congrès du Parti Communiste (bolchevique) de toute l'Union. Décembre 1927 : Rapport sténographique, vol. 2, c. 1233

MIKOYAN. Quel prophète !

BOUKHARINE. Je pense que toi, camarade Mikoyan, tu es devenu un mauvais prophète. Je vois que tu as très bien prophétisé dans la polémique avec Pyatakov !

(La remarque du camarade Mikoyan n'a pas été notée.)

Je peux te dire, camarade Mikoyan, que tu connais manifestement assez mal les philosophes grecs et les prophètes juifs, mais je ne suis pas responsable de ton ignorance de ces catégories.

VOIX. Cela signifie que les prophètes ne savent pas faire le pain.

BOUKHARINE. À propos des prophètes, je dois dire que lorsque j'ai interrogé le camarade Mikoyan sur l'état de la nourriture à Moscou, il m'a expliqué que ce n'était "rien", que cela venait du fait que les gens mangeaient trop.

MIKOYAN. Arrête de mentir.

BOUKHARINE. Lorsque j'ai demandé au camarade Mikoyan, avant le plénum de novembre⁷⁶, quelle était la situation concernant le labour d'hiver, le camarade Mikoyan m'a répondu : "Pourquoi donc te paniques-tu ! Les paysans labourent avec beaucoup d'enthousiasme, la nuit, avec des lanternes !". Et en fait, il s'est avéré que les récoltes d'hiver ont été considérablement réduites. Alors, en ce qui concerne la prophétie, camarade Mikoyan, " Si la vache de l'un avait meuglé, la tienne se serait tue !"⁷⁷

MIKOYAN. Nous mourons, nous mourons toujours.

BOUKHARINE. Je n'ai jamais dit que nous étions en train de mourir.

MIKOYAN. Comment ça, tu n'as rien dit ? Tu ne l'as pas dit à Pyatakov, tu ne l'as pas dit à Kamenev, tu ne l'as pas dit à moi ?

BOUKHARINE. Je ne sais pas ce qu'il en est.

MIKOYAN. Tu ne lui as rien dit ?

BOUKHARINE. Que nous sommes en train de mourir ? J'ai dit que vous faisiez un *très grand effort* pour le *faire*, et pourtant vous *ne pouviez pas* périr. (Rires.)

Alors, camarades, si le point de départ et la base des énormes difficultés économiques que nous connaissons sont les mauvaises relations entre l'industrie et l'agriculture, si l'agriculture, représentée par la masse des fermes moyennes, est une agriculture dont *les incitations* à la production sont *bridées*, alors, dans un tel état de choses, il y a inévitablement un manque de fonds pour la production courante.

(L'interruption du camarade Vorochilov n'a pas été notée.)

Le département militaire, comme toujours, est un modèle de discipline et d'ordre.

Il n'y a pas d'exportation de céréales, nous ne pouvons pas acheter suffisamment de matières premières et d'équipements à l'étranger. Il n'y a pas assez pour tout : la répartition des fonds entre l'industrie lourde et l'industrie légère, la construction nouvelle et la production courante,

⁷⁶ Il s'agit du Plénum du Comité central du Parti communiste (b) de toute l'Union (13-24 novembre 1928).

⁷⁷ [Ce dicton veut dire, semble-t-il : « vous auriez mieux fait de vous taire... », il déclenche une bataille de dictons (?) sur "nous mourons toujours" assez confuse pour le lecteur d'aujourd'hui]

les réparations de capital et le fonds de roulement est nécessairement telle qu'il n'y a *pas assez de marchandises* pour le marché de la consommation et pour le marché de la production paysanne, pour l'un et l'autre de ces marchés. Une autre source s'ouvre *alors* : pour exporter en vue d'importer, nous sommes contraints de réduire directement la consommation (exportation de produits de consommation), ce qui aggrave encore la situation du marché alimentaire. C'est ainsi, me semble-t-il, que s'est déroulé le mécanisme de nos difficultés économiques. Les éléments de ce processus s'influencent mutuellement selon le principe d'une vis sans fin, une chose s'enroule sur une autre, et la question est....

ROUDZOUTAK - C'est exactement cela, s'enrouler. Eh bien, il s'agit de l'enrouler, de l'enrouler, de l'enrouler.

BOUKHARINE. Penses-tu que c'est très spirituel ?

ROUDZOUTAK. Enrouler, enrouler.

BOUKHARINE. Je ne peux plus rien dire, camarade Roudzoutak !

STALINE. Ne fais pas attention aux interruptions.

OUGAROV⁷⁸. Alors, laissez-moi parler. Pourquoi ces braillards sont-ils si nombreux ?

BOUKHARINE. Ils prennent très "*au sérieux*" les questions de la famine, de la souffrance des masses, etc. Ils prennent cela très au sérieux !

MIKOYAN. Tu ne souffres plus...

BOUKHARINE. Ils sont certainement "très intéressés" à discuter sérieusement de ces questions angoissantes. (Rires.)

ORDJONIKIDZE. A part toi et Ougarov, personne ne le fera.

BOUKHARINE. Pourquoi m'interrompez-vous ? Vous riez et vous interrompez !

ORDJONIKIDZE. Tu es là, et il est interdit de rire. La loi ne l'interdit pas.

BOUKHARINE. Je sais que personne ne t'a interdit de frapper les chauffeurs "*au visage*"⁷⁹. Où est le problème ?

Alors, camarades, je crois que s'il était possible de formuler en un paragraphe l'état des choses dans l'agriculture, on pourrait le formuler ainsi : maintenant le petit producteur de denrées s'est transformé de "*vendeur*" de pain en "*cédant*" de pain. Par conséquent, la *forme de base de la liaison*, qui doit être pour longtemps encore notre forme principale, la forme

⁷⁸ A. I. Ougarov (1900-1939) - membre du Parti depuis 1918. En 1918-1919, il est économiste au Commissariat du peuple de l'Union à l'économie nationale. En 1919-1921, il effectue des travaux militaro-politiques au sein de l'Armée rouge. En 1921-1923, il est chef adjoint et chef du département d'agit-prop du PCR(b) de Krasnopresnensky et Baumansky. En 1926, il enseigne à l'Institut polytechnique de Leningrad, puis devient chef adjoint du département d'agit-prop du comité régional de Leningrad du PCR (b). De 1934 à 1938, il est secrétaire du comité municipal de Leningrad. À partir de 1938, secrétaire du MK et du MGK du PCR (b). À partir de 1934, candidat au comité central du PCR (b). Membre du comité exécutif central de l'Union, du comité exécutif central de l'URSS, député du Soviet suprême de l'URSS. Réprimé illégalement, réhabilité à titre posthume.

⁷⁹ Les faits relatifs à l'intempérance de G. K. Ordjonikidze se sont manifestés plus tôt. On sait qu'en temps voulu, l'incident de l'agression d'Ordjonikidze pendant son travail de secrétaire du Comité régional du Parti de Transcaucasie a été fermement condamné par V. I. Lénine dans sa lettre "Sur la question des nationalités ou de l'"autonomisation" (voir : Poli. sobr. op. cit., vol. 45, pp. 356-358).-278.

déterminante, a été rompue, à savoir la forme des *relations de marché*. Comme le vendeur de pain se transforme de plus en plus en "cédant", et la vente en une obligation d'État (cession), le pain lui-même se transforme de plus en plus d'une *marchandise* en un objet d'obligation et en même temps en un substitut de l'argent et un moyen d'accumulation. C'est pourquoi il a commencé à "disparaître", car il a commencé à être "comptabilisé". Dans le même temps, les "coûts de l'appareil" et les coûts de distribution du pain ont augmenté de manière considérable, parallèlement à la destruction de la forme marchande de la relation. Les frais généraux pour chaque pain collecté augmentaient énormément - l'entretien des commissaires, les voyages et toutes ces choses ont leur côté économique, ont leurs "frais généraux" économiques. Le principe de (re)distribution, le principe de ramassage [ou *ratissage*] - quel que soit le nom qu'on lui donne - a conduit et conduit sans aucun doute au fait que le danger d'un *nouveau rétrécissement de la base de production* s'accroît. Le rôle de l'argent dans de telles conditions, son rôle dans les échanges entre la ville et la campagne a diminué et continue de diminuer. Il s'ensuit - ce qui est tout à fait naturel, puisque ce levier est devenu plus faible - que la pression, l'administration directe, la pression directe sera encore intensifiée. Et là, un lien s'accroche à un autre. C'est la racine des nouvelles formes d'"urgence" : la soi-disant auto-évaluation, le boycott et toute une série d'autres nouvelles formes - ouvertes ou déguisées - de *mesures d'urgence*.

Un symptôme alarmant de cette aggravation de la situation est la réduction de la *prime d'hiver*, dont on sait qu'elle a diminué d'environ 3 à 4 %. L'allègement de la taxe agricole a constitué, me semble-t-il, un grand pas en avant dans le sens d'un redressement de la situation. Mais je dois dire ouvertement que la nouvelle résolution du Politburo, à savoir la nouvelle application de mesures extraordinaires⁸⁰ (y compris le "ratissage" forcé des revenus moyens), dont un certain nombre de camarades ont parlé ici, en Sibérie, dans l'Oural et au Kazakhstan, *a radicalement gâché la situation. Ce n'est pas ainsi que l'on peut sortir des difficultés actuelles.*

Je voudrais exposer ici comment, à mon avis, dans *le cadre du plan* directeur général, de la ligne générale (car lorsque nous parlons du plan général, nous entendons le plan quinquennal de développement de l'économie nationale), il est nécessaire de sortir des difficultés économiques actuelles. Ici, le camarade Postyshev⁸¹ a parlé d'"astuces", de réponses indirectes, etc. et d'autres camarades l'ont répété. La question, cependant, n'est pas aussi simple qu'elle le paraît aux "esprits simples". Si nous considérons que la ligne générale, le plan général, est notre plan quinquennal actuel (et cela inclut toutes les principales parties constitutives de ce plan : les fermes collectives et d'État, et le rythme de l'industrialisation) et

⁸⁰ N. I. Boukharine faisait référence à la discussion de la question "Sur les mesures visant à renforcer l'approvisionnement en céréales" lors de la réunion du Politburo du Comité central du PCR (b) le 21 mars 1929 et à la préparation d'une justification pour la mise en œuvre de ces mesures.

⁸¹ Postyshev P. P. (1887-1939) - membre du parti depuis 1904, il participe à la révolution de 1905-1907 et à la révolution d'octobre 1917. À partir de 1917, membre du VRK d'Irkoutsk, organisateur de la Garde rouge, membre de la Sibérie centrale, l'un des dirigeants de la défaite des gardes blancs en Extrême-Orient. À partir de 1926, secrétaire du comité central du parti communiste (b) U. En 1930-1933, il est secrétaire du comité central du parti communiste bolchevique de toute l'Union et, à partir de 1933, secrétaire du comité central du parti communiste d'Ukraine. À partir de 1937, secrétaire du comité régional de Kouïbychev du parti communiste de l'Union des bolcheviks (b). Membre du comité central du parti communiste de l'Union des bolcheviks (depuis 1927 (candidat depuis 1925)). Membre du bureau de l'organe du comité central depuis 1930, candidat au Politburo du comité central depuis 1934. Membre du présidium du comité exécutif central de l'URSS. Député du Soviet suprême de l'URSS. Réprimé illégalement, réhabilité à titre posthume.

que vous me demandez : "Êtes-vous pour ce plan général ou non ?", je répondrai : "Je suis pour à 100 pour cent".

SKRYPNIK⁸². Comment se fait-il que tu te sois abstenu ?

BOUKHARINE. Je le dirai plus tard, camarade Skrypnik, et à ce sujet, j'ai tout, le pourquoi et le comment.

Je suis *en faveur* de ce plan général. Mais, camarades, la question est de savoir *comment réaliser* ce plan général, ce qu'il faut faire pour que ce plan général soit *mis en œuvre*. Et il me semble que les désaccords que, disons, la majorité du Politburo et moi-même avons dans ce cas, que ces désaccords sont...

VOIX. Avec la minorité, pas avec la majorité.

BOUKHARINE. ...Nous pouvons le formuler ainsi. Que faut-il faire maintenant ? Dans les thèses sur le plan quinquennal discutées au sein du Politburo⁸³, il était dit qu'il fallait renforcer le rôle dirigeant du prolétariat sur la base de nouvelles formes d'imbrication [smitchka]. J'ai demandé aux membres du Politburo (j'ai d'abord soumis ma proposition à la commission, puis au Politburo lui-même) d'insérer *deux* paragraphes à la place de celui-ci. Mon premier paragraphe se lisait ainsi :

"Renforcer l'alliance de la classe ouvrière avec les principales masses de la paysannerie et le rôle dirigeant du prolétariat dans cette alliance sur la base de la "nouvelle politique économique" de Lénine et du développement du commerce des marchandises entre la ville et la campagne, réglementé par l'État.

Le deuxième paragraphe se lit comme suit :

"Encouragement et développement de nouvelles formes d'imbrication entre l'industrie et l'agriculture, entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse".

Le sens de mes amendements : *je voulais mentionner la nouvelle politique économique et le développement du chiffre d'affaires commercial*. "Mais, disent les camarades, vous voulez nous ramener à la situation qui prévalait dans la phase initiale de la NEP, en 1921, alors que nous devons nous tourner vers l'avenir. J'objecte à cela que si nous refusons de formuler la question de l'ouverture du commerce des marchandises, si nous refusons de mentionner la NEP (bien que nous l'ayons mentionnée lors des plénums précédents) et si nous formulons un point sur le lien avec le village, un point sur le renforcement du rôle dirigeant du prolétariat sur la base uniquement et exclusivement de "*nouvelles formes de couplage*" (nous entendons par là, avant tout, la conclusion de contrats), alors nous faisons preuve d'une monstrueuse unilatéralité. Je pense que c'est une erreur. Je pense qu'il *est erroné* de se baser uniquement sur les nouvelles formes de couplage. C'est la racine des désaccords qui existent et que j'essaie d'analyser ici en toute bonne foi. Alors, où se situent les différentes attitudes *au sein* du plan

⁸² Skrypnik N. A. (1872-1933) - membre du parti depuis 1897, participant à la révolution de 1905-1907 et à la révolution d'octobre 1917 à Petrograd, président du conseil central des comités d'usine, membre du comité révolutionnaire panrusse - à partir de 1917, dirige les activités du parti et de l'État en Ukraine ; en 1918-1919, président du CCP, puis chef de plusieurs commissaires, en 1933, vice-président du CCP et président du comité de planification de l'État de la RSS d'Ukraine. Membre du comité central du parti communiste de l'URSS depuis 1927 (candidat en 1917-1918, 1923-1927), membre du comité exécutif de l'IC, membre du comité exécutif central, membre du présidium du comité exécutif central de l'URSS.

⁸³ Voir ci-dessus note 60 p. 22.

quinquennal ? Je vois les choses ainsi (peut-être que je me trompe, les camarades qui parleront me corrigeront). Il me semble que les camarades surestiment nettement la possibilité d'influencer les grandes masses de la paysannerie sans relations de marché. Je formulerais l'affaire de telle sorte qu'ils surestiment la possibilité d'influencer directement la plus petite et la plus petite paysannerie, qu'ils *sautent* dans une phase ultérieure du développement de nos relations économiques. C'est exactement cela : sauter *par-dessus*, disent les camarades, comme si cela n'avait rien à voir avec la NEP. Mais quelle est l'*essence de la NEP* ? Après tout, nous en avons débattu à maintes reprises et il n'y a pas eu le moindre désaccord entre les membres du BP, pour autant que je sache. Nous avons parlé d'un front totalement uni ; en particulier, le camarade *Staline* et moi-même avons parlé de cette question en toute solidarité lors du Plenum du Comité central, lorsque nous avons discuté de la question du programme de la Comintern. Je ne ferai donc pas référence à moi-même. Je vais lire ce que le camarade *Staline* a dit sur la question de la NEP et du communisme de guerre.

"La NEP est la politique de la dictature prolétarienne visant à surmonter les éléments capitalistes et à construire l'économie socialiste dans le cadre de *l'utilisation du marché, par le biais du marché, et non dans le cadre de l'échange direct de produits sans le marché et en dehors du marché*". "La NEP est une phase inévitable de la révolution socialiste dans tous les pays"⁸⁴.

C'est exact. Je suis d'accord à cent pour cent. Mais est-il même théoriquement possible de penser que nous sommes *entrés* dans une phase où l'on peut déjà sauter par-dessus cette définition, c'est-à-dire *sortir* de la NEP ? À mon avis, non, et *très loin de là*.

VOIX. Personne ne suggère cela.

BOUKHARINE. Attendez.

VOIX. Qu'est-ce que tu suggères ?

BOUKHARINE. Je pense que c'est très, très loin d'être le cas ! En fait, si nous disons tous que dans *n'importe quel* pays étranger, *même* en Angleterre, *même* en Amérique, nous devons passer par une phase du NEP, eh bien, comment pouvons-nous apprécier cela à l'échelle de notre situation actuelle ?

Qu'est-ce qui en découle ? Ce qui en découle, c'est que la *forme de connexion au marché continuera d'exister dans notre pays pendant de nombreuses années*. Je dirais même plus : la forme de connexion au marché sera la forme *décisive* de connexion économique pendant de nombreuses années. *Décisive* ! Et si c'est vrai (essayez de réfuter que c'est vrai), si c'est vrai, qu'est-ce qui en découle ? La conséquence est la suivante : si le développement du socialisme passe par le marché, par le commerce des marchandises entre la ville et la campagne, cela signifie que la ligne principale de notre connexion dans notre économie est le marché et que notre rôle économique de premier plan doit passer par les relations de marché, *c'est-à-dire par la mise en œuvre du commerce des marchandises*. Est-ce vrai ou non ? Je pense que c'est vrai.

STALINE. En surmontant les éléments capitalistes ?

BOUKHARINE. Bien sûr, en surmontant les éléments capitalistes. Il n'y a pas de doute à ce sujet. Si le développement doit s'effectuer en des points décisifs par la circulation des marchandises, alors, s'il vous plaît, dites-moi ce que représentent, du point de vue

⁸⁴ Voir *Staline* I. V. Opus, vol. 11, pp. 144-145, 146 (italiques N. I. Boukharine)

économique, les diverses formes d'une influence "extraordinaire" qui *réduisent* cette circulation ? Du point de vue économique, elles représentent *un grand préjudice*, le plus grand frein au développement. C'est vrai. Aujourd'hui, nous avons toute une série de "mesures" de ce type (je ne m'étendrai pas sur la manière dont elles sont apparues, j'en ai déjà parlé précédemment), qui *réduisent* de manière forcée *la circulation des marchandises*, qui sont une forme de *pression administrative directe*, qui sont une forme d'influence administrative directe et de "commandement". C'est pourquoi nous avons des marchés du pain illégaux, le pain est parfois vendu dans les forêts, vendu sous le plancher [= *sous le manteau* ?], etc. Il s'agit d'une réduction insensée de notre chiffre d'affaires commercial. Est-ce positif ou négatif ? Je pense que c'est la valeur *négative la plus importante*. Mais s'il s'agit de la valeur négative la plus importante, comment ne pas la mentionner dans la résolution ? Comment ne pas le souligner ? Comment ne pas s'efforcer de *corriger* cet état de fait ? C'est ce que je ne comprends pas. On ne peut le faire *que si* l'on considère que la NEP en *général* est une *phase de développement qui est déjà passée*.

Sommes-nous entrés dans une nouvelle phase depuis le 15^e Congrès ? Oui, mais dans *quel sens* ? En ce sens que l'époque de la NEP est déjà révolue ? Que le lien avec le marché doit *déjà être aboli* ? Non. Nous sommes entrés dans une nouvelle phase uniquement dans la mesure où, grâce à la croissance de notre leadership, grâce à la croissance de notre économie, grâce à la croissance de notre stabilité politique, etc. nous avons pu, à partir du XV^e Congrès, *aller un peu plus loin que les décrets du XIV^e Congrès*. Nous aurions pu aller plus loin dans le *développement de la contractualisation* ; nous aurions pu et dû renforcer la *construction de fermes collectives et de fermes d'État*. Nous aurions dû commencer la construction de stations de machines et de tracteurs, etc. Tout cela est vrai. Devons-nous traiter ce cas "avec des pincettes", comme certains camarades nous le reprochent injustement et sans vergogne ? *En aucun cas, car il s'agit d'une de nos tâches les plus importantes*. Mais faut-il en déduire que cette question est une question exclusivement pour l'avenir proche ? Non, il s'agit d'une perspective pour de nombreuses années. C'est pourquoi nous ne devons pas oublier la circulation des marchandises et l'économie individuelle des pauvres et de la classe moyenne. On ne peut pas dire qu'il s'agit de "confusion" et d'"éclectisme" ; on ne peut pas dire qu'il s'agit de "confusion" et d'"éclectisme" si j'affirme que la croissance de nouvelles formes de relations économiques ne peut pas et ne doit pas être opposée à la tâche d'expansion du chiffre d'affaires des produits de base. Le plus grand péché réside dans une telle opposition antidialectique et la plus grande source de grandes erreurs. Nous n'avons pas suffisamment réfléchi. Nous ne corrigeons pas suffisamment notre politique dans ce sens. Nous ne savons pas comment *combiner* les tâches de développement du chiffre d'affaires des marchandises et la croissance de nouvelles formes de relations économiques directes. C'est pourquoi nous nous laissons de plus en plus aspirer par *la machine de l'urgence*, nous entravons le développement économique et nous nous créons des difficultés inutiles.

Camarades, je vous demande quelles seront vos *perspectives* ? Que se passera-t-il *ensuite* ? Eh bien, aujourd'hui, nous avons fait des réserves de céréales pour une journée par tous les moyens de pression, mais demain, après-demain, que se passera-t-il ? Que se passera-t-il ensuite ? Vous ne pouvez pas définir la politique pour un jour seulement ! Quelle est votre solution à long terme à la situation ?

VOIX. Il faut les obliger à porter les céréales au marché.

BOUKHARINE. Je connais ces méthodes de polémique : lorsque vous parlez, par exemple, des chiffres de l'approvisionnement en pain et que l'on vous répond : "y-y-y-y, pourquoi avez-vous été contre Lénine lors de la paix de Brest ?"⁸⁵ (Rires). C'est une méthode très *stupide*. Ce à quoi conduit le slogan " contraindre " est suffisamment illustré par un exemple vivant. Je citerai un article d'un journal sibérien, "*Vlast Trud*"⁸⁶, publié à Irkoutsk, qui montre de façon frappante le genre de situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. C'est un éditorial, signé : Karabayev. Ainsi, le camarade Karabayev écrit :

"Le boycott des détenteurs malveillants [[accapareurs ?](#)] - les koulaks – doit être mené jusqu'au bout et toutes les organisations sociales et les masses pauvres et moyennes doivent être impliquées dans ce boycott".

Il poursuit en italique :

"Lorsque la population elle-même n'aide pas à découvrir les détenteurs malveillants de céréales et ne participe pas à leur boycott, les villages entiers, les territoires et les sociétés de consommateurs qui s'y trouvent doivent être boycottés.

Dans ces territoires, ce ne sont pas des individus, mais toutes les personnes vivant dans la région qui doivent être boycottées. Il faut boycotter non seulement l'Irsoyuz [[la société coopérative](#)], mais aussi les sociétés de consommateurs et les personnes qui y sont actives.

Quel est l'objectif du boycott d'un village entier ou d'une partie d'une société de consommateurs ? Impliquer les organisations et l'ensemble de la population dans l'identification des individus malveillants qui ne vendent pas les céréales excédentaires, faire pression sur eux afin d'augmenter les achats de céréales non pas pendant deux ou trois périodes de cinq jours, mais pendant toute la durée de l'opération".

Et plus loin :

"Le boycott de certains vendeurs de céréales, *de villages entiers et de territoires comme arme contre ceux qui perturbent l'approvisionnement en céréales des villes et, par conséquent, la liaison entre la ville et la campagne, doit être pris à bras le corps tant qu'il ne donne pas les résultats escomptés*". Signé : "Karabayev" ("*Vlast Trud*", n° 65, article "Renforcer le boycott, l'appliquer sérieusement"),

Je parle de ce qui se passe parfois dans le monde, si je puis dire, de la " smitchka" [[l'alliance ou l'imbrication](#)] : le boycott de toute la population, le boycott de villages entiers au nom des "smitchka". L'union par la désunion organisée ! C'est de la *folie* !

CHATSKINE ⁸⁷. Qui a écrit cela ? Est-ce un membre du Parti ?

⁸⁵ Il s'agit ici du combat des " communistes de gauche " dirigés par N. I. Boukharine contre la proposition de Lénine de conclure immédiatement la paix de Brest en mars 1918.

⁸⁶ "*Le pouvoir du travail*" - journal quotidien, organe du comité du district d'Irkoutsk du PCR (b), du comité exécutif du district et du bureau des syndicats du district. Il a été publié du 30 décembre 1917 à 1928.

⁸⁷ Chatskine L. A. (1902-1937) - membre du parti depuis 1917. Participant à la révolution d'octobre. En 1919-1922, premier secrétaire du comité central de l'Union de la jeunesse communiste russe, en 1919-1921, secrétaire de l'Internationale communiste de la jeunesse, puis dans le travail du parti. Membre du comité central du PCR(b) en 1927-1930. Membre du comité exécutif de l'Internationale communiste. Réprimé illégalement. Réhabilité à titre posthume.

BOUKHARINE. Il est évident qu'il est membre du Parti s'il écrit des articles directifs dans un journal officiel. Laissons le camarade Syrtsov⁸⁸ nous donner une explication compétente. Eh bien, dites-moi, à la lumière de telles choses, n'était-il pas de *notre devoir* de dire : "Du calme, camarades, notre NEP n'a pas encore été annulée !" Ils me disent que le début de la NEP date de 1921, que je la ramène en arrière. Mais je recule, camarades, devant cette folie économique et politique que j'ai lue, c'est devant cela que je veux reculer ! Ne pas reculer, c'est rater de grandes opportunités, car nous *ne construirons pas* de plan quinquennal de cette manière. Avec cette pratique, le plan quinquennal sera transformé en un très bon *papier*, une très bonne œuvre littéraire consciencieuse - rien de plus.

Quelle est la difficulté de l'analyse même de la réalité économique actuelle ? Cette difficulté réside dans le fait que nous avons *mêlé, fusionné, enchevêtré les éléments réels de notre progrès et les éléments progressifs de notre réglementation en matière de planification économique, qui sont en retard*, qui sont tout à fait possibles, qui résultent du développement de la puissance du secteur socialiste, etc. avec les *éléments de "l'urgence"*. C'est le cas dans la réalité, c'est-à-dire dans la vie. Et très souvent, dans la conscience du Parti, dans la conscience des camarades, ces moments se confondent en quelque sorte. Disons, par exemple, les *contrats* et le *boycott* des villages. Y a-t-il quelque chose de commun entre le fait de contracter et de boycotter des villages ? Il n'y a rien de commun. Le *contrat* est une chose utile, le contrat nous fait avancer, le contrat n'est pas une urgence.

Je dis que les mesures d'urgence ne sont pas la même chose que, par exemple, la contractualisation. Je dis que leur nature économique et politique est complètement *différente*. La tâche du Plenum actuel, à mon avis, devrait être de faire comprendre à l'ensemble du Parti : *une* chose est ce qui nous fait avancer sur la voie de la reconstruction socialiste (contrats, fermes collectives, fermes d'Etat, stations de tracteurs inter-colonies, aide à la paysannerie par les fermes d'Etat, etc...) ; *autre* chose est "l'urgence" dont *il faut sortir*, avec laquelle *il faut en finir*. *Il faut séparer ce qui est urgent de la forme nécessaire, économiquement justifiée et rationnelle des méthodes plus ou moins directes d'action sur l'économie paysanne*. Il me semble que le XV^e Congrès - il est même ridicule d'en parler - a pris la bonne décision sur ces questions. Car le XV^e Congrès n'a pas mélangé les formes progressives de relations économiques avec le village et l'extraordinaire. Car le XV^e Congrès n'a nullement oublié la tâche d'expansion du chiffre d'affaires des marchandises, de la coopération, etc.

Lorsque la résolution de la réunion conjointe du BP et du Présidium du CCC me suggère : "Rejetez Frumkin⁸⁹", dites que vous ne rejetez pas les décisions du XV^e Congrès ", c'est tout

⁸⁸ Syrtsov S. I. (1893-1937) - Membre du parti depuis 1913. Après la révolution de février 1917, il travaille à Petrograd, puis à Rostov-sur-le-Don. Délégué au VI^e congrès du POSDR (b). En octobre 1917, il est président du Soviet de Rostov-Nakhnevsky, membre du comité du POSDR (b), VRK - à Rostov-sur-le-Don. En 1918-1920, il est membre du bureau du Don et du comité du Don du PCR (b) et vice-président du conseil des commissaires du peuple de la République soviétique du Don. Participe à la guerre civile. En 1921-1926, il fait partie de l'appareil du Comité central du Parti communiste (b) de toute l'Union. En 1921-1926 - dans l'appareil du comité central du parti communiste (b) de l'Union soviétique. À partir de 1926, secrétaire du comité régional sibérien du parti communiste de l'Union des bolcheviks (b). En 1928-1930, il est président du Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR. En 1931, il est libéré de ses fonctions dirigeantes. Membre du comité central du parti en 1925-1930 (candidat depuis 1924). Candidat au Politburo du comité central du parti communiste de toute l'Union (b) en 1929-1930. Membre du comité exécutif central panrusse. Réprimé illégalement, réhabilité à titre posthume.

⁸⁹ M. I. Frumkin (1878-1938) - membre du parti depuis 1898, il participe à la révolution de 1905-1907 et à la lutte pour le pouvoir soviétique en Sibérie. Depuis 1918, commissaire adjoint du commissariat du peuple au

simplement ridicule : ce n'est que pour rire que l'on peut rédiger de telles résolutions. Et on ne peut pas faire ça aux vieux camarades ! Vous savez tous ce que j'ai dit au Plenum de juillet à propos du slogan de Frumkin : "retour au XIV^e Congrès". Après tout, j'y ai donné la formule selon laquelle "retour au XIV^e Congrès" signifie : "à bas le XV^e Congrès !"⁹⁰.

VOIX. Pas toi.

BOUKHARINE. Non, moi ! Consulte le sténogramme.....

STALINE. Une discussion littéraire à coups de poing ? [ou [avec un koulak ?](#)]

BOUKHARINE. Je mentionne ce que j'ai dit au Plenum, et ce que vous avez écrit avant le Plenum - je ne vous dispute pas vos lauriers ! Je ne comprends donc pas (ou plutôt, je comprends très bien) pourquoi vous me posez la question comme si j'avais une autre opinion. Je ne pense pas que, du point de vue des intérêts du parti, il soit bon de *jouer* ainsi avec des choses sérieuses.

Revenons donc au raisonnement interrompu.

De nouvelles formes d'imbrication - contrats, fermes collectives, stations de tracteurs intercollectivités, assistance des fermes collectives et d'État à l'économie individuelle environnante - tout cela, bien sûr, est notre tâche immédiate. Mais *cela n'annule en rien* la NEP, c'est-à-dire *les relations par le biais du marché*. Et s'il y a une relation par le marché, alors la tâche la plus importante est celle de *stimuler l'économie des classes pauvres et moyennes*. L'exploitation individuelle ne peut en aucun cas être confondue avec l'exploitation *koulak*. Et vous transformez notre préoccupation pour l'économie individuelle des pauvres et de la classe moyenne en indulgence pour les koulaks. Vous parlez du document de Kamenev....⁹¹ Mais même le document de Kamenev dit : empoisonnez le koulak à votre guise.....

STALINE. Que veux-tu dire par empoisonner ? Limiter, pas question d'empoisonner.

BOUKHARINE. Oui, limiter, mais aussi empoisonner. Il faut le limiter, et même le déplacer. C'est l'une de nos tâches *les plus importantes*. Il faut, camarades, le limiter et, je le répète, plus que le limiter, il faut le *supplanter*, avoir une ligne de conduite pour le *supplanter définitivement*.

STALINE. Pour qu'il ne s'étende pas, mais qu'il soit déplacé.

BOUKHARINE. Pour qu'il ne s'étende pas, mais qu'il soit déplacé - tout à fait, mais pas au moyen de la "troisième révolution"⁹² vers laquelle certains se dirigent. Et non pas au moyen

commerce, commissaire du peuple aux finances, commissaire du peuple au commerce extérieur. Plus tard, il a exercé des responsabilités dans le domaine de l'économie. Répression illégale. Réhabilité à titre posthume. En 1928, Frumkin envoie une lettre au Politburo, dans laquelle il met en doute la réalité des taux élevés de construction socialiste adoptés, attire l'attention sur la menace qui pèse sur la force de l'union des ouvriers et des paysans en raison de la violation des relations de marché entre la ville et la campagne. Le Politburo qualifia cette lettre de Frumkin de tentative de révision de la ligne adoptée par le Parti, de plate-forme de la soi-disant fraction de droite.

⁹⁰ Il s'agit du discours de N. I. Boukharine lors du plenum de juillet (1928) du comité central du parti communiste (b) de l'Union soviétique.

⁹¹ Voir note 6, ci-dessus, p. 3.

⁹² En condamnant la soi-disant " troisième révolution ", Boukharine faisait référence à la voie de la liquidation violente des koulaks en tant que classe, sur laquelle les partisans de Staline étaient orientés.

de la *dépossession* trotskiste, comme le veulent maintenant de nombreux "anti-trotskistes". Quant au koulak qui grandit dans le socialisme, c'est une absurdité totale, car cette formule signifierait que dans le socialisme développé, il y a des classes et qu'il y a un koulak. On peut penser ce que l'on veut, mais penser qu'il puisse y avoir un koulak sous le communisme serait une découverte aussi brillante que l'intensification de la lutte des classes sous le communisme. Je ne veux en aucun cas passer au point de vue de Valerian Kuibyshev. Pas le moins du monde ! Pourquoi devrais-je m'encombrer de cette étonnante découverte ?

Je poursuis. Si le souci de l'exploitation individuelle, la question de la stimulation des exploitations paysannes (exploitations individuelles, pauvres et moyennes) est une question de la plus haute importance, de même que la question des nouvelles formes de collaboration, alors nous pouvons et nous devons parler de la NEP. Car sinon, nous perdrons à *l'autre bout* : d'un côté, nous construirons nos bâtiments collectifs, nos colonnes et nos linteaux, et de l'autre, nous nous ferons beaucoup de mal en réduisant le chiffre d'affaires des marchandises et en diminuant ainsi fortement le taux d'accumulation en général et, par conséquent, le taux d'accumulation dans le secteur socialiste. Nous devons ici nous rappeler ce que le camarade Lénine a dit dans son rapport sur l'impôt en nature :

"Je dois encore parler de l'échange individuel. *Quand nous parlons de la liberté du commerce*, nous entendons l'échange individuel, c'est-à-dire que nous encourageons les koulaks. Comment faire ? Il ne faut pas fermer les yeux sur le fait qu'avec la substitution de l'impôt aux réquisitions, le nombre des koulaks va augmenter plus qu'avant. Il va augmenter là où il ne le pouvait jusqu'ici. *Mais ce n'est pas à coup de mesures prohibitives qu'il faut lutter contre cela*, c'est par une *organisation d'Etat* et des mesures gouvernementales. Si vous pouvez fournir des machines à la paysannerie vous la relèverez, et le jour où vous lui donnerez des *machines ou l'électrification, des dizaines et des centaines de milliers de petits koulaks seront anéantis*. En attendant, *donnez au moins une certaine quantité de marchandises*. Si vous *détenez* les marchandises, vous détenez le pouvoir ; enrayer, couper, rejeter cette possibilité, c'est supprimer toute *possibilité d'échange, ne pas donner satisfaction au paysan moyen*"⁹³.

Je crois qu'il est très utile que nous nous en souvenions. Nous disposons aujourd'hui de moyens d'action beaucoup plus décisifs contre le koulak qu'à l'époque du X^e Congrès. D'une manière générale, nous avons énormément progressé. Vous vous souviendrez qu'il y a seulement deux ans, nous avions le problème du capital privé, et l'opposition trotskiste nous faisait terriblement peur avec ce capital privé. Regardez ce problème aujourd'hui. Il est presque oublié. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie l'incroyable puissance de notre appareil économique et de notre appareil d'État. Voilà ce que cela signifie. La politique doit être fondée sur un calcul correct et non sur la panique face au secteur privé.

PRÉSIDENT. Combien de temps reste-t-il ? Le temps imparti est de trois heures.

BOUKHARINE. Je demande que la suite du discours soit reportée.

LE PRÉSIDENT. L'orateur demande que la fin de son intervention soit reportée à la séance du soir. Ceux qui sont pour, je vous prie de lever la main. Je vous prie de les baisser.

(Après l'ajournement. - Ed.)

⁹³ Lénine, Œuvres, t. 32, *Rapport sur la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions*, X^e Congrès, 15 mars 1921, p. 235-236. Boukharine met les italiques et *coupe avant* : « on ne pourra plus s'entendre avec eux ».

PRÉSIDENT (RYKOV). Le camarade Boukharine a la parole.

BOUKHARINE. Camarades ! Qu'est-ce qu'il faut faire pour mettre effectivement en œuvre le plan quinquennal élaboré par le Gosplan, un plan fortement axé sur l'industrialisation, un plan dont vous connaissez tous les caractéristiques. Camarades, j'insiste volontairement sur ce dernier point, car j'ai déjà entendu certains camarades dire : "Il est pour le plan, mais contre l'industrialisation".

STALINE. C'est exact.

BOUKHARINE. Cette opinion peut être exacte à votre avis, mais à mon avis, c'est une opinion qui ne *connait pas le sens des mots*, parce que le plan quinquennal est *le plan de notre industrialisation*. Exclure l'industrialisation de ce plan quinquennal, c'est parler d'un autre plan, mais pas de celui qui est soumis à l'examen du Plenum actuel.

Alors, que faut-il faire pour réaliser l'industrialisation du pays dans le cadre du plan quinquennal et sur la base de la situation économique de notre pays ? Il me semble qu'il ressort clairement de ce qui précède que l'un des problèmes centraux, l'un des plus grands problèmes auxquels nous sommes confrontés, dans la mesure où nous parlons de l'agriculture comme base du développement de l'industrie, est le problème de *la combinaison de la construction de fermes collectives et de fermes d'État avec l'essor des fermes individuelles des couches pauvres et moyennes de la population*. Camarades, je pense qu'il est utile maintenant, à un moment relativement difficile de l'histoire, de rappeler, en passant, la déclaration suivante du camarade Lénine. Le camarade Lénine a dit que, jusqu'à notre époque, un grand nombre de socialistes avaient buté sur le problème de *la combinaison* des intérêts privés et des intérêts publics, des incitations individualistes et des incitations publiques, et que nous avons *trouvé* cette combinaison, pour la première fois sous une *forme concrète*, dans ce que nous avons appelé la "nouvelle politique économique"⁹⁴. C'est pourquoi la disposition relative à la *combinaison* de la construction de fermes collectives et d'État avec la création de fermes individuelles pour les couches pauvres et moyennes et la question de la consolidation des fermes des couches pauvres et moyennes en combinaison avec le développement de notre industrie et de l'ensemble de notre secteur socialiste en général est la base du succès de notre politique économique.

Si, camarades, nous passons des grands problèmes aux questions de *l'actualité économique*, c'est-à-dire si nous nous posons très concrètement la question de ce pont économique, des étapes que nous devons maintenant avoir à l'esprit pour mettre en œuvre le plan quinquennal d'industrialisation du pays, alors la première question qui se pose à nous, la question la plus douloureuse, la plus difficile, ayant à la fois une grande importance pour la classe sociale et une grande importance économique, est la question de *la crise alimentaire, la question du blé*.

Le Comité central, c'est-à-dire le Politburo de notre Parti, a été saisi de cette question pour la dernière fois il y a relativement peu de temps. Je crois personnellement, comme d'autres camarades, que nous pouvons et que nous devons, comme première mesure temporaire (je dirais même plus : une mesure, pour ainsi dire, d'ordre d'urgence, mais pas dans le sens d'une *pression* d'urgence), poser la question de *l'importation de blé*.

⁹⁴ Voir : Lénine V. I. Sur la coopération - Poli. sobr. sobranie, vol. 45, c. 370.-287.

VOIX. C'est une mesure extraordinaire.

BOUKHARINE. Oui, *l'importation de blé*. Je crois que les camarades qui disent : soit l'importation, soit les mesures extraordinaires ont raison.

Je pense que si nous mettons en balance ces deux choses - l'importation de blé ou la poursuite des mesures d'urgence (le Politburo s'est prononcé en faveur des mesures d'urgence, mais le même problème, je vous le dis d'avance, se posera à nouveau à nous bientôt), je pense qu'il est plus profitable pour nous *d'importer du blé*.

(Interruption du Présidium : Pour quoi faire ?)

Je vais vous le dire dans un instant. Il y a une proposition commerciale très précise.

ROUDZOUTAK. Ce n'est pas très commercial.

BOUKHARINE. Camarade Roudzoutak, ne "force" pas ! Je dois dire qu'il n'y a pas si longtemps, nous avons autorisé l'importation de blé pour l'Extrême-Orient pour 3 millions de roubles. Ce n'est pas 50 millions de pouds, mais nous l'avons quand même autorisé, de sorte que la pureté toute blanche du "principe" a déjà été ébranlée. Il ne s'agit donc pas d'interdire purement et simplement les importations : nous discuterons alors des quantités à importer, des lieux d'achat, des montants à payer, des conditions, etc.

Je maintiens que nous avons la possibilité *d'acheter du blé à crédit* (on nous a *proposé* de nous vendre du blé). Je crois qu'il est plus favorable pour nous, à tous points de vue, d'acheter du blé à crédit plutôt que d'avoir recours à des mesures extraordinaires. Pourquoi ? Quels sont les *inconvenients* de l'importation de blé ? Les inconvenients de l'importation de blé sont les suivants. Nous aurons l'inconvénient que l'on dira : le pays est agraire, mais il doit importer du blé. Du point de vue des réglementations internationales, bien sûr, ce n'est pas très bon. Il s'agit donc d'une question relative à notre position internationale, une question qui, bien sûr, a une signification politique générale, mais aussi une signification économique propre, elle signale une certaine gravité de la situation économique.

Mais, camarades, dites-moi, s'il vous plaît, tout d'abord : la situation du blé que nous connaissons est-elle un secret pour la bourgeoisie internationale ? Ce n'est *pas du tout un secret* ! Ce n'est pas un secret les conditions d'approvisionnement en blé, ce n'est pas un secret les livres de comptes, ce n'est pas un secret les difficultés de l'alimentation en général. Et en même temps, que perdons-nous en *n'important pas* de blé ? Ce que nous perdons, c'est que, contrairement à toutes nos promesses, nous devons répéter des mesures extraordinaires et aggraver considérablement toutes les perspectives d'avenir. Il n'y a pas si longtemps, nous avons proclamé publiquement que nous éviterions les mesures extraordinaires. Nous sommes confrontés au fait que notre *superficie mise en culture en hiver [le "coin" d'hiver]* s'est rétrécie. L'ensemble du Parti et tous les organes soviétiques déploient des efforts extraordinaires pour couvrir, par l'expansion des *superficies mise en culture au printemps [le "coin" de printemps]*, les dommages que nous avons subis du fait de la réduction du *"coin" d'hiver*. Nous avons fait une grande chose avec la réforme de l'impôt agricole⁹⁵, dont tous les camarades sont parfaitement conscients, mais en même temps nous avons promis aux larges couches de la moyenne paysannerie de ne pas appliquer de mesures extraordinaires. Et après

⁹⁵ Il s'agit du décret de la CEC et du CCP de l'URSS "Sur l'impôt agricole unifié et l'allègement de l'imposition de la moyenne paysannerie" du 8 février 1929.

l'avoir fait savoir, nous introduisons ces mesures extraordinaires dans les régions productrices, où nous espérons que le "coin" du printemps et le "coin" de l'hiver se compenseront. Tout le monde sait que l'Ukraine a échoué, que le Caucase du Nord a échoué, et que les principales régions où nous espérons étendre le "coin" de printemps sont le Kazakhstan, la Sibérie et l'Oural. Et dans ces régions, après toutes nos promesses, nous introduisons des mesures d'urgence déguisées !

Voyons maintenant comment doit raisonner un paysan qui, sans amour pour le socialisme, conclut un bloc avec nous. Nous lui disons : agrandissez le "coin" de printemps, et il répond : je sais, je vais agrandir, mais le moment venu, on introduira des mesures d'urgence et on m'enlèvera tout. Vous lui parlez d'accroître la technologie, de nettoyer les semences, etc., et il dit : très bien, je vais m'étendre, je vais nettoyer, et vous viendrez et vous me prendrez tout.

YAROSLAVSKY. Le paysan que nous aidons ne dit pas cela.

BOUKHARINE. Je serai le premier à me réjouir si les superficies mises en culture au printemps dépassent celles de l'hiver, mais il me semble que nous n'obtiendrons pas cette augmentation, en raison des mesures extraordinaires qui ont été prises. Nous n'obtiendrons pas cette compensation. Ainsi, la base agricole, hiver plus printemps, sera moins bonne l'année prochaine que cette année. *Qu'est-ce que cela signifie ?* La fable du taureau blanc commence : nous allons faire tourner la même roue : au début, les approvisionnements de céréales vont bien se passer, certains camarades vont dire : "Vous voyez, les paniqués, tout va bien", comme l'a dit le camarade Molotov à la réunion des rédacteurs, et puis une ou deux périodes [plutôt que décades !] vont passer et nous aurons à nouveau une courbe descendante, mais une courbe pire que celle de cette année. Et de nouveau, nous serons confrontés à la question de savoir ce qu'il faut faire, s'il faut importer du blé ou appliquer des mesures extraordinaires. Et une fois de plus, nous commencerons à appliquer des mesures d'urgence sur une base dégradée. Nous devons poser la question de savoir comment sortir de ce cercle vicieux. Nous devons en sortir d'une manière ou d'une autre. Nous devons en sortir. Nous devons en finir avec ce cercle infernal. Et si nous parlons sérieusement de la poursuite de l'industrialisation du pays, notre première préoccupation devrait être de savoir comment sortir de ce cercle vicieux, quelles mesures utiliser pour en sortir.

Il est possible, bien sûr, de penser qu'en un an, les fermes d'État et les fermes collectives produiront tout. Mais cela ne démontre qu'une simple incapacité à compter.

STALINE. Non, pas en un an.

BOUKHARINE. Il me semble que nous devons faire ce qui suit : nous devons construire des fermes d'État et des fermes collectives, élever notre propre base agricole socialiste, aller de l'avant, mais nous devons à tout prix nous prémunir contre des mesures extraordinaires qui portent un coup à la couche moyenne de la paysannerie et qui, en fin de compte, mettent en péril toute la cause de l'industrialisation. Il est nécessaire d'assurer un certain fonds de blé mobilisable dans l'urgence, y compris par l'importation, ce qui exigera des sacrifices, une certaine réduction des dépenses d'importation ; après cette mesure "d'incendie", la politique devrait être poursuivie sur la base d'un rejet décisif des mesures d'urgence. Telle est, me semble-t-il, la première et la plus élémentaire des conditions pour aller de l'avant. Camarades, vous devez finir par comprendre que les mesures d'urgence, érigées en système (comme nous le disions tous, comme le disait le camarade Molotov, comme le disait le camarade Mikoyan), verrouillent toutes nos entrées et nos sorties.

Ce refus décisif des mesures extraordinaires, qu'elles soient prises sous pseudonyme ou sans pseudonyme, doit être la base indispensable de notre politique. Car c'est la seule *façon* de sortir du système de la NEP. Les mesures d'urgence et la NEP sont des choses contradictoires. Les mesures d'urgence sont l'annulation de la NEP, temporaire bien sûr. Les mesures d'urgence en tant que *système* excluent la NEP.

Dans ce contexte, il y a une question de *légalité révolutionnaire*.

ORDJONIKIDZE. Tu résous les difficultés cette année en important du blé, mais l'année prochaine, avec quoi les résoudras-tu ?

BOUKHARINE. Je poursuis. Nous avons besoin d'une légalité révolutionnaire qui soit "vraiment réelle", durable, pérenne, permanente. L'économie a besoin de mesures juridiques et législatives connues, et lorsqu'elles sont violées, très souvent, l'économie ne peut pas se développer. Nous devons comprendre que si nous disons tout le temps : " lancement planifié ", " rationalisation décisive ", " calcul ", " assistance agronomique ", etc., alors en faisant cela, si nous nous adressons à la paysannerie, nous sommes en train de faire de l'agitation et de la propagande pour que les paysans gèrent mieux, rationalisent leur économie, calculent mieux, qu'ils élaborent à l'avance leur " plan " de "lapotnik" [d'"arriérés"]. Mais pour cela, il faut d'abord que le paysan sache à l'avance *combien* on va lui faire payer, dans quelles *conditions*, selon quel *programme* calendaire, etc.

(En réponse à l'interruption de Molotov.) Quand je parle de la nécessité de la levée, je ne parle pas du koulak, dois-je le répéter vingt fois ? Il n'est pas nécessaire d'avoir une grande mémoire pour s'en souvenir ! ...

Donc : la légalité révolutionnaire est *obligatoire*. Maintenant que nous faisons nous-mêmes de la propagande et de l'agitation pour de nouvelles méthodes de gestion économique exigeant plus de culture, le paysan a besoin de la légalité révolutionnaire : sans elle, il ne peut pas cultiver. Il faut comprendre que nous le désorganisons nous-mêmes, non seulement du point de vue économique, mais aussi du point de vue législatif, si aujourd'hui il y a une chose, demain une autre, après-demain une troisième, si rien ne *peut* être prévu ou calculé à l'avance, alors il ne peut pas se débrouiller. Il s'enfuira de cette région, il ira où il voudra : dans le commerce des voitures, dans l'artisanat, dans la ville, dans la construction, où il voudra, mais il ne s'occupera pas du blé. Ce n'est pas par hasard que l'exigence de légalité révolutionnaire se fait jour : nous avons besoin de légalité révolutionnaire, nous en avons grand besoin dans la période de reconstruction ; c'est une condition préalable pour que nous ayons une certaine stabilité des relations, pour créer un certain cadre pour l'essor de l'économie des pauvres et des classes moyennes. Je m'attarde sur cette question parce que dans la commission sur le bureaucratisme, où j'ai voté en faveur *des* thèses du camarade Yakovlev⁹⁶, mon amendement sur la légalité révolutionnaire a été rejeté. Cet amendement se lisait comme suit :

⁹⁶ Yakovlev (*Epstein*) Ya. A. (1896-1938) - membre du parti depuis 1913, participant à la révolution d'octobre à Petrograd. Un des leaders de la lutte pour le pouvoir soviétique en Ukraine. En 1918, pendant l'occupation, participe au travail clandestin en Ukraine. En 1919, il est président du comité du parti du gouvernorat d'Ekaterinoslav et chef du département politique de la XIV^e armée. En 1920, il est président du comité du parti de la province de Kharkov. De 1921 à 1923, il travaille au sein du comité central du PCR(b) : chef adjoint du département de l'agit-prop, chef du département de la presse, rédacteur en chef des journaux "*Les pauvres*" et "*Le journal des paysans*". À partir de 1926, il est commissaire adjoint du peuple du parti communiste russe [sic]. À partir de 1929, commissaire du peuple à l'agriculture de l'URSS, chef de la commission du Politburo du comité central du PCR (b), créée pour développer les questions relatives au mouvement des fermes collectives. À partir

"La condition préalable la plus importante pour le remodelage adéquat de l'appareil d'État et pour la mise en œuvre correcte de la politique du pouvoir soviétique est le strict respect de la légalité révolutionnaire, la stabilité des normes législatives, dont le respect est obligatoire pour tous les maillons de l'appareil d'État et de l'appareil économique de l'État. Le changement fréquent de ces normes et l'absence de leur stabilité élémentaire, ainsi que leur application insuffisamment stricte, sont l'une des principales causes de l'arbitraire bureaucratique, de la détérioration du personnel de l'appareil et de son incompatibilité avec les besoins économiques de la période de reconstruction".

Cet amendement a été rejeté avec une sauce politique particulière : c'était une allusion au fait que les mesures d'urgence étaient mauvaises. Oui, les mesures d'urgence sont mauvaises, *il faut les abandonner !* Il ne faut pas écarter le problème de la légalité révolutionnaire, mais viser sa réalisation effective.

Ainsi : 1) l'importation de blé ; 2) le rejet décisif des mesures d'exception ; 3) la légalité révolutionnaire.

Ensuite. *Quatrièmement* : la question de *la politique des prix*. C'est une des plus grandes questions, où nous n'avons pas encore trouvé, me semble-t-il, la bonne solution du problème. Camarades, je pose comme préalable - et je vous demande de vous en souvenir pour ne pas le répéter des dizaines de milliers de fois - ce qui suit. Je pars du fait qu'on *ne peut pas parler d'un "échange équivalent"* ; il va de soi que nous devons recevoir une certaine part des prix pour la participation de la paysannerie à la construction de l'industrie. Mais je crois que, selon toute probabilité, nous devons réfléchir à une certaine politique, *plus souple*, de prix *trimestriels* et de prix *par district*. Cela peut s'avérer difficile. *Loin de moi* l'idée de dire que ce que je vais dire est forcément juste à 100 %. Mais je pense qu'il s'agit d'un *problème* qui doit être mis sur la table et qui doit être discuté. De quoi s'agit-il ? Nous devrions prêter attention au fait que dans la question du marché, dans la question des prix, le koulak, l'homme de la classe moyenne, et le pauvre homme qui *vend* des céréales se positionnent tous comme des *vendeurs*. Il nous est impossible (ou très difficile, car cela créerait le plus grand chaos) d'introduire partout des prix de "classe". En ce qui concerne le marché, si un pauvre vend, ou un homme de la classe moyenne vend, ou un koulak vend, [car] il doit parfois vendre du blé, ils sont tous intéressés par un certain prix ; comme ils sont des *vendeurs*, ils ne sont pas du tout ravis d'un prix bas. C'est clair. Certains sont plus soviétiques, d'autres moins. Mais les motifs dits idéaux ne jouent pas un rôle aussi important dans les relations économiques, à leur échelle de masse. De plus, aujourd'hui, dans différents quartiers, dans différents districts, nous maintenons des prix sans élasticité suffisante, sans adaptation à la quantité de blé sur le marché. Or, si nous pouvions faire varier les prix de manière plus élastique, nous pourrions les faire correspondre dans une certaine mesure à la *quantité* de blé, nous pourrions nous protéger contre l'écart sauvage entre les prix d'approvisionnement et le "marché libre", nous pourrions faire correspondre le *marché* et la *production*. Bien sûr, des prix plus élevés au printemps apporteraient des revenus supplémentaires aux couches riches du village : les prix de printemps sont plus élevés que les prix d'automne, et au printemps, le koulak détient plus

de 1934, chef du département agricole du comité central du PCR (b), vice-président de la commission de contrôle du parti auprès du comité central du PCR (b). De 1924 à 1930, membre du comité central du parti, à partir de 1930, membre du comité central du PCR (b). Membre du comité exécutif central de l'Union. Réprimé illégalement, réhabilité à titre posthume. N. I. Boukharine se référait aux thèses du rapport de Ya. A. Yakovlev à la XVI^e Conférence du Parti de l'Union "Résultats et tâches immédiates de la lutte contre le bureaucratisme.

de blé. Mais à cet égard, nous pouvons très bien *compenser cette hausse, en la remplaçant par une augmentation correspondante de la fiscalité*. Il convient de tenir compte d'un autre élément : nous ne disposons pas encore d'un système fiscal bien conçu qui soit suffisamment correct, flexible et adapté à la croissance de la rentabilité des exploitations agricoles. Je vous pose donc la question suivante : que risquons-nous si nous poursuivons une politique plus souple en matière de *prix de district* et de *prix trimestriels*, en tenant compte du fait qu'en raison de ces changements, nous pouvons involontairement aider les couches les plus aisées pendant une certaine période, mais *qu'en même temps nous construisons notre fiscalité de telle sorte que cet excédent, qui va aux couches les plus aisées, sera plus qu'absorbé par notre système fiscal*.

ORDJONIKIDZE. Penses-tu pouvoir tromper le koulak de cette façon ?

BOUKHARINE. Cela ne me dérange pas de tromper le koulak. Le centre de gravité réside donc dans le développement d'un système d'imposition approprié, et *la possibilité de capter des revenus supplémentaires devrait être combinée à une politique des prix plus souple et plus élastique*.

Ensuite. Je l'ai déjà suggéré devant le Plenum de novembre et je le répète maintenant : il me semble qu'il est nécessaire de *découvrir de manière beaucoup plus approfondie les caractéristiques du groupe des koulaks dans les districts*. Nous n'avons pas fait assez pour cela, et c'est pourquoi le même critère de différenciation de la paysannerie, pour saisir ce qu'est un pauvre, un homme d'âge moyen et un koulak, est utilisé souvent dans les conditions les plus dissemblables, ce qui est particulièrement évident dans le développement des normes fiscales, lorsque, par exemple, il s'avère que les normes données depuis le centre font un véritable carnage sur le terrain. Pourquoi ? Pour une raison très simple : il n'y a pas de critère de district, il n'y a pas de critère *spécial* de distinction entre les différentes couches et groupes de la paysannerie. Par conséquent, les impôts et les taux d'imposition *ne sont pas suffisamment adaptés aux conditions locales*, ce qui fait que, très souvent, *on ne frappe pas au bon endroit*.

Il a été question de mesures telles que le *renforcement de la production d'intrants agricoles*, etc.

MILIOUTINE. C'est l'élément central.

BOUKHARINE. C'est l'une des choses essentielles.

MILIOUTINE. Les produits industriels, principalement les machines agricoles ; l'industrialisation est essentielle.

BOUKHARINE. On dit parfois aujourd'hui des biens industriels, qui sont les moyens de production, que dans telle ou telle région ils sont en jachère. Mais il faut remarquer qu'il ne peut y avoir d'amélioration dans nos relations avec la paysannerie moyenne et pauvre que si l'ensemble du système de relations est correct. Vous pouvez avoir des moyens de production, mais si vous menacez de prendre des mesures extraordinaires, les paysans ne les achèteront pas, car il n'est pas rentable de les *utiliser*.

MILIOUTINE. Tu augmentes les prix de l'argent.

BOUKHARINE. C'est pourquoi il est possible de gâcher les choses par différents bouts : par un bout, par l'autre et par le troisième : on ne peut pas réduire l'impôt d'une main et introduire

des mesures extraordinaires de l'autre. La condition préalable, qui devrait être obligatoire, est la stabilité connue de toutes les règles juridiques et la stabilité encore plus grande de la taxe agricole. Il se peut qu'il faille pour cela effectuer un travail supplémentaire assez important, qui demandera beaucoup de temps et de travail ; mais vous savez tous, camarades, par expérience, que même après la dernière réforme de la taxe agricole, celle-ci a suscité des protestations dans certains endroits, en raison d'un certain nombre de soi-disant "incohérences". Par conséquent, *une plus grande réflexion sur la politique fiscale et une plus grande stabilité, une beaucoup plus grande stabilité des normes de la fiscalité agricole* devraient être l'une des mesures principales et centrales que nous devrions prendre.

Enfin, parmi les questions concernant ce domaine de relations, je dois m'attarder sur *la question de la coopération*, d'une plus grande éligibilité dans cette coopération, etc. Ce sujet est suffisamment clair en soi, il a été discuté à maintes reprises dans les organes de notre parti, dans nos journaux, etc. Néanmoins, nous devons dire que dans une large mesure, grâce à des circonstances et des mesures extraordinaires, les organes coopératifs sont devenus dans une large mesure la même chose, un moyen de pression de l'État, un moyen d'"administration" de l'État. Cela s'est produit tout à fait "naturellement" en raison du couplage de tous les éléments de la politique économique. Ce type de phénomène devrait être détruit de la même manière, avec des mesures extraordinaires. Voilà, me semble-t-il, à peu près l'ensemble des mesures qui doivent être prises pour poser un peu différemment la question de nos rapports avec les grandes masses de la paysannerie, ou plutôt, *tout à fait* différemment, de nos rapports avec la paysannerie moyenne et pauvre.

MILIOUTINE. C'est une approche par la consommation et non par la production.

BOUKHARINE. Je dois dire quelques mots sur le "marché libre". On m'a reproché de prêcher le "marché capitaliste" dans notre pays. Tout d'abord, je dois dire que cette expression "marché capitaliste dans notre pays", même si je ne parlais pas d'une régulation étatique ferme, est une absurdité flagrante. Le marché est, selon la doctrine de Marx, ce qui reflète les rapports de *production*. Si, par exemple, même sur la base d'un "marché libre", c'est-à-dire sur la base de relations de marché non réglementées par l'État, il y avait des relations de marché libre entre les pauvres et la classe moyenne d'une part, et l'industrie socialiste d'État d'autre part, alors même ce marché ne serait pas capitaliste, car l'usine d'État est une entreprise de "type constamment socialiste", et le producteur de marchandises ordinaire n'est pas du tout un capitaliste. Une autre chose est que grâce au marché, les relations capitalistes pourraient se développer (partiellement), c'est vrai ; mais pour appeler ce type de marché capitaliste - pour cela, il faut avoir une imagination trop audacieuse ou ne pas comprendre que les relations de marché sont un reflet des relations de production. Ensuite. Il va sans dire que dans nos conditions, parler de "relations de marché libres" revient à *parler d'"eau sèche"*. Dites-moi, s'il vous plaît ! Après tout, même sous le capitalisme monopolistique, il n'y a pas de marché libre, parce qu'il y a une gigantesque concentration et centralisation de la production. Alors, avec une concentration encore plus énorme de notre production, avec une concentration énorme d'usines et d'établissements, pouvons-nous avoir un "marché libre" ? Pour qu'il le soit, il faut "peu de choses" : il faut détruire la nationalisation de la terre, il faut détruire la nationalisation de nos usines, il faut détruire la dictature du prolétariat - ni plus, ni moins ! Cette "interprétation" repose donc sur une compréhension quelque peu primitive, pour ne pas dire plus, de ce que l'on appelle le "marché libre". Je le répète, il n'y a pas de marché libre dans les pays du capitalisme monopolistique, dans les branches et les sections de l'économie

où il y a une concentration monopolistique de l'industrie. Mettre l'accent sur le "libre jeu des forces économiques", c'est donc *raisonner sans rien comprendre au sujet*, c'est raisonner sur de "l'eau sèche". Or, il va de soi que nous n'avons pas assez de ces facteurs. Il va de soi que nous devrions et devons utiliser tous les puissants régulateurs dont nous disposons : toute la puissance concentrée de notre appareil économique étatique dans son ensemble. Mais c'est une chose, et les mesures extraordinaires en sont une autre. Je serais absolument fou et je m'éloignerais complètement du communisme si je disais : n'utilisez pas le pouvoir concentré de votre appareil économique d'État. Bien sûr, cette puissance est notre plus grand outil dans la lutte contre l'élément petit-bourgeois et contre toutes les autres forces. Mais de là, comme d'une étoile dans le ciel, on est loin de l'utilisation de mesures extraordinaires, de l'utilisation de mesures répressives de notre appareil monstrueusement grand. Je dois rejeter résolument l'accusation selon laquelle je prêcherais le "libre jeu des forces économiques", le "libre marché capitaliste", etc. etc. Tout cela n'est que le fruit d'une imagination contrariée.

Moi, camarades, je dois rappeler et souligner avec force qu'il n'est en aucun cas possible de concevoir l'économie individuelle comme une économie de koulak. A ce propos, plusieurs remarques m'ont été adressées depuis les sièges lorsque j'ai parlé de l'agriculture individuelle. "Elle se présente sous de nombreuses formes. Merci ! Je vous remercie humblement pour une telle "découverte" ! Bien sûr, elle peut être différente, mais je parle toujours de *l'essentiel* de l'économie paysanne, c'est-à-dire de l'agriculture individuelle des *classes pauvres et moyennes*. La ferme koulak est aussi une ferme individuelle, mais c'est une ferme *capitaliste* plus ou moins importante, ou une ferme capitaliste en croissance, c'est-à-dire une ferme qui exploite de la main d'œuvre salariée. Mais beaucoup de gens ont l'idée trotskiste complètement fautive que si l'on parle de l'essor de l'économie individuelle, on est "par la même occasion" favorable au développement de l'économie capitaliste. Pourquoi ? Parce qu'il faut, camarades, voir la réalité qui existe dans notre pays. Notre village, contrairement à toutes les fables de l'opposition, n'est pas un village terriblement riche. Notre village est encore un village pauvre, la pauvreté barbare règne encore dans notre pays. Dans certains territoires, le nombre de personnes sans chevaux atteint 40 % et plus.

KOSSIOR. Plus de 40. Dans le Caucase du Nord, jusqu'à 50 %.

BOUKHARINE. Encore plus de 40. Voici une image de notre village. Notre homme de classe moyenne est encore en grande partie misérable et à moitié appauvri d'un point de vue économique. Bien entendu, les types d'intermédiaires varient d'une région à l'autre. Par exemple, la classe moyenne sibérienne n'a rien à voir avec la classe moyenne de la région centrale de la Terre Noire. C'est ce que je souligne particulièrement, et j'en ai déjà parlé.

KAGANOVITCH. Et le koulak ?

BOUKHARINE. Le koulak ? Nos catégories sociales, cher camarade, sont fondées sur le critère de l'attitude à l'égard de *l'exploitation du travail*. Le koulak n'est peut-être pas particulièrement "riche", mais s'il exploite une main-d'œuvre régulièrement embauchée, c'est un petit *capitaliste*. C'est d'ailleurs le vieux débat entre marxistes et non-marxistes, les marxistes s'accrochant toujours à ce critère plutôt qu'à un autre.

Alors, camarades, si vous présentez ce tableau de la pauvreté villageoise, que nous *avons encore sous les yeux*, à grande échelle, et que vous vous demandez : et dites-moi, s'il vous plaît, pour cette masse, si nous parlons d'exploitations individuelles et de leur développement sur le *modèle des exploitations individuelles*, combien de temps reste-t-il à la classe

supérieure exploiteuse pour se développer ? Je pense qu'il y en a beaucoup. Cette distance - de l'homme pauvre et de l'homme de la classe moyenne au koulak - est une distance énorme pour l'ensemble des masses, et nous n'avons absolument pas à craindre que des couches gigantesques de koulaks se développent bientôt à partir de là. Et c'est précisément cette circonstance qui nous permet de combiner la construction de fermes collectives et de fermes d'État avec l'essor de l'agriculture individuelle, avec sa coopération systématique, et en même temps de ne pas avoir peur du fait que nous parlons directement de la possibilité et de la nécessité de développer les fermes des personnes de la classe moyenne et des pauvres. Il n'y a là rien de terrible. Et il y a encore d'énormes possibilités de développement ici, contrairement à un certain nombre de théories "les plus récentes", qui disent qu'il n'y a pas de telles possibilités, que toutes les possibilités sont "épuisées" ici. Et Staline avait raison, lui qui, lors de l'un des congrès du parti, a déclaré qu'une simple alphabétisation, quelques améliorations culturelles élémentaires pouvaient entraîner une augmentation gigantesque de la production. Pourquoi, si c'était vrai il y a deux ans, ça ne l'est plus aujourd'hui ? Et pourquoi ne pas faire de cette "vérité" un des leviers de notre politique ? Il n'y a là rien de terrible.

MILIOUTINE. Qui dit cela, alors ?

BOUKHARINE. Camarades, il me semble qu'à l'heure actuelle, si nous prenons toutes les mesures pour stimuler l'agriculture individuelle et en même temps jeter les bases d'une grande céréaliculture par le biais des fermes collectives et d'État, si nous prenons un certain nombre de mesures combinées, alors nous jetterons une base solide pour l'industrie et créerons ainsi toutes les conditions pour avancer le plus rapidement possible sur la voie de l'industrialisation du pays.

De ce point de vue, du point de vue de cette attitude économique, la *question des groupements de classes* est un autre aspect du problème. La menace qui pèse sur la smytchka, que nous reconnaissons tous et qui n'est pas encore écartée et qui, dans certains endroits, connaît une certaine aggravation, doit, bien entendu, être également considérée du point de vue des relations sociales et des *relations de classe*. De nombreux camarades pensent parfois que la situation est comme s'il n'y avait pas de problème particulièrement alarmant. Après tout, nous savons très bien qu'au sein d'un certain nombre de couches de la classe ouvrière, qui touchent notre parti, il y a un sentiment extrêmement positif, il y a un sentiment de mouvement en avant, de pouvoir social croissant, etc. Pour l'instant, c'est encore là :

SKRYPNIK- Jusqu'à présent !

BOUKHARINE. Je vais vous dire *pourquoi* j'ai dit "pour l'instant".

Il serait absurde qu'il en soit autrement. Car le problème se pose aujourd'hui de façon tout à fait différente et ne peut se poser de la même façon qu'il se posait dans les jours critiques de 1921. L'agencement des forces de classe et l'agencement des principaux ensembles économiques dont nous disposons sont complètement différents, complètement différents du passé. Nous n'avons pas d'usines exsangues, nous avons des usines pleines de sang ; nous n'avons pas de géants exsangues pour fabriquer des "briquets". Ces puissants géants grandissent, notre construction va de l'avant, et ce n'est pas que nous ayons des usines poussiéreuses, etc. comme c'était le cas auparavant. Le fait est que toute cette grande machine, avec le prolétariat assis dedans, est susceptible, comme un avion, de s'élever un peu du sol, mais son moteur peut alors s'arrêter. C'est là le danger.

VOROCHILOV. Et alors quoi ?

ORDJONIKIDZE. Le moteur s'est arrêté, on sait ce que c'est.

VOROCHILOV. Et ensuite le crash ?

BOUKHARINE. Je pense que cela n'arrivera pas, parce qu'après tout, les pilotes sont assez expérimentés dans le pilotage de l'avion.

ORDJONIKIDZE. Voilà ce qu'il faut faire.

BOUKHARINE. Mais l'une des qualités d'un pilote expérimenté est qu'il voit dans quel état se trouve le lieu d'atterrissage, à quelle distance il se trouve et comment fonctionne le moteur.

YAROSLAVSKY. Et à quelle distance vous avez volé.

BOUKHARINE. Camarades, nous avons le point principal et douloureux - du point de vue de l'équilibre des forces de classe - les larges masses de la paysannerie. Dans les campagnes, le koulak, bien sûr, s'empare maintenant d'une certaine force. Il prend une certaine force non seulement "en général" et non seulement parce que nous l'attaquons avec le secteur socialiste, mais aussi parce que dans un certain nombre de régions *productrices*, nous avons frappé les *pauvres* et les intermédiaires par des mesures extraordinaires ; que dans un certain nombre de régions *consommatrices*, nous n'approvisionnons pas suffisamment en blé les *pauvres* et une *certaine partie des intermédiaires*. D'autre part, quelle est la situation actuelle des *pauvres* dans les villages ?

Puisque nous ne pouvons pas les aider au point de transférer immédiatement une grande partie d'entre eux au mouvement des fermes collectives, puisqu'ils ne reçoivent pas assez de blé, où doivent-ils chercher une issue élémentaire ? L'idéologie de ce mouvement doit naturellement être modelée sur l'idéologie des "kumbedov"⁹⁷, et il est donc tout à fait naturel que nous puissions compter dans une certaine mesure sur les *pauvres* pendant les mesures d'urgence. Mais ce n'est en aucun cas une solution à l'ensemble du problème, c'est-à-dire au problème *de la production*, car c'est une solution pour une année, comment *distribuer* le blé *déjà* produit cette année, mais ce n'est pas du tout une solution au problème de la *production de céréales*, comment produire *plus de céréales d'une année sur l'autre*. De plus, le koulak, en distribuant du blé dans les cours [?], crée un blocage entre lui et une partie des *pauvres* et de la classe moyenne.

Or, lorsque nous parlons de *lutte des classes*, nous reconnaissons aujourd'hui comme un fait l'aggravation de la lutte des classes et l'aggravation des formes de cette lutte des classes.

ORDJONIKIDZE. Il y a quelques mois, tu en débattais.

BOUKHARINE. Non, non, rien de tel !

ORDJONIKIDZE. On en a discuté, on en a discuté. Dans le comité de résolution, on se disputait.

VOROCHILOV. Tu as qualifié d'idiote l'aggravation de la lutte des classes.

BOUKHARINE. *Ce n'est pas cela* le débat. J'ai qualifié d'idiote la position selon laquelle nous devons élever l'aggravation de la lutte des classes au rang de loi de notre période de

⁹⁷ [Les comités de *pauvres* de 1918]

reconstruction et que nous devons enflammer la lutte des classes. C'est *ce que* j'ai qualifié d'idiotie et c'est *ce que je dis encore aujourd'hui*. Mais les faits sont là, il y a des formes de lutte des classes dans les campagnes, lorsqu'ils s'immolent par le feu, lorsque le nombre d'incendies augmente, lorsque le nombre de meurtres augmente. Je ne pense pas que nous soyons intéressés par ces formes de lutte des classes, par cette aggravation de la lutte des classes. C'est pourquoi, camarades, je crois qu'une attaque aggravée contre le koulak doit d'abord aller dans le sens d'une *taxation*. C'est *ainsi* que nous pourrons - si nous le voulons - le mettre à genoux.

MIKOYAN. Et pourquoi es-tu favorable à l'abolition de l'imposition individuelle du koulak ?

BOUKHARINE. D'un autre côté, nous devons suivre la politique de développement de toutes les formes socialistes de notre économie. Le camarade Mikoyan me répète la même chose : tu es en faveur de l'abolition de l'impôt individuel.

Oui, je suis favorable à la suppression de l'imposition individuelle.

MIKOYAN. Tu vas nous amener à la dernière ligne !

BOUKHARINE. Vous pensez qu'il est évident que l'on ne peut limiter le koulak et le réduire que sur une base *individuelle*.

VOIX. On peut le faire en masse, penses-tu !

BOUKHARINE. Oui, on peut le *faire* en masse, et on peut le faire *par la loi*, et on peut augmenter le taux d'imposition pour qu'il soit *plus élevé* que vos taux individuels. C'est possible. Je pense qu'il faut être un petit enfant pour ne pas comprendre cette simple vérité. Et la raison pour laquelle j'étais contre l'imposition individuelle et en faveur de son *remplacement par une imposition plus élevée encore, non individuelle*, est très claire. Parce que l'imposition individuelle signifie que les autorités locales peuvent taxer *à leur guise*.

VOROCHILOV. Cela signifie que l'on peut identifier un koulak et le taxer !

BOUKHARINE. On peut identifier un koulak de la manière suivante : un ou deux, ou *tous*, si tous, alors tous doivent être taxés, et pas au choix : je ne taxerai pas mon entremetteur[*sic*], mais j'en taxerai un autre.

VOROCHILOV. Ce n'est pas bien, tu taxes aussi ton entremetteur !

BOUKHARINE. Et c'est précisément ce à quoi conduit la pratique de l'imposition individuelle !

Vladimir Ilitch a écrit sur la lutte effrénée contre les éléments capitalistes. Dans la citation que j'ai faite aujourd'hui, Vladimir Ilitch a dit que nous allions éliminer des centaines de milliers de koulaks avec des tracteurs, etc. Et c'est tout à fait exact.

ORDJONIKIDZE. C'est pourquoi nous construisons des usines de tracteurs !

BOUKHARINE. Le problème de la lutte des classes est que, par l'essor frénétique de notre secteur socialiste et de notre industrie, nous devrions gagner de telles positions et les faire progresser de plus en plus, de sorte que les éléments capitalistes seront déplacés et finiront par se retirer dans le domaine de la légende.

VOIX. Le koulak sera-t-il silencieux ?

BOUKHARINE. Le koulak ne se taira pas, mais le koulak est une petite minorité de la population, une bande. Si nous poursuivons une telle politique, avec la classe moyenne de notre côté, les pauvres de notre côté, les prolétaires ruraux de notre côté, alors le koulak isolé ne vaut pas un clou en tant qu'adversaire de classe, mais si une partie des pauvres et une partie de la classe moyenne *sont jetées sur lui en tant qu'alliés* par des "mesures extraordinaires" et d'autres choses tout aussi amusantes, alors il devient une menace sociale majeure.

STALINE. Et le koulak n'aime pas les mesures extraordinaires après tout.

BOUKHARINE. Bien sûr qu'il n'aime pas les mesures extraordinaires. Mais, malheureusement, *l'homme de la classe moyenne ne les aime pas non plus. Tu ne l'as pas remarqué, camarade Staline ! Et c'est là tout l'intérêt et toute la difficulté !*

VOIX. Une compréhension originale du koulak.

BOUKHARINE. Camarades, un certain nombre d'orateurs ici présents m'ont fait de tels reproches, soit dit en passant. Certains m'ont dit : "Eh bien, pourquoi n'avez-vous jamais parlé de toutes ces questions économiques, etc. D'autres ont dit : "Pourquoi n'avez-vous jamais parlé de vos *désaccords* ?"

ORDJONIKIDZE. C'est vrai !

BOUKHARINE. Bon, très bien : "C'est vrai !" Vous me forcez par vos méthodes à vous lire une lettre que j'ai écrite au camarade Staline *avant même* le Plenum de juillet, c'est-à-dire *dans les premiers jours de juin 1928*.

VOIX. Quand l'avez-vous écrite ?

BOUKHARINE. En juin, les 1^{er} et 2 juin 1928, j'ai écrit au camarade Staline :

"Koba⁹⁸. Je t'écris, je ne te parle pas, parce qu'il m'est trop difficile de parler et que je crains que tu ne m'écoutes pas jusqu'au bout. Mais tu liras la lettre. Je considère que la situation intérieure et extérieure du pays est très difficile. Je pense que nous devrions réfléchir à un plan d'ensemble, en particulier d'ici à ce que la nouvelle récolte soit réalisée. Nous ne nous contenterons pas des fermes collectives, qui seront encore en construction pendant plusieurs années. Nous ne pourrons pas leur donner des fonds de roulement et des machines d'un seul coup. Si nous entrons dans la période de la nouvelle récolte avec des relations extrêmement dégradées avec la population, nous risquons d'échouer dans la nouvelle campagne. Il faut se préparer, et se préparer sérieusement, par différents bouts : sur le plan fiscal, sur le plan des biens industriels, sur le plan des prix, sur le plan du plan opérationnel d'importation des marchandises, sur le plan du détail des opérations dans les districts.

Que faisons-nous ? Nous avons développé une quantité énorme de travail critique à partir de la base. C'est une bonne chose. Mais nous n'avons pas une seule fois, même dans le cadre le plus étroit, même le lundi, *pas une seule fois*, je le répète, pas une seule fois, discuté de questions générales de politique. J'ai timidement tenté, avant même le plénum, de soulever des questions générales. Elles ont échoué. Et maintenant ?

Premièrement, nous et l'ensemble du parti n'avons pas de plan cohérent. Nous agissons pire que des super-empiriques du type le plus grossier.

Deuxièmement, nous avons désorienté idéologiquement le parti ...

⁹⁸ Koba est l'un des pseudonymes du parti de I. V. Staline qui, à l'époque considérée, était utilisé par ceux qui le connaissaient de près

Nos mesures extraordinaires (nécessaires) se sont déjà transformées idéologiquement en une *nouvelle ligne politique, différente* de celle du XV^e Congrès..... Je ne crains pas le moins du monde de m'écarter des résolutions du Congrès, si cela s'avère nécessaire. Mais quelle est cette nécessité ?

S'il s'agit du koulak, qu'en est-il des 900 millions⁹⁹, aujourd'hui reconnus comme mythiques ? Et si nous n'avons que peu de blé, comment "réguler le koulak" ? Si tout le salut est dans les fermes collectives, d'où vient l'argent pour leur mécanisation ? Et est-il juste que nos fermes collectives se développent sur la pauvreté et le dénuement ? Le programme d'implication de la petite épargne est-il toujours d'actualité ou est-il obsolète ? Sur l'essor des exploitations individuelles, ou est-ce également dépassé ? Quelle est l'erreur d'Iv. Nik. Smirnov, que vous avez tant critiqué en votre temps, à la lumière des faits nouveaux ? etc.

Mais c'est "général". Un plan de *campagne* pour l'*automne* est encore plus pertinent. Or, nous n'avons ni ligne ni terrain d'entente. N'est-ce pas angoissant ? Nous avons même cessé de parler de ces sujets : on craint de parler, personne n'aime dire des gros mots. Mais si même le laboratoire central de la pensée est détruit, s'il est impossible de discuter entre nous des questions politiques les plus importantes sans crainte et sans soupçon de mauvaise conscience, alors la situation devient dangereuse. L'économie nationale n'est pas un secrétaire exécutif. Il n'est pas menacé de procès, on ne lui crie pas dessus, et nous n'avons pas de délibération. "

"...Je t'ai déclaré que *je ne me battrais pas et que je ne veux pas me battre*. Je sais trop bien ce qu'un combat peut signifier, même dans des conditions aussi difficiles que celles dans lesquelles se trouvent notre pays et notre parti.

Je te demande de considérer une chose maintenant : *donne-nous la possibilité de tenir le Congrès en paix ; ne fais pas de fissures inutiles ici ; ne crée pas une atmosphère de ragots (n'aide pas cette cause avec des choses telles que le renvoi hâtif de Slepkov)*¹⁰⁰ .

Finis le congrès (et la [?]), et je serai prêt à aller n'importe où, sans combat, sans bruit et sans lutte.

N. Boukharine¹⁰¹ .

Pourquoi est-ce que je lis cette lettre ? Parce qu'ils ont osé me dire : tu es malhonnête, tu es inadmissible, tu n'as parlé à personne de tes divergences, personne n'était au courant de ces divergences, c'est pour *cela que cela a été découvert*, cela a été *découvert*, disent-ils, seulement parce que la "proclamation trotskiste" a été publiée¹⁰² .

⁹⁹ Les 900 millions mentionnés dans la lettre font référence au stock de blé commercialisable en pouds, que le village aurait possédé. En réalité, ce chiffre est le résultat de calculs erronés effectués par les autorités statistiques et utilisés à l'origine par l'opposition trotskiste. Voir aussi la présente édition, ci-dessus, p. 14.

¹⁰⁰ Slepkov A. N. (1899-1937) - membre du Parti depuis 1917. En 1924-1925, il est membre du MK du PCR(b). En 1925, il est rédacteur en chef de la "*Komsomolskaya Pravda*". En 1924-1928, il est membre du comité de rédaction du magazine "*Bolshevik*" et du comité de rédaction de la "*Pravda*". De juillet 1928 à juillet 1929, chef de l'agit-prop du comité régional de Srednevolzhsky du P.C.(b) de toute l'Union (c'est ce que N. I. Boukharine a voulu dire en parlant de son renvoi " précipité " de Moscou par Staline). Il travaille ensuite comme pédagogue à Samara et à Rostov-sur-le-Don. En 1930, il est exclu des rangs du parti communiste (b) de l'Union, puis réintégré en 1932. En octobre 1932, il est à nouveau exclu. Répression illégale. Réhabilité à titre posthume.

¹⁰¹ [Le texte intégral de cette lettre du 1^{er} ou 2 juin (datée par erreur d'août 1928) est publié dans : Vanessa Voisin, *Le mythe du complot en URSS (1928-1933)*, 2002, pp. 399-406 et reproduit sur le site MIA-français dans les *Œuvres* de Boukharine]

¹⁰² Il s'agit du compte rendu de la conversation avec L.B. Kamenev.

Et je dis que cette accusation est *scandaleuse, éhontée*. Car j'ai parlé, j'ai écrit, j'ai frappé à ces mêmes portes, mais je n'ai reçu aucune réponse. Cette lettre met en pièces la légende selon laquelle personne n'a écrit, que "personne ne savait", que personne n'était au courant d'une quelconque controverse et que, par conséquent, ce n'est que sur la base de cette pure "ignorance"...

ORDJONIKIDZE. Et pourquoi ?

BOUKHARINE. Attendez, ne m'interrompez pas !..., et que c'est seulement sur la base de cette ignorance qu'ils ont écrit une déclaration à la commission restreinte¹⁰³ du Congrès de la Comintern sur l'unité de vues au sein du BP.

STURUA¹⁰⁴. Après cette lettre de Kamenev ?

BOUKHARINE. *Avant toute lettre*. Je dis que *le 1er juin...*

VOIX. Cela coïncide.

BOUKHARINE. Si vous vous rappelez même le texte de la lettre de Kamenev, il y est dit que j'étais dans un état d'excitation terrible.

MIKOYAN. Pourquoi, est-ce vrai ?

BOUKHARINE. Oui, c'est vrai.

MIKOYAN. Dis-moi ce qui n'est pas vrai, ou tu ne pourras pas le comprendre.

BOUKHARINE. Camarades, comment s'est passée l'affaire en réalité ?

Vous demandez : pourquoi as-tu exigé une déclaration d'unité à l'époque ? Oui, parce que si cette déclaration n'avait pas été faite, *je n'aurais pas pu conduire le Congrès à son terme*. C'est tout. Quel choix avais-je ? Je ne pouvais pas aller jusqu'à la fin du congrès, et j'étais presque le seul présent. Vous voulez donc que, pour des raisons personnelles, je ne termine pas le congrès ? J'aurais abandonné le congrès et, en fin de compte, j'aurais provoqué un scandale mondial ? C'est ce que je devais faire ? Je n'avais qu'une seule issue, et c'est ce que j'ai fait. Et c'est sur la base de cela que vous, camarades, dans la résolution, vous proposez de m'accuser de malhonnêteté élémentaire !

Nous avons eu des conversations plus détaillées sur la politique économique. Ici, par exemple, j'ai heureusement conservé une note, qui est une correspondance entre moi et le camarade *Staline* au sujet de certaines des propositions du camarade *Mikoyan*. Elle est encore plus ancienne que la lettre que j'ai lue. Ce que j'ai lu en premier, ce sont les 1er et 2 juin, et cette correspondance fait référence à la réunion du Politburo du 17 mai 1928, au cours de laquelle le plan d'importation de Mikoyan a été discuté. J'ai écrit une note au camarade *Staline*. Cette note se lit comme suit :

"J'ai une peur bleue de ce qui suit :

¹⁰³ *Senoren-Convent* - Conseil des Anciens ou Conseil restreint du VI^e Congrès de la Comintern (organe délibérant)

¹⁰⁴ Sturua I. F. (1870-1931) - membre du parti depuis 1896, participant à la lutte pour le pouvoir soviétique en Transcaucasie. À partir de 1921, président du conseil du parti de la commission régionale de contrôle de Transcaucasie, en même temps qu'en 1922-1924, commissaire du peuple à l'agriculture de la République socialiste soviétique de Géorgie. Membre du comité central du parti communiste bolchevique de toute l'Union (depuis 1924). Membre du comité exécutif central de l'URSS.

Dans les trois notes de Mikoyan, la tendance est la suivante : 1) le forçage des exportations industrielles ; 2) l'abandon du blé (céréales) en tant qu'objet d'exportation.

Par conséquent :

- a) nous prolongeons la famine des produits de base dans le pays ;
- b) nous forçons l'industrie à travailler pour l'exportation ;
- c) nous ne prenons pas de mesures pour développer l'exportation agricole (exportation de céréales) ; d) un pays agraire est engagé dans l'exportation industrielle.

Au lieu de cela, il est nécessaire de :

- 1) *forcer* l'industrialisation en travaillant pour le marché intérieur ;
- 2) *industrialiser* l'agriculture, en augmentant sa productivité (en mécanisant également la culture des céréales) ;
- 3) se concentrer sur les exportations agricoles à des fins d'industrialisation.

Il n'y a pas de collectivisation possible *sans une certaine accumulation dans l'agriculture*, car les *machines* ne s'obtiennent pas gratuitement, et avec un millier de charrues, on ne peut pas faire un seul tracteur.

Je crains fort qu'il y ait un *défaut organique* :

Ce n'est pas le type d'industrialisation qui est censé industrialiser également l'agriculture, mais la séparation de l'industrie et de l'agriculture et la stabilité de la production de céréales, etc.

Cette politique ne fera qu'exacerber les difficultés gigantesques".

Note du camarade Staline sur cette note :

"C'est vrai. Mikoyan a une telle tendance (erronée), qui ne découle pas d'une politique consciemment adoptée, mais de certaines considérations empirico-pratiques (que je ne connais pas). Mais ce n'est pas grave, car Mikoyan *ne résout pas* le problème ici. St."

Voici une petite mise en garde contre d'éventuelles erreurs de parcours. On peut ne pas être d'accord avec moi, on peut dire que je prêche la mauvaise chose, mais on ne peut pas me jeter à la figure, à la lumière de *ces faits*, l'accusation que personne ne savait rien, que rien n'était connu de personne, qu'il n'y avait "rien de tel", etc. Vous ne pouvez pas déformer la vérité de manière aussi cavalière !

Il se peut que je doive envoyer de vieux documents au plenum du Comité central, qui montreront à quel point toutes les accusations qui ont été mentionnées ici sont correctes.

J'en viens maintenant à la lettre de Kamenev.

Camarades, je dois dire que j'ai parlé plusieurs fois dans des réunions officielles des accusations concernant la fameuse "lettre de Kamenev"¹⁰⁵, comme vous le savez probablement : à la première réunion du Politburo, à la réunion conjointe et à la deuxième réunion conjointe du Politburo et du Présidium du Comité central - j'ai reconnu immédiatement qu'une erreur avait été commise de ma part, que je considérais toute la conversation avec Kamenev comme une erreur. Mais je dois protester résolument contre

¹⁰⁵ Voir plus haut, note 6, p. 3.

l'imposition répétée et systématique de ce qui, après tout, n'existait pas. Je nie catégoriquement la question du bloc, Kamenev la nie, Sokolnikov¹⁰⁶ la nie.

STALINE. Kamenev ne nie pas l'authenticité de sa lettre, et il parle du bloc.

BOUKHARINE. Il le nie deux fois dans ses lettres, et ce qu'il dit sur le bloc, si je ne me trompe pas, ne provient pas du récit du camarade Kamenev lui-même.

VOIX. Du récit de Kamenev.

BOUKHARINE. J'aurais "négocié" avec Kamenev pour *modifier la composition du Politburo*.

ORDJONIKIDZE. Il dit que nous préférons Zinoviev et toi à Staline et Molotov.

BOUKHARINE. C'est ce qu'il "dit". Mais je n'ai pas à répondre de chaque mot qu'il dit...

ORDJONIKIDZE. C'est une autre affaire.

BOUKHARINE. ...Pas forcément ! Expliquez-moi, s'il vous plaît ; l'image est vraiment une image : je "négocie" avec Kamenev pour changer le Politburo. Qu'est-ce que cela signifie, d'une manière générale ? Comment Kamenev et moi pouvons-nous "changer" la composition du Politburo ?

ORDJONIKIDZE. En général, une grande folie, c'est exact.

BOUKHARINE. Je ne comprends pas du tout.

VOIX. Et nous ne le comprenons pas non plus.

STURUA. Et quel était le but de votre visite au camarade Kamenev ?

BOUKHARINE. Et le but de la conversation était celui-là même que j'ai déjà mentionné et qui est imprimé dans le livre rouge¹⁰⁷. Je vous ai déjà lu une lettre qui racontait comment on empoisonnait ma personne, et moi, ayant compris qu'on voulait ainsi m'empoisonner, j'ai dit : "Ne m'empoisonnez pas, s'il vous plaît".

ORDJONIKIDZE. Est-ce que vous avez dit que "nous préférons vous et Zinoviev" ?

¹⁰⁶ Sokolnikov (Brillant) G. Y. (1888-1939) - dans le mouvement révolutionnaire depuis 1903. Membre du parti depuis 1905. Participant à la révolution de 1905-1907. En 1909-1917, en exil. Retour en Russie après la révolution de février (1917). À partir d'avril 1917, membre du comité de Moscou et du bureau régional de Moscou du POSDR(b). Membre du comité exécutif du Soviet de Moscou. Délégué à la VII^e conférence (avril) du POSDR (b) et au VI^e congrès. Membre du comité de rédaction de la Pravda. Participe au soulèvement armé d'octobre, membre du bureau politique pour la direction du soulèvement. En 1918, membre de la délégation qui a signé le traité de paix de Brest avec l'Allemagne. En 1918-1920, il participe aux activités militaires et politiques de l'Armée rouge. À partir de 1920, commandant du front du Turkestan, président du comité exécutif central panrusse du Turkestan et du commissariat du peuple de la RSFSR. À partir de 1921, membre du conseil d'administration du commissariat du peuple aux finances, commissaire adjoint, commissaire aux finances à partir de l'automne 1922. À partir de 1926, vice-président du comité de planification de l'État de l'URSS ; à partir de 1928, président du Neftesindikat. À partir de 1929, il est ambassadeur en Angleterre, commissaire adjoint du peuple aux affaires étrangères de l'URSS, puis, jusqu'en 1936, commissaire adjoint du peuple aux forêts de l'URSS. En 1917-1919 et 1922-1930, il est membre du comité central du parti (en 1930-1936, il est candidat) ; en 1924-1926, il est candidat au poste de membre du Politburo. En 1936, il est exclu du parti. Répression illégale. Réhabilité à titre posthume.

¹⁰⁷ Il s'agit de bulletins d'information destinés à un usage officiel.

BOUKHARINE. Je vous ai dit que je n'avais rien dit. Vous pouvez me croire ou ne pas me croire, vous pouvez dire que je mens - c'est une question de conscience, mais je ne peux pas répéter la même chose.

ORDJONIKIDZE. Ce n'est pas la même chose.

BOUKHARINE. Comment se fait-il que lorsque Kamenev déclare qu'il n'y a pas eu de discussion sur le bloc, on ne le croit pas ? En fait, bien sûr, il n'y a pas eu de discussion sur le bloc, mais vous avez dû la créer, et vous l'avez "créée". Chacun d'entre vous sait que j'ai des divergences politiques majeures avec Kamenev et Zinoviev. La suite des événements l'a confirmé. Mais toute cette discussion sur un bloc avec Kamenev est destinée à dissimuler *l'autre "bloc"* qui est *en train d'être planifié*, qui est en train d'être conclu par certains camarades du Politburo avec d'anciens trotskystes.

ORDJONIKIDZE. Avec qui, par exemple ? Parlez-en directement.

ROUDZOUTAK. Parlez jusqu'au bout. Qu'est-ce qu'il y a ?

VOIX. Kamenev et Zinoviev avaient des divergences avec Trotsky, mais ils se sont ensuite unis.

BOUKHARINE. Eh bien, je ne m'unirai jamais à Trotsky, car je n'ai aucune base politique pour cette union. Je n'ai *aucune base politique* pour cette union ! Mais demander aux membres du Parti, avec lesquels j'ai travaillé pendant plusieurs décennies, de ne pas participer au harcèlement dont j'ai fait l'objet, *je ne vois rien de répréhensible là-dedans*. Mon erreur est d'avoir parlé avec trop de franchise, trop de confiance, de certaines choses internes, d'avoir parlé d'un certain nombre de personnes, etc. Je n'ai pas du tout supposé qu'il n'y avait pas de mesure dans la méchanceté humaine et qu'il était possible d'"enregistrer" et d'"utiliser" de telles conversations.

ORDJONIKIDZE. Boukharine, quels sont les membres du Politburo qui font bloc avec les trotskystes ?

BOUKHARINE. Je dirai ceci. Je parlais de l'attitude idéologique. En ce qui concerne l'attitude idéologique et, en particulier, la lutte contre nous, contre moi personnellement, Trotsky a écrit à ce sujet, soit dit en passant :

"Nous ne pouvons pas nier, cependant, que dans certaines questions élémentaires, Staline apprend..... Tout ce qu'il dit contre la droite a déjà été dit à maintes reprises contre lui. Il n'a pas ajouté un seul mot nouveau."

Et Preobrajensky¹⁰⁸ écrit à Trotsky :

"En même temps, nos divergences sur un certain nombre de questions capitales de politique économique se sont extrêmement réduites. Actuellement, des éléments sont en train de se créer pour *notre bloc* ou une autre forme de coordination avec le centre gauche. Il faut le dire ouvertement et en tirer les conclusions qui s'imposent."

¹⁰⁸ E. A. Preobrazhensky (1886-1937) - membre du parti depuis 1903, il a travaillé dans l'Oural après la révolution de février 1917. Après la révolution socialiste d'octobre, il travaille pour le parti et la politique militaire. En 1927, il est exclu du parti pour activités factieuses ; en 1929, il est rétabli dans ses fonctions, mais il est bientôt à nouveau exclu des rangs du parti. Répression injustifiée. Réhabilité à titre posthume.

Evgeniy Alekseevich Preobrajensky revient dans notre Parti, ce à quoi je n'ai pas d'objection.

KOSSIOR. On ne le sait pas encore.

GOUSSEV¹⁰⁹. Staline est-il allé le voir ?

BOUKHARINE. Vous pensez, camarade Goussev, que *Kamenev* devait nécessairement venir me voir, parce que sinon le prestige ou le rang de ma grande personne en souffrirait. Je n'ai pas encore atteint un tel degré d'arrogance bureaucratique !

Et voici ce que *Preobrajensky* écrit dans l'une de ses *dernières* œuvres, à savoir dans son discours à l'opposition. En énumérant divers faits de la vie du parti, il dit :

"De la comparaison de tous ces faits, nous devons tirer la conclusion fondamentale et finale que la politique du parti n'a pas dévié vers la droite après le XV^e Congrès, comme le craignait l'opposition (voir la plate-forme et la contre-thèse sur l'industrie), mais, au contraire, sur certains points essentiels, s'est sérieusement infléchie dans la bonne direction. Tout d'abord, nous devons parler des deux idées centrales avec lesquelles l'opposition unie s'adressait au parti : l'idée de renforcer le rythme de l'industrialisation et de l'accumulation socialiste et l'idée de combattre le capitalisme agraire comme le principal danger de dégénérescence et de tournant vers la voie capitaliste de développement. Malgré cette *grande victoire morale des points de vue de l'opposition, complètement disproportionnée par rapport à ses modestes forces (et qui ne s'explique donc pas seulement par ses efforts)*, l'opposition, à la suite des erreurs de la direction du Parti et de ses propres erreurs, est rejetée beaucoup plus loin du Parti qu'au moment de son exclusion au XV^e Congrès."

Elle se sent moralement victorieuse, et c'est pourquoi elle....

ORDJONIKIDZE. Est-ce que c'est ce qu'écrit Trotsky ?

BOUKHARINE. C'est ce qu'il écrit. Je ne suis pas particulièrement heureux de la "victoire morale" de Préobrajensky...

ORDJONIKIDZE. Et tu penses qu'ils ont gagné ?

BOUKHARINE. ...et d'autres opposants, et je ne suis pas prêt à m'en réjouir. Mais il est curieux que, même en ce qui concerne la question qui est directement discutée au Plénum actuel, c'est-à-dire la question du retrait des trois membres du Politburo, seul Lev Davidovitch Trotsky a déjà écrit, il y a longtemps, en présentant la demande de retrait comme sa demande.

ORDJONIKIDZE. Comme sa demande ?

VOIX. Parle franchement jusqu'au bout.

ORDJONIKIDZE. Trotsky a écrit qu'il était possible de faire bloc avec les Rykovites.

BOUKHARINE. Non, il a écrit *différemment* ; il a écrit sous cette forme : "concernant le bloc avec la droite et d'autres absurdités".

¹⁰⁹ Goussev S. I. (Drabkin Ya. D.) (1874-1933) - membre du parti depuis 1896, participant à la révolution de 1905-1907 et à la révolution d'octobre 1917 à Petrograd, membre du VRK - depuis 1918 - l'un des dirigeants politiques de l'Armée rouge. Candidat au comité central du parti de 1920 à 1923, membre du CCC à partir de 1923 (membre du présidium du CCC de 1923 à 1927). En 1923-1925, secrétaire du comité central du PCR(b). À partir de 1929, membre du présidium de la CEIC.

ORDJONIKIDZE. Non.

BOUKHARINE. Pas non, mais oui !

ORDJONIKIDZE. Lisons le document.

...

BOUKHARINE. Camarades, je n'ai pas grand-chose à dire en rapport avec ce que le camarade Tomsy a dit ici. Je voudrais m'arrêter en quelques mots sur la question de mon "non-travail" à la Comintern, dont le camarade Yaroslavsky a beaucoup parlé. J'ai déjà dit qu'au moment du Plenum de juillet, à la veille du Sixième Congrès de l'Internationale communiste, une situation extrêmement difficile et absolument intolérable s'était développée au sein de la Comintern. J'ai déjà dit, camarades, que c'est dans ce contexte que j'ai dû demander au Politburo - *c'est moi qui en ai pris l'initiative* - de soumettre une déclaration bien connue à la [Commission restreinte](#) du Sixième Congrès. Je vous ai expliqué, camarades, qu'autrement je n'aurais pas pu mener le Congrès à son terme. J'ai été placé dans une position telle que j'ai évité de recevoir une seule délégation étrangère venue me voir.

(l'interruption n'est pas notée.)

Pas du tout, camarade Staline ! J'ai évité sous tous les prétextes de recevoir ne serait-ce qu'une seule délégation étrangère, et pendant le Congrès, je *n'ai eu aucune* conversation séparée avec des délégations étrangères, bien qu'extérieurement, j'aie joué un rôle de premier plan dans le Sixième Congrès de la Comintern. Lovestone¹¹⁰, l'un des Américains, a déclaré lors d'une réunion de la [Commission restreinte](#) qu'il y avait en fait *deux* congrès : l'un ouvert et l'autre en coulisses, et que ce congrès en coulisses, puisqu'il impliquait différents groupes, etc. était dirigé contre Boukharine.

C'est ainsi que les choses se sont passées avant le Congrès et au Congrès, et cette situation explique la lettre que j'ai écrite à Staline à l'époque

Mais maintenant, au stade le plus proche des événements [[d'aujourd'hui, 18 avril 1929](#)], le 9 mars, le camarade *Manouilsky* donne des informations sur les événements du Politburo à tous les membres importants [[les « atouts »](#)] du CEIC¹¹¹, mais l'ensemble du matériel *ne leur est pas* donné. Les informations sont tirées des livres rouges d'une manière favorable à l'informateur. Bien sûr, s'il était nécessaire de présenter l'affaire au Comité exécutif de la Comintern avant le Plénum du Comité central, je n'y vois absolument aucune objection. Mais pourquoi le faire sans l'autorisation officielle du Politburo ? Pourquoi n'a-t-il même pas été notifié ? Je ne comprends pas cette attitude.

ORDJONIKIDZE. De quoi parlons-nous ?

BOUKHARINE. Nous parlons de mon cas, du cas de Rykov, Boukharine et Tomsy, que le camarade Manouilsky a communiqué le 9 mars au CEIC. Pour ma part, je *n'y vois pas*

¹¹⁰ Lovestone Jay (né en 1898 [[décédé en 1990](#)]) - l'un des dirigeants du parti communiste des États-Unis dans les années 20. En 1927-1929, il en est le secrétaire général. Lors du VI^e congrès de la Comintern, il est élu au présidium de la CECI. Solidaire de la ligne de Boukharine au sein de la Comintern, il est écarté de la direction du parti communiste américain en mai 1929. Dans les années 30, il est l'un des dirigeants du parti communiste d'opposition qu'il a fondé. De 1940 à 1974, il occupe des postes de premier plan au sein de la Fédération américaine du travail.

¹¹¹ Dans certains jeux de cartes, l'aîné [Onër - Onëp] est la carte la plus forte. [Equivalent français : Atout ?](#)

d'objection, mais il était nécessaire d'en informer officiellement le Politburo. Je *n'aurais pas présenté ma défense formelle* à la CEIC, mais j'avais *le droit formel* de me défendre. La Comintern n'est pas une section du Parti communiste (b) de l'Union soviétique, et le Parti communiste (b) de l'Union soviétique travaille comme une section de la Comintern. Formellement, j'avais *le droit de venir et de dire* : ceci et cela est faux.

VOIX. Pourquoi au Comintern ?

BOUKHARINE. Je n'irais pas me plaindre contre mon Comité central, même si je pensais qu'il m'avait fait la plus grande injustice dans sa résolution. Mais j'ai le droit d'exiger d'être au moins informé. Depuis quand est-il possible de porter plainte contre des membres du Comité central du Parti communiste (b) de toute l'Union et du Politburo *sans les en avertir* ? Je ne sais pas quand de telles manières ont existé auparavant. Qu'est-ce que tout cela signifie ? Cela montre que nous comprenons tous parfaitement le *comment*, le *quoi* et le *pourquoi*.

Maintenant, écoutez ! - *Trois jours* après cette "information", au congrès du Parti communiste américain ¹¹², où le camarade Dengel (allemand), ici présent, était l'un des délégués, une question a été soulevée à propos de mon cas au congrès du Parti communiste américain. Je le répète : officiellement, *je n'en sais rien*. Le Politburo *n'en sait rien* non plus. Sans aucune discussion de fond, une résolution est adoptée : soumettre à la CEIC la question de la possibilité du "maintien du camarade Boukharine à un poste de direction au sein de la Comintern"....

STALINE. Et nous n'en savions rien.

VOIX. Et nous n'en savions rien.

ORDJONIKIDZE. Qu'avons-nous à voir avec cela ?

BOUKHARINE. ... Je dois dire - j'espère que Staline le confirmera - que lors de la dernière réunion de la délégation russe, à laquelle j'ai assisté, j'ai exprimé mon point de vue sur la *faction* Brandler ¹¹³ et Thalheimer. J'ai dit qu'après leur violation de la discipline, après l'organisation d'une faction formalisée, je me prononçais pour leur *destruction* en tant que faction.

STALINE. Personne ne sait rien de tout cela. Aucun des membres du Politburo ne peut être responsable de cela, car personne ne sait rien des membres du Politburo.

¹¹² Il s'agit du VI^e Congrès national du Workers (Communist) Party of America (mars 1929), qui a adopté une résolution sur l'information concernant l'accusation de N. I. Boukharine d'appartenir à l'opposition de droite et de soutenir des forces de droite dans les rangs de la Comintern. La résolution propose de prendre des mesures organisationnelles "dans la lutte contre les préjugés de droite" et d'envisager la possibilité que N. I. Boukharine reprenne la direction de la Comintern.

¹¹³ Brandler Heinrich (1881-1967) - en 1901, il adhère au SPD et participe activement aux activités syndicales. Pendant la Première Guerre mondiale, il est l'un des dirigeants du groupe des sociaux-démocrates de gauche qui s'opposent à la politique de "paix civile" avec la bourgeoisie. De 1919 à 1924, il occupe des postes de direction au sein du comité central du parti communiste d'Allemagne [KPD]. En raison de ses hésitations dans la préparation des événements révolutionnaires du prolétariat allemand à l'automne 1923, il est suspendu de toute activité politique active au sein du KPD. De 1924 à 1928, il séjourne à Moscou et travaille au sein du Comité d'économie nationale de toute l'Union et de l'Internationale des paysans rouges. Après son retour en Allemagne en octobre 1928, il dirige l'opposition de droite au sein du KPD, qui s'organise en un parti indépendant (KPG(o)). En 1933, il émigre à Paris et, après son retour en Allemagne de l'Ouest en 1949, il se retire de la vie politique.

BOUKHARINE. Très bien ! Ce "personne ne sait". Mais peut-être que quelqu'un sait que tout cela est "discuté" dans l'organe central du Parti communiste allemand, dans "*Rote Fahne*"¹¹⁴, et en caractères très gras.

UNE VOIX. C'est Lovestone qui l'a fait.

BOUKHARINE. Je ne sais pas si Lovestone l'a fait ou non ; je pense que le rédacteur du *Rote Fahne* n'est pas Lovestone, mais quelqu'un d'autre, d'autres personnes. Et après cela, la résolution que vous proposez aujourd'hui (et qui a encore force de loi aujourd'hui) m'oblige à travailler pour la Comintern !

VOROCHILOV. Depuis combien de temps ne travailles-tu plus ?

BOUKHARINE. Au lieu de me dire simplement : "Nous n'avons pas confiance en toi, Boukharine, il nous semble que tu fais fausse route, séparons-nous" - ce que j'ai proposé - ils ont fait autre chose. Car il fallait d'abord salir, souiller, discréditer, piétiner, et ensuite il ne s'agirait plus d'accéder à la demande de démission, mais de "destituer" "pour sabotage". Le jeu est ici absolument clair.

Sur le danger de droite...

VOROCHILOV. Depuis combien de temps as-tu quitté la Comintern ?

BOUKHARINE. Je te l'ai dit, camarade Vorochilov, dans une conversation privée : si je disais à tous tes commandants en chef, à toute l'armée, que tu es le diable de l'enfer, et si je te suggérais ensuite innocemment : "S'il te plaît, dirige, mon cher, cette armée", tu secouerais au moins la tête.....

Je dois dire quelques mots sur le danger de droite. On m'a dit : vous avez signé la résolution sur le danger de droite, et maintenant vous vous abstenez de voter, et qui plus est à cause du paragraphe sur le danger de droite. Mais l'affaire, camarades, n'est pas si simple. Voyez-vous, selon les résolutions du BP et du CCC et les premières résolutions des organisations locales, je "glissais" vers le point de vue de la droite, et maintenant il s'avère que j'y ai déjà glissé sans faire aucun pas ! Lors de la réunion conjointe du Politburo et du Présidium du CCC, je ne faisais que "glisser" vers le point de vue de la droite. Depuis lors, je demeure comme une bouche pleine d'eau [équivalent : j'ai pris une grande inspiration ?] - je n'ai rien fait. Et là, j'avais déjà "glissé". Je n'ai pas bougé. Mais ils disent : les anciennes formulations sont "déjà passées". Mais, pardonnez-moi, qui a franchi cette "étape" ? Les résolutions l'ont franchi, "et il se trouve que je l'ai franchi ! (Rires généraux.) Cette "chose" a une signification très profonde. C'est pourquoi toutes ces choses étaient nécessaires, c'est pourquoi il était nécessaire de ne pas "lâcher", de ne pas accepter des démissions, afin qu'il y ait ce "glissement" et une "étape franchie". Je dois dire, camarades, que je suis prêt à lutter résolument contre le danger de droite, parce que c'est vraiment un danger de droite.

MOLOTOV. Est-il présent ou non ?

BOUKHARINE. Bien sûr qu'il existe, et il serait ridicule qu'il n'existe pas. Mais il n'est pas là où vous le cherchez, camarade Molotov.

¹¹⁴ "*Rote Fahne*" ("*Die Rote Fahne*" - "*La bannière rouge*") - journal, organe du parti communiste allemand (1918-1939), fondé par K. Liebknecht et R. Luxemburg. Interdit en février 1933, il fut publié dans la clandestinité jusqu'en 1935, puis à Prague (jusqu'en octobre 1936) et à Bruxelles (jusqu'à l'automne 1939).

MOLOTOV. Et où se trouve-t-il ?

BOUKHARINE. Je définis le danger de droite à peu près comme suit : les gens qui sont vraiment contre l'industrialisation, les gens qui sont contre la construction de fermes d'État et de fermes collectives...

MIKOYAN. Ce ne sont pas des communistes.

STALINE. A qui fais-tu allusion ?

BOUKHARINE. ...Ce ne sont pas des communistes.

MIKOYAN. Quel genre de bolchevik peut s'opposer aux fermes collectives, aux fermes d'État et à l'industrie, s'il s'y oppose, ce n'est pas un bolchevik.

BOUKHARINE. Le fait est que l'on peut industrialiser dans des conditions différentes, à des rythmes différents, etc. Ceux qui nous ramènent vraiment aux positions du XIV^e Congrès, ceux qui nient la position du XV^e Congrès, ce sont des droitiers. Mais pas ceux, camarade Mikoyan, qui s'opposent à la théorie piatakovo-trotskyiste de la croissance constante des contradictions, à cette absurdité..... Dans ce cas, je suis d'accord avec Mikoyan lorsqu'il parle de l'époque de sa lutte contre le trotskysme.

MIKOYAN. Ne déforme pas les choses. Tu sais comment déformer les choses. Cela fait six heures que tu parles et tu déformes tout.

BOUKHARINE. Eh bien, j'aimerais bien vous écouter ! Alors, ces gens sont de droite, et il faut les combattre. Mais la droite, je ne peux absolument pas me reconnaître de droite une seule seconde. Je ne peux pas capituler devant le trotskysme. J'ai demandé l'insertion d'un paragraphe sur la lutte contre le trotskysme dans la résolution sur le plan quinquennal, parce qu'elle parle beaucoup de la lutte contre le danger de droite, mais pas un mot sur le trotskysme. Mais mon amendement a été rejeté, la clause selon laquelle il était nécessaire de lutter également contre le danger trotskyste a été rejetée !

ORDJONIKIDZE. Trotsky n'est plus combattu. Il est installé à Constantinople ¹¹⁵.

BOUKHARINE. Vous voyez, camarade Sergo, on peut combattre Trotski très vivement et combattre le trotskysme très mal. Dans le premier cas, il n'est même pas nécessaire d'être très intelligent.

J'en arrive maintenant à une conclusion.

Je reconnais que la conversation avec Kamenev était une erreur.

Je crois que j'avais le droit de faire appel au Plenum du Comité Central, et mon discours actuel est un appel d'un membre du Politburo au Comité Central de son parti.

Je constate que je suis maintenant "*destitué*" et que je n'ai pas donné de lettre de démission, très modestement motivée, pour une telle démission. Pourquoi *ne fallait-il pas démissionner* et pourquoi était-il nécessaire d'être *destitué* ?

J'obéis à toute décision du Comité central.

¹¹⁵ Après son expulsion de l'URSS en 1929, Leon D. Trotsky séjourne jusqu'en 1933 sur l'île de Prinkipo, près d'Istanbul (Constantinople).

Je suis favorable à la ligne générale du Parti, telle qu'elle est définie dans le plan quinquennal du Comité de planification de l'État, mais je suis fermement opposé à la méthodologie "extraordinaire" dans la mise en œuvre de la politique économique.

Quant aux soi-disant "erreurs" d'un autre ordre qui me sont imputées, je ne peux admettre ces erreurs inexistantes pour la simple raison qu'elles n'existent pas. Je ne peux pas admettre ces erreurs inexistantes et me les attribuer parce que je considère qu'il est nécessaire de défendre au sein de notre parti un mode de fonctionnement qui permette à la fois de penser et de parler. Entre-temps, il y a des choses comme celles que nous avons lues dans la *Pravda* du 19 février (à propos de la 12^e conférence de Vyborg). L'article se lit comme suit :

"Plusieurs discours clairs ont été prononcés sur la question du danger de la droite. Les délégués demandent une lutte ferme contre le danger de droite, une politique ferme de la part du Comité central à l'égard des hésitants et des réconciliateurs, à l'égard de ceux qui réfléchissent". (Rires.)

Je crois que nous n'irons pas très loin si notre Parti donne le "mot d'ordre clair" : "n'hésitez pas !". C'est une chose très "appropriée" dans la période de reconstruction, surtout si nous nous rappelons que Marx pensait que la révolution prolétarienne se critique elle-même, que Lénine parlait d'autocritique, et que nous parlons de la même manière d'autocritique à gauche et à droite.

Je crois que les craintes de Vladimir Ilitch concernant la scission possible entre la classe ouvrière et la paysannerie, concernant les frictions qui en découlent au sein de notre Parti, concernant les frictions qui en découlent au sein du Politburo, concernant les scissions et les divisions au sein de cet organe suprême - que ces craintes de Lénine méritent la plus grande attention et qu'il est du devoir de chaque membre du Parti d'y "méditer".

STALINE. Mais pas de courir vers Kamenev.

DES VOIX. Ça c'est vrai.

BOUKHARINE. Ne pas courir vers Kamenev, mais aussi ne pas remplacer la pensée et la réflexion par la simple politique de la poigne physique !

KOSSIOR. Et pourtant, il y a des secrétaires élus, Nikolaï Ivanovitch ?

OUGAROV. Nous savons comment vous avez été élus.

Imprimé par : Plenum conjoint du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du Parti communiste (b) de toute l'Union 16-23 avril 1929 : Rapport sténographique, conservé dans le CPA NML sous le Comité Central du PCUS, f. 17, op. 2, d. 417, fols. 73-98. [en fait, ce discours n'a pas été publié avant la réhabilitation de Boukharine..., mais il était conservé dans les archives]